

Préfecture Sangha-M'baéré

Sous-préfecture de Nola

Commune de Nola

Republique Centrafricaine

Unité – Dignité – Travail

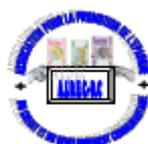
PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL DE LA COMMUNE DE NOLA 2019-2029



Mai 2019

Appuis Technique et Financier:

- Agence Française de Développement (AFD)
- Projet de Développement de la Région du Sud-Ouest (PDRSO)
- Consortium Nourrir/ASPEC-DC/BS&Co



Audit - Conseils - Etudes - Evaluation des projets
Formation - Accompagnement des Organisations

Audit - Advisories - Studies - Project Evaluation - Training - Business Support



ONG « NOURRIR »

**FICHE D'ADOPTION ET D'APPROBATION
DU PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL DE LA COMMUNE**

Le présent **Plan de Développement Local de la Commune de Nola** a été adopté par les membres de la Délégation Spéciale de la Commune, représentée par le Premier vice-Président de la Délégation Spéciale auprès de la Commune de Nola.

Nola, le 17 mai 2019

**Le Premier vice-Président
de Délégation Spéciale auprès de la Commune de Nola**

Martin DOUSSENE

Le **Plan de Développement Local de la Commune de Nola** a été approuvé par les Responsables des Services Déconcentrés de l'Etat ci – après listés.

Nola, le 17 mai 2019

Nola, le 17 mai 2019

**Le Sous-Préfet
de Nola**

**Le Préfet
de la Sangha Mbaéré**

Généviève CHOUR GBADIN

Morales LAZARE NGAYA

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	6
FIGURES ET TABLEAUX.....	7
PREAMBULE.....	8
RESUME.....	9
GENERALITES	16
INTRODUCTION.....	16
Méthodologie de réalisation du PDL.....	17
Sessions de concertation à l'échelle des zones.....	18
Focus groups et entretiens individuels au niveau des zones et commune	18
Groupes thématiques	18
Entretiens avec les acteurs.....	18
OUTILS.....	19
CHAPITRE 1: MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE	23
1.1. Principaux traits caractéristiques.....	23
1.1.1. Profil historique.....	23
1.1.2. Organisation administrative.....	24
1.1.3. Position géographique	25
1.1.4. Relief, sol et hydrographie	25
1.1.5. Climat	26
1.1.5. Démographie	27
1.1.6. Confessions religieuses	28
1.2. Revue et statut des secteurs sociaux	29
1.2.1. Secteur de la Santé.....	29
1.2.2. Secteur de l'Education.....	29
1.2.3. Secteur Eau, Hygiène et assainissement.....	30
1.3. ACTIVITES ECONOMIQUES.....	31
1.3.1. Agriculture.....	31
1.3.2. Elevage	32
1.3.3. Principales contraintes et difficultés de l'agriculture et de l'élevage identifiées.....	33
1.3.4. Chasse.....	34
1.3.5. Pêche	34
1.3.6. L'activité de cueillette	35
1.3.7. Faune	35
1.3.8. Commerce	36

1.3.9.	Marchés et gares routières	36
1.3.10.	Restaurant et hébergement	37
1.3.11.	Exploitation forestière	37
1.3.12.	Exploitation minière	38
1.3.13.	Etablissement de micro finance.....	39
1.3.14.	Sites sacrés et touristiques.....	39
1.4.	LES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	39
1.5.	LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL.....	41
1.4.1.	Les organisations de la société civile et cadres de concertation	41
1.4.2.	Les ONG et autres organismes nationaux et internationaux	42
1.5.	ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	42
1.5.1.	Les parties prenantes avec une importance forte et une influence faible.....	43
1.5.2.	Les parties prenantes avec une importance forte et une influence forte	43
1.5.3.	Les parties prenantes avec une importance faible et une influence faible.....	44
1.5.4.	Les parties prenantes avec une importance faible et une influence forte	44
1.6.	Contraintes au développement local et besoins des populations.....	44
1.7.	DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DE LA COMMUNE.....	45
1.7.1.	Le conseil municipal.....	45
1.7.2.	Les services techniques municipaux.....	46
1.7.3.	Caractéristiques institutionnelles.....	47
1.7.4.	Gouvernance locale	47
1.7.5.	Services rendus par la commune aux populations.....	47
1.7.6.	Les finances de la commune.....	48
1.7.6.1.	Les ressources endogènes.....	48
1.7.6.2.	Les ressources exogènes.....	48
CHAPITRE 2: ETAT DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF		50
RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF.....		54
CHAPITRE 3 : VISION ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES		92
3.1.	Vision de développement du PDL	92
3.2.	Orientations stratégiques.....	92
3.3.	Analyse de la cohérence avec les orientations nationales et internationales.....	92
3.4.	PRIORITES DU PLAN	93
3.5.	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PDL.....	116
3.5.1.	Cadre de mise en œuvre	116
3.5.1.1.	Restitution du Plan de Développement Local (PDL)	116

3.5.1.2.	Les concertations régulières	116
3.5.2.	Mécanismes de mobilisation des ressources.....	116
3.5.2.1.	Les acteurs	116
3.5.2.2.	Les rôles et responsabilités des acteurs	116
3.5.2.3.	La Municipalité	116
3.5.2.4.	La communauté	117
3.5.2.5.	Les Services techniques.....	117
3.5.2.6.	Les partenaires.....	117
3.5.2.7.	La Diaspora, les représentants des secteurs privés et les autres partenaires	118
3.6.	DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION	118
	CONCLUSION	119

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACDA	Agence Centrafricaine de Développement Agricole
AGR	Activité Génératrice de Revenu
ANEA	Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement
ANEB	Association Nationale des Eglises Baptistes
APE	Association des Parents d'Elèves
CM	Conseil Municipal
COGES	Comité de Gestion
DT	Délégué Technique
EMF	Etablissement de Micro Finance
FG	Focus Group
FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
FOSA	Formation Sanitaire
LERSA	Laboratoire d'Etude et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
P DP	Pré Diagnostic Participatif
PDL	Plan de Développement Local
PDRSO	Projet de Développement de la Région du Sud-Ouest
PDS	Président de la Délégation Spéciale
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
RCA	République Centrafricaine
SF	Société Forestière
VBG	Violence Basée sur le Genre

FIGURES ET TABLEAUX

Figure n°1 : Cartographie des zones d’animation territoriale	19
Figure n°2 : Carte de la Commune de Nola	24
Figure n°3 : Carte de la végétation de la Commune de Nola	27
Figure n°4 : Donnée démographiques	28
Figure n°5 : Catégorie et effectif du personnel de la commune de Nola	46
Tableau n°1: Programmation triannuelle 2019-2021	12
Tableau n°2 : Organisation pratique des activités du diagnostic participative.....	20
Tableau n°3 : Synthèse des indicateurs de performance par zone	22
Tableau n°4 : Répartition des saisons dans la commune	26
Tableau n°5 : Cartographie zonale des FOSA dans la Commune.....	29
Tableau n°6 : Carte scolaire de la commune	29
Tableau n°7 : Ratios Elèves	29
Tableau n°8 : Enseignants et établissements.....	29
Tableau n°9 : Effectif des élèves par sexe.....	30
Tableau n°10 : Répartition des enseignants	30
Tableau n°11 : Cartographie des forages	30
Tableau n°12 : Surface de la SAOH.....	31
Tableau n°13 : Nombre d’observations pour chaque grand mammifère	35
Tableau n°14 : Investissements sociaux réalisés par Timberland depuis 2016.....	38
Tableau n°15 : Montant des taxes forestières versées par Timberland en 2018	38
Tableau n°16 : ONG et organismes internationaux intervenant dans la commune... ..	42
Tableau n°17 : Répartition des zones et cadres de concertation	45
Tableau n°18 : Zones et effectif des Chefs de Groupe.....	47
Tableau n°19 : Analyse des problèmes institutionnels de la commune	49
Tableau n°10 : Potentialités et contraintes par secteur de la commune	51
Tableau n°21 : Résultats du Diagnostic Participatif.....	55
Tableau n°22 : Synthèse du Diagnostic Participatif par secteur	83
Tableau n°23 : Axes stratégiques	94
Tableau n°24 : Cadre logique du plan de développement.....	103
Tableau n°25 : Plan décennal 2019-2029 – actions relevant des compétences communales.	109

PREAMBULE

C'est avec enthousiasme que nous vous présentons le Plan de Développement Local de la Commune de Nola. Il est le fruit d'une démarche qui a commencé il y a déjà dix (10) mois, période durant laquelle l'ensemble de la population fut sollicitée pour participer à une vaste consultation publique et citoyenne. Motivés par cette participation exceptionnelle de l'ensemble de la population, les membres du conseil communal, appuyés par les autorités administratives et les services techniques déconcentrés de l'Etat, ont élaboré ce qui constitue désormais notre plan de développement local pour la période **2019 – 2029**. Le Plan a pris en compte les différentes sphères du développement local, qui correspondent à nos valeurs et encouragent des actions intersectorielles pour maximiser les efforts de tous les partenaires concernés par les enjeux qui nous touchent.

Ce plan servira de boussole pour guider toutes les actions liées au développement de la commune durant les dix (10) prochaines années. C'est pourquoi, nous nous demandons de quelle manière visualiserons-nous la Commune après ces dix (10) années?

Au lieu d'attendre que les événements nous surprennent, nous essayerons de les provoquer et faire en sorte qu'ils évoluent en notre faveur. La population et les partenaires doivent désormais parvenir à arrimer la volonté citoyenne aux défis à venir, dans le but d'impulser une dynamique économique où il fait bon vivre.

Ainsi, je tiens à remercier les nombreux acteurs qui ont travaillé à l'élaboration de ce plan.

Je pense entre autre à l'équipe de Développement Local du PDRSO, le Consortium des ONG "Nourrir/ASPEC-DC/BS&Co, qui ont assuré l'assistance technique du processus, aux sociétés forestières, aux différents services techniques déconcentrés de l'Etat, aux partenaires et personnes ressources provenant des différents secteurs d'activités impliqués et bien sûr, à tous les citoyens qui ont donné leur point de vue sur l'avenir de leur commune. Voilà une belle preuve que tous ces gens ont à cœur le développement de leur milieu et que chacun puisse à l'avenir y contribuer durablement.

Le Premier vice-Président

Martin DOUSSENE

RESUME

Dans un contexte où les municipalités ont le mandat de s'assurer du développement socioéconomique durable de leur territoire, il importe pour celles-ci de réfléchir aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif et se doter des ressources pour réaliser leur développement.

Le present Plan de Développement Local (PDL) de la commune de Nola a été élaboré avec la participation active de toutes les composantes de la vie communale, issus de l'administration publique, du conseil municipal, des services techniques déconcentrés de l'état, des sociétés forestières, de la société civile, de la jeunesse, des minorités, de l'organisation des femmes, etc.

Cette activité de planification locale a été financée par l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le Projet de Développement de la Région du Sud – Ouest (PDRSO). L'assistance technique sur son élaboration a été assurée par le Consortium des ONG 'Nourrir/ASPEC-DC/BS&Co'.

Le PDL constitue un outil de travail, de gestion et de planification au service du conseil municipal. Il contient les éléments de diagnostic des différentes zones de la commune de Nola, la vision de développement de la localité, ses orientations stratégiques, et les programmes et projets de développement prévus ainsi que les différents moyens et stratégies de sa mise en oeuvre. La démarche utilisée pour l'élaboration du PDL a été hautement participative. L'objectif principal visait à amener toutes les parties prenantes à faire valoir leurs préoccupations dans l'élaboration de leur projet de société au cours des ateliers de diagnostic au niveau des cadres de concertation.

La commune de Nola, objet du present Plan de Développement Local, est située dans la région n°2, préfecture de la Sangha – M'baéré à environ 450 Km de Bangui, capitale de la RCA. Elle compte neuf (9) zones et 153 quartiers et/ou villages. Sa population est estimée à 95 000 habitants selon les données de la Mairie en 2016. L'économie de la commune de Nola repose sur l'agriculture, l'exploitation minière, l'exploitation forestière, le commerce y compris des produits forestiers non-ligneux, et dans une moindre mesure des activités extra-agricole. Le tourisme est très peu représenté. L'analyse diagnostic révèle pour les secteurs identifiés des atouts et opportunités mais aussi des contraintes et menaces majeures.

Il est à relever comme atouts la présence de partenaires qui soutiennent les capacités productives et commerciales. Comme contraintes et menaces, on peut noter un manque d'organisation de la population autour des actions de développement, un problème de gouvernance, la faible couverture sanitaire et le faible taux de scolarité. Pour ce faire, une analyse de cette problématique dans la perspective des orientations stratégiques nationales et internationales a conduit à la définition de la vision de la localité qui s'énonce comme suit:

D'ici dix (10) ans, soit en 2029, la commune de Nola deviendra une société où règnent la cohésion sociale, la promotion des activités génératrices de revenus, le développement des infrastructures communautaires et des services de base et la bonne gestion de l'environnement.

De cette vision se dégagent quatre axes stratégiques qui sont : (i): Renforcement de l'accès des populations aux services sociaux essentiels, (ii) Relance économique locale, (iii) Développement des infrastructures de base, (iv) Renforcement des capacités locales pour l'auto-promotion et la bonne gouvernance

Ces quatre (04) axes se déclinent en plusieurs projets pour un coût global de deux milliard huit-cent-neuf millions six-cent-quatre-vingt-cinq mille F CFA (2 809 685 000 FCFA) soit 29 575 FCFA/habitant sur 10 ans.

La participation communale s'élève à la somme de 280 968 500 F CFA.

RECAPITULATIF DES COUTS PAR SECTEUR			
		Cout total	Part Mairie
ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE			
1-SECTEUR EDUCATIF			
	Sous - total 1	801 135 000	80 113 500
2-SECTEUR SANITAIRE			
	Sous - total 2	536 000 000	53 600 000
3-EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT			
	Sous - Total 3	219 400 000	21 940 000
ECONOMIE			
4- AGRO-PASTORAL			
	Sous - Total 4	84 900 000	8 490 000
5- COMMERCE			
	Sous - Total 5	133 000 000	13 300 000
DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE BASE ET DE SOUTIEN A L'ECONOMIE LOCALE			
6-TRANSPORTS ET VOIES D'ACCES			
	Sous - total 6	108 000 000	10 800 000
7-INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES			
	Sous - total 7	127 000 000	12 700 000
RENFORCEMENT DE CAPACITES LOCALES POUR L'AUTOPROMOTION ET LA BONNE GOUVERNANCE			
8-GENRE			
	Sous - total 8	74 000 000	7 400 000
9-JEUNESSE			
	Sous - total 9	81 500 000	8 150 000
10-TOURISME			
	Sous - total 10	82 500 000	8 250 000
11-ENVIRONNEMENT			
12-GOUVERNANCE			
	Sous - total 11	62 250 000	6 225 000
	Total Général	2 809 685 000	280 968 500

En somme, ces projets visent à relever les défis majeurs qui sont entre autre l'accroissement de la production agricole, l'amélioration de la situation des infrastructures et équipements scolaires et sanitaires, la promotion de l'enseignement de qualité, l'amélioration du taux de couverture sanitaire, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, le maintien de la cohésion sociale et la sécurité des biens et des personnes, la promotion d'une exploitation durable des ressources naturelles, la bonne gouvernance.

Tableau n°1 : Programmation triannuelle 2019-2021

Secteur	Activités à mener	Lieu	Nbre/ Qté	Coût unitaire (FCFA)	Cout Total (FCFA)	Engagement Mairie (FCFA)	Période			Responsables + partenaires
							A1	A2	A3	
EDUCATION	1. Plaidoyer pour l'affectation des Enseignants qualifiés (76) en F1 et 34 du F2	Secteur scolaire et Lycée moderne de Nola	3	200 000	600 000	60 000	X	X	X	Mairie + Ministère
	2. Assurer la Prise en charge de 50 Maîtres parents du F1 (11 écoles)	Mambéré fille, garçon, préfectoral, loppo, ngoulo, pandi	1 500	30 000	45 000 000	4 500 000	X	X	X	
	3. Réhabiliter 3 bâtiments scolaires	Loppo-duret/Koumba, Kadéï	3	2 500 000	7 500 000	750 000		X		Mairie + Partenaires
	4. Doter 11 écoles avec tables bancs au F1	Secteur scolaire	1 071	15 000	16 065 000	1 606 500	X			Mairie
	5. Construire des points d'eau (2) et réhabiliter	Panzi-, kadeï, koumba	3	12 000 000	36 000 000	3 600 000		X		Mairie + Unicef + Partenaires
	6. Construire une bibliothèque	Nola-centre	1	30 000 000	30 000 000	3 000 000			X	
Sous-total 1					135 165 000	13 516 500				
SANTE	1. Faire le plaidoyer pour l'affectation de 48 Personnels soignants qualifiés	9 zones	3	200 000	600 000			X		Mairie + Ministère + Partenaires
	2. Accorder une subvention pour la prise en charge des enfants et personnes vulnérables	Mboussa, Nola, Yamando , Barando, Katapko,	9	250 000	2 250 000	225 000		X		
	3. Doter 9 FOSA en équipements biomédicaux et médicaments essentiels pour les premiers soins d'urgence	Mboussa, Nola, Yamando , Barando, Katapko,	1	13 500 000	13 500 000	1 350 000	X			
	4. Former en gestion organisation et gestion de 09 COGES des FOSA	Commune		9	0	0	X			
	5. Prendre en charge 3 aides-soignants		108	30 000	3 240 000	324 000	X	X	X	
	6. Doter le District sanitaire avec 1 Ambulance	District sanitaire	1	55 000 000	55 000 000	5 500 000			X	

Secteur	Activités à mener	Lieu	Nbre/ Qté	Coût unitaire (FCFA)	Cout Total (FCFA)	Engagement Mairie (FCFA)	Période			Responsables + partenaires
							A1	A2	A3	
Sous-total 2					74 590 000	7 459 000				
EAU, HYGIENE ASSAINISSEMENT	1. Réhabiliter les 8 anciens forages publics	EEB, Loppo, Mbanza, Catholique, déngba2	8	500 000	4 000 000	400 000	X			Unicef + ANEA + Mairie + Partenaires
	2. Construire des nouveaux forages	Namboui2, Métézoua, sangha,	10	12 000 000	120 000 000	12 000 000		X	X	
	3. Appuyer la mise en place de comités de gestion de points d'eau	Zones de réparation et réhabilitation	8	100 000	800 000	80 000	X			
	4. Sensibiliser population bonne pratique d'hygiène		3	200 000	600 000	60 000	X	X	X	
	5. Former et équiper 9 artisans réparateurs	9 zones	9	500 000	4 500 000	450 000		X		
Sous-total 3					129 900 000	12 990 000				
AGRO-PASTORAL	1. Structurer les Agriculteurs et éleveurs en organisations et/ou groupements des producteurs selon les filières	Commune	6	1 500 000	9 000 000	900 000	X			Mairie + Partenaires + Ministère
	2. Former les producteurs en techniques de production agro-pastorale	Commune	9	900 000	8 100 000	810 000	X	X	X	
	3. Sensibiliser appuyer les producteurs agro-pastoraux sur le respect des calendriers agricoles et de vaccination des animaux		9	100 000	900 000	90 000	X	X	X	
Sous-total 4					18 000 000	1 800 000				
COMMERCE	1. Sensibiliser, plaider pour la levée de 7 barrières illégales	Yamando/Nana-Mbounza/Ngoulo	7	1 000 000	7 000 000	700 000	X			Sous-préfecture + Mairie
	2. Former les commerçants en culture entrepreneuriale, financière, comptabilité simplifiée et marketing action commerciale	Commune	6	1 200 000	7 200 000	720 000	X	X	X	Ministère Commerce + Municipalité
	3. Sensibiliser les commerçants en matière de législation et fiscalité		6	750 000	4 500 000	450 000	X			

Secteur	Activités à mener	Lieu	Nbre/ Qté	Coût unitaire (FCFA)	Cout Total (FCFA)	Engagement Mairie (FCFA)	Période			Responsables + partenaires
							A1	A2	A3	
Sous-total 5					18 700 000	1 870 000				
¹TRANSPORT ET VOIES D'ACCES	Construire un pont	Centre administratif + centre-commercial	1	PM	PM	PM		X	X	Etat
	Construire quatre ouvrages de franchissement	Axe Komassa	4	27 000 000	108 000 000	10 800 000	X	X	X	
Sous-total 6					500 000 000	50 000 000				
INFRASTRUCTURE S COMMUNAUTAIR ES	1. Aménager des gares routières	Nola-centre et Yamando	2	14 000 000	28 000 000	2 800 000	X	X	X	Mairie
	2. Aménager des marchés	Centre-commercial	3	25 000 000	75 000 000	7 500 000	X	X	X	Expertise-France + Mairie
	3. Construire un abattoir	Centre-commercial	1	20 000 000	20 000 000	2 000 000	X			Expertise-France + Mairie
Sous-total 7					123 000 000	12 300 000				
GOVERNANCE + ASSOCIATIF	1. Organiser, identifier les OCB pour l'obtention de leur statut légal	Centre-commercial	2	12 000 000	24 000 000	2 400 000		X	X	Ministère + Mairie Partenaire
	2. Développer un mécanisme financier au soutien des AGR des femmes	Centre-administratif	1	25 000 000	25 000 000	2 500 000		X	X	
	3. Sensibiliser et former sur la santé de reproduction, VIH	commune	1	12 000 000	12 000 000	1 200 000	X			
Sous-total 8					61 000 000	6 100 000				
TOURISME	1. Aménager des sites touristiques	Colline des singes, cimetière des expatriés Allemands et français, chute dimmolé	3	5 000 000	15 000 000	1 500 000	X	X	X	Ministère + Partenaire
	2. Former les acteurs du secteur tourisme en technique de métiers		3	500 000	1 500 000	150 000	X			
	3. Valoriser le folklore		3	268 000	804 000	80 400	X	X	X	
Sous-total 9					17 304 000	1 730 400				

¹ Priorité pour la communauté, mais ne relevant pas du domaine de compétence de la commune.

Secteur	Activités à mener	Lieu	Nbre/ Qté	Coût unitaire (FCFA)	Cout Total (FCFA)	Engagement Mairie (FCFA)	Période			Responsables + partenaires
							A1	A2	A3	
MINES	1. Organiser les artisans miniers		3	5 000 000	15 000 000	1 500 000	X	X	X	Ministère + Mairie + Partenaire
	2. Former les artisans miniers sur la commercialisation des produits miniers	Nola	3	5 000 000	15 000 000	1 500 000	X			
Sous-total 10					30 000 000	3 000 000				
FORET ET ENVIRONNEMENT	1. Sensibiliser les communautés et autorités locales	Nola	3	3 000 000	9 000 000	900 000	X	X	X	Ministère + Mairie + Partenaire
	2. Sensibiliser la population / dispositif en matière d'exploitation forestière	Nola	3	3 000 000	9 000 000	900 000	X	X	X	
	3. Promouvoir l'agroforesterie		9	1 000 000	9 000 000	900 000	X			
	5. Créer un cadre de concertation annuel des acteurs environnementaux pour la gestion + suivi impact des exploitations des ressources naturelles	Commune	3	200 000	600 000	60 000	X	X	X	
Sous-total 11					27 600 000	2 760 000				
JEUNESSE	1. Organiser les jeunes pour la formation des jeunes en petit métiers	Nola	1	30 000 000	30 000 000	3 000 000		X	X	Ministère + Mairie + Partenaire
	2. Organiser les jeunes en associations culturelles		1	12 000 000	12 000 000	1 200 000			X	
	3. Construire une maison des jeunes	Centre-Administratif	1	75 000 000	75 000 000	7 500 000		X		
Sous-total 12					117 000 000	11 700 000				
GENRE	1. Créer une caisse de résilience	Centre administratif, Commerciale	3	5 000 000	15 000 000	1 500 000		X		Ministère + Mairie + Partenaire
	2. Former les leaders sur les VBG	Les 9 zones	1	5 000 000	5 000 000	500 000	X	X	X	
	3. Vulgariser les textes et lois sur protection femmes et formes de VBG		1	10 000 000	10 000 000	1 000 000		X	X	
Sous-total 13					30 000 000	3 000 000				
TOTAUX					890 259 000	89 025 900				

GENERALITES

INTRODUCTION

La démarche de planification stratégique utilisée dans le cadre du présent PDL, est un exercice de réflexion afin que tous les secteurs de la vie de la commune se tournent vers l'avenir et déterminent les stratégies à déployer et à mettre en œuvre pour améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes dans l'espace communal. Il s'agit d'une feuille de route ou boussole permettant de concrétiser une vision de développement à moyen et à long terme. Il constitue également une volonté de poursuivre le travail de concertation amorcé de manière intergénérationnelle et intersectorielle, le tout en s'assurant d'une plus grande participation de la population.

Ainsi le développement local apparaît comme la volonté des pouvoirs publics de déléguer une partie de leur pouvoir régaliens aux acteurs locaux pour un développement durable.

Face à cet intérêt croissant, l'Etat centrafricain s'est engagé dans la politique de décentralisation et de régionalisation autour des enjeux que sont entre autres, la lutte contre la pauvreté et la promotion de la bonne gouvernance.

L'historique du développement local en RCA, reste attaché à la politique de la décentralisation qui remonte depuis 1959 avec l'existence jadis des collectivités territoriales avant les indépendances. Cette politique a été gelée durant des décennies, pour être relancé en 2004. Plusieurs textes de lois et règlements ont été adoptés allant vers l'orientation du territoire, l'organisation et le fonctionnement des collectivités locales et le statut du personnel de la collectivité en s'appuyant sur les Ordonnances n°88.005 du 05 Février 1988, portant création des collectivités territoriales et circonscription et n°88.006 du 05 Février 1988 relatives à l'organisation des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives.

Le projet de Code des Collectivités Territoriales et des Circonscriptions Administratives en attente de légiférer entrevoit, (i) l'instauration de la décentralisation, (ii) la réforme des Services Techniques Déconcentrés, (iii) une attribution de nouveaux domaines de compétences aux communes.

La planification locale se veut participative avec une vaste campagne de communication, information et sensibilisation, la réalisation d'un diagnostic participatif, et la rédaction du Plan de Développement Local par toutes les parties prenantes (l'équipe de la municipalité,

maître d'ouvrage, Société civile, acteurs socioéconomiques sans oublier les différents Services Déconcentrés de l'Etat).

Le Plan de Développement Local (PDL) est à la fois un produit et un instrument de référence et de plaidoyer. Il traduit l'expression d'une démarche participative mobilisant les différents acteurs du milieu qui connaissent mieux que quiconque les problèmes qui minent le développement de leur propre localité, en s'impliquant résolument dans le défi du développement durable et pérenne.

Ainsi, la Commune de Nola est engagée dans le processus de planification locale avec le Projet de Développement de la Région du Sud-Ouest (PDRSO).

Le Projet de Développement de la Région du Sud-Ouest (PDRSO) de la République Centrafricaine, placé sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche, sur financement de l'AFD (Agence Française de Développement) et le FFEM (Fonds Français pour l'Environnement Mondial) a comme objectif général: « *Dans les dynamiques de décentralisation et de développement local en œuvre en RCA, contribuer à la réduction de la pauvreté dans les communes forestières du Sud – Ouest de la RCA par un renforcement de leurs capacités et par une gestion durable et soutenue de la ressource forestière* ».

Les actions de la composante développement local du PDRSO bénéficient de l'assistance technique du Consortium Nourrir/ASPEC-DC/Bs&Co sur le processus de planification locale, avec comme principales missions :

- (i) Appuyer et renforcer les espaces de concertation au sein de la commune
- (ii) Renforcer les capacités des acteurs locaux via un accompagnement à leur participation au processus de planification locale
- (iii) Elaborer un plan de développement local (PDL).

Méthodologie de réalisation du PDL

La réalisation du Plan de Développement Local a été effective à travers (i) l'organisation de sessions de concertation à l'échelle de zones d'animation territoriale regroupant différents villages préalablement définies, (ii) la tenue de focus groupe ciblant les représentants des groupes socioprofessionnels et (iii) l'organisation des réunions de recadrage et de synthèse au niveau zonal, puis communal, regroupant les représentants des zones, ainsi que les différents services déconcentrés de l'Etat et les acteurs au développement de la commune.

Sessions de concertation à l'échelle des zones

Pendant cette phase, il a été question de (i) procéder à des campagnes d'information et de sensibilisation, (ii) finaliser la cartographie participative, (iii) organiser des travaux en commission, (iv) et organiser une séance plénière.

Focus groups et entretiens individuels au niveau des zones et commune

Les focus groups ont été organisés dans chaque zone en vue de l'identification des problèmes et de leurs analyses (problèmes, causes, conséquences et solutions). Les informations obtenues ont été complétées, puis validées lors d'entretiens individuels et collectifs.

Groupes thématiques

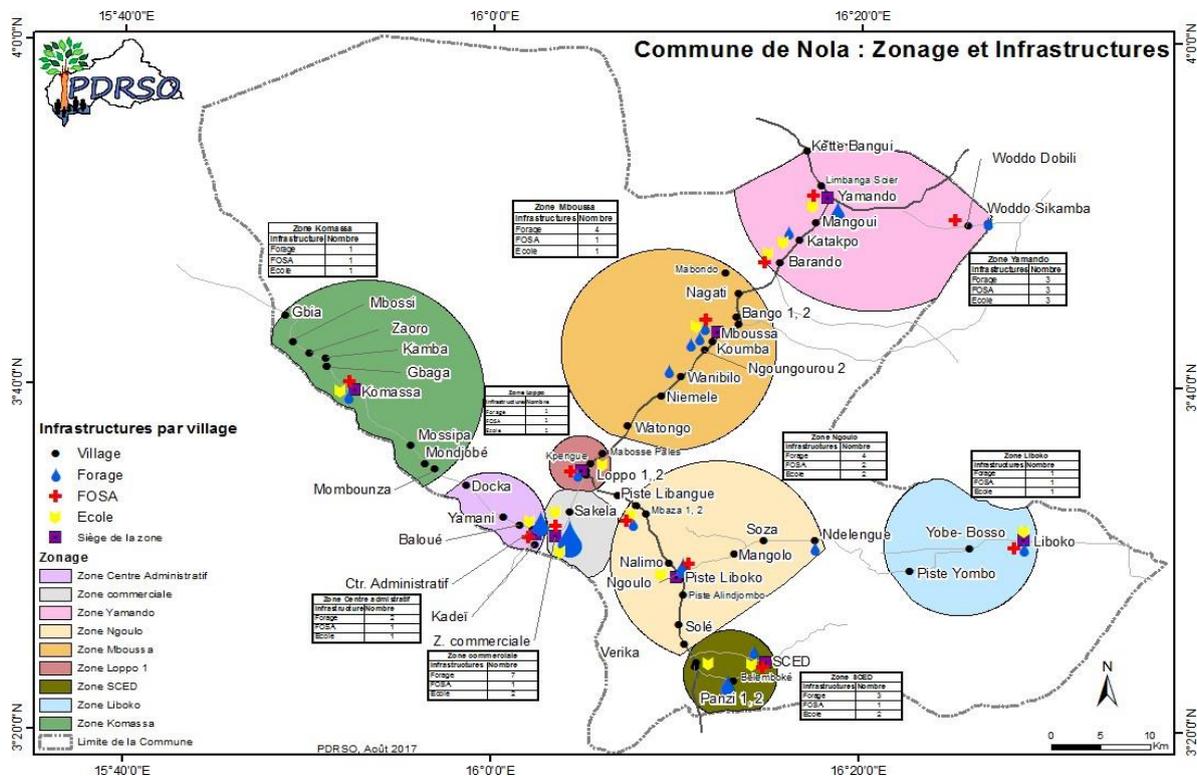
Les différents travaux ont été menés autour des thématiques suivantes :

- a) Economie ; b) Infrastructures de soutien à l'économie ; c) Accès aux services sociaux essentiels ; d) Environnement ; tourisme ; arts et culture ; e) Autonomisation de la femme ; f) Minorité, jeunesse et sports ; g) Mobilisation des ressources ; h) Droit de l'homme, sécurité et paix

Entretiens avec les acteurs

Sur la base des principaux problèmes identifiés lors du Pré-diagnostic, le diagnostic participatif a suivi les étapes suivantes : (i) les causes pour chaque problème ont été répertoriées, (ii) les conséquences probables ont été indiquées, (iii) des objectifs pour passer de l'état négatif à un état positif ont été définis, (iv) la meilleure solution a été retenue, (v) les responsabilités par rapport à chaque action à mener ont été fixées, (vi) des indicateurs de réalisation des actions à mener pour concrétiser chacune des solutions ont été définis, (vii) des hypothèses ou facteurs de blocage éventuels ont été envisagées, (viii) et enfin, une synthèse des priorités de la commune en termes de planification a été établie.

Les aspects du diagnostic participatif ont été discutés dans huit (8) grands groupes thématiques pour revoir les premiers éléments du diagnostic participatif réalisés dans les zones afin de les consolider.



Source : Composante Développement local PDRSO

Figure n°1 : Cartographie des zones d’animation territoriale

OUTILS

Pour les besoins du diagnostic participatif, la Méthode d’Analyse et de Recherche Participative (MARP) a été utilisée. Elle comprend un ensemble d’approches et d’outils permettant aux populations de présenter leur connaissance de leur territoire et leurs activités et de mieux comprendre la réalité locale et les problèmes rencontrés. Pour les zones importantes, le diagramme de Venn a été utilisé afin d’identifier les organisations intérieures et extérieures et les relations qui se créent entre elles. L’intérêt de ce diagramme se retrouve lors des discussions qu’il peut susciter.

Deux techniques principales ont été utilisées pour l’observation directe. L’une consiste à une *réflexion – autoanalyse* en groupes et l’autre procède par des *entretiens bilatéraux* ou en groupes restreints des participants. Cela a permis de profiter au maximum de la présence des participants en leur donnant des espaces pour se confronter mais aussi des moments pour parler « plus librement ». Les tableaux ci – après présentent les travaux préliminaires, les indicateurs de performances et une synthèse des résultats en ce qui concerne notamment l’étape de diagnostic participatif.

Tableau n°2 : Organisation pratique des activités du diagnostic participatif

Périodes	Zones	Composition équipes d'animation	Activités	Durée (jour)	Nombre participants
Semaine du 17-09-2018	Centre Administratif	Assistant CP+7 Experts + 3 Animateurs	Restitution du Rapport de PDP	1	26
	Centre commercial	Assistant CP+7 Experts + 3 Animateurs	Restitution du Rapport de PDP, Focus Group	2	108
Semaine du 24-09-2019	Centre Administratif	3 Experts + 1 Animateur	Focus group	5	80
	Centre commercial	Assistant CP+1 Animateur	Focus group Entretiens Individuels	5	55
	KOMASSA	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	63
	YAMANDO	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	190
	MBOUSSA	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	77
	LOPPO	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	57
Semaine du 01-10-2018	NGOULO	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	40
	SCED	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	42
	LIBOKO	2 Experts + 1 Animateur	Restitution du Rapport de PDP Focus Group Entretiens Individuels	2	32
	Centre Administratif	1 Expert + 1 Animateur	Entretiens Individuels Focus Group	2	15
	Centre commercial	1 Expert + 1 Animateur	Entretiens Individuels	5	4
Semaine du 08-10-	YAMANDO	2 Experts + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	30

Périodes	Zones	Composition équipes d'animation	Activités	Durée (jour)	Nombre participants
2018	MBOUSSA	2 Experts + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	30
	LOPPO	2 Experts + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	29
	LIBOKO	2 Experts + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	30
	Centres Administratif et commercial	Assistant CP + 2 animateurs	Entretiens Individuels Préparation des travaux des Groupes Thématiques	6	7
Semaine du 15-10-2018	SCED	2 Experts + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	30
	NGOULO	2 Experts + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	28
	Centres Administratif et commercial	Assistant CP + 2 Animateurs	Entretiens Individuels Séance de travail avec le Conseil Communal Travaux en Groupes Thématiques	6	8
Semaine du 22-10-2018	Centre Administratif	Assistant CP + 2 Experts + 3 Animateurs	Réunion de concertation	1	25
	Centre commercial	Assistant CP + 2 Experts + 3 Animateurs	Réunion de concertation Travaux en Groupes Thématiques	2	84
	KOMASSA	1 Expert + 1 Animateur	Réunion de concertation	1	30

Tableau n°3: Synthèse des indicateurs de performance par zone

ZONE	Réunions			Entretiens individuels	Focus Group						Cartographie participative	Prise coordonnées GPS	Travaux Groupes Thématiques
	Restitution du PDP	Concertation	Conseil communal		Autorités locales	Jeunes	Femmes	Opérateurs économiques	OSC/Confessions religieuses	Autres leaders			
Centre Administratif	1	1	1	6	2	3	3	4	0	0	1	4	8
Centre Commercial	1	1	0	27	2	3	3	8	5	1	1	16	
Komassa	1	1	0	10	1	3	2	3	0	0	1		1
Loppo	1	1	0	6	1	1	2	2	0	0	1	2	1
Mboussa	1	1	0	7	1	1	1	2	1	0	1	0	1
Yamando	2	1	0	12	2	2	2	4	2	0	1	1	1
Ngoulo	1	1	0	6	1	1	1	1	0	0	1	2	1
SCED	1	1	0	6	1	1	1	1	1	1	1	3	1
Liboko	1	1	0	7	1	1	1	1	0	1	1	2	1
TOTAL	10	9	1	87	12	16	16	26	9	3	9	30	15

Commentaire: Il ressort du tableau synthèse des indicateurs de performance que les réalisations ont été au-delà des prévisions des termes de référence, en termes d'entretiens individuels, de focus groups et travaux de groupes thématiques.

CHAPITRE 1: MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE

Cette rubrique présente le profil historique de la commune, la situation géographique, le milieu physique, les données démographiques, l'organisation administrative, les acteurs du développement communal, la situation du genre et la gouvernance locale, le contexte socioéconomique, les services déconcentrés de l'Etat et enfin une analyse des parties prenantes.

1.1. Principaux traits caractéristiques

1.1.1. Profil historique

Selon les récits, c'est vers les années 1890 que des groupes ethniques se sont constitués dans la commune de Nola. Il s'agit des groupes ethniques *Pewa et Pandé* basés au confluent du village Loppo et Soumba, du groupe *Gbaya* basé à l'emplacement de l'actuelle de la radio locale et Zibama, un groupe *Ngondi* se trouvant sur l'Île en face de l'actuelle police de Nola.

Le poste de Nola a donc été créé en 1893 par SAVORGNAN DE BRAZZA au cours de ses missions exploratoires. Ce dernier, arrivé à bord d'un bateau, rencontra d'abord le groupe ethnique des *Lindjali* à la sortie de la Mambéré et de la Kadéï où il implanta le drapeau français en signe de conquête du territoire.

D'autres groupes ethniques ont intégré le giron de Nola. Il s'agit des *Mbeka* venu de Brazzaville, de Madila et de Zangoma. On notait aussi la présence des *M'piemon* avec comme fondateur Djendi. Après les M'piemon, arrivèrent les *Kaka, Bogongo, Mbinga, Bogondjo, Sangassanga*.

Vers les années 1894, de BRAZZA se trouvant encore dans le village Bania, les Allemands occupèrent le terrain et s'installèrent au centre administratif où ils prirent comme base le Sinaï et construisirent l'Hôpital, la Paroisse Saint François, le Presbytère et la résidence des sœurs. A l'issue de la conférence de Yalta, une réorganisation générale de l'Afrique a été décidée et toute la région est revenue dans le giron de l'Oubangui – Chari sous administration du Gouverneur de l'Afrique Equatoriale Française (AEF).

1.1.2. Organisation administrative

Du point de vue administratif, la ville de Nola est devenue d'abord le Chef – lieu de la Haute Sangha. Elle perd ce privilège au profit de Berberati en 1946 suite à la scission des districts de Nola et de Berberati. Ensuite, Chef-Lieu de la Sous-préfecture de Nola après changement d'appellation en district en 1960. Puis enfin, Chef – lieu de la Préfecture après création de la Préfecture de la Sangha économique (Ord.n°73/059 du 16 Mai 1973) devenue Sangha – Mbaéré depuis.

La Commune de Nola est l'une des cinq communes que compte la Préfecture de la Sangha - M'baéré. Elle est relativement la plus importante au regard de la densité de sa population et l'implantation d'une multiplicité d'activités socioprofessionnelles et commerciales.



Figure n°2 : Carte de la Commune de Nola

1.1.3. Position géographique

La commune de Nola est située au Sud - Ouest du pays entre la 2^e et la 4^e parallèle de la latitude Nord et entre la 16^e et la 18^e parallèle de la longitude Est. Elle est entourée par quatre entités administratives : au Nord, la commune de Mbaéré, au Sud, la commune de Bilolo, à l'Est, la commune de Salo et à l'Ouest la préfecture de la Mambéré – Kadeï. La commune couvre une superficie de 14 147 km².

Après la scission en plusieurs entités administratives, Nola est devenue essentiellement une Commune Urbaine et ne jouit que d'une portion congrue de cette richesse.

1.1.4. Relief, sol et hydrographie

La commune de Nola est installée au pied d'une chaîne de collines de faibles altitudes que l'on observe dans l'arrière ville. En général, les plus hauts sommets sont :

- La Montagne des Singes (Site Sesam 2) qui surplombe la ville ;
- La Montagne Kongo –Wara (EF BACA) ;
- La Montagne de Gbali (Komassa).

On peut relever la prolifération de monticules à hauteur de termitières sur tout l'espace communal, ce qui donne l'impression d'un espace accidenté. On remarque néanmoins une zone de plaine naturelle dans le secteur de Panzi et de Ngoulo.

La Commune est baignée par trois (03) principaux cours d'eau à savoir la **Mambéré** ; la **Kadéï** dont la jonction avec la **Sangha** se trouve en pleine ville de Nola.

Le sol est de type argilo-sablonneux convenable à presque toutes les cultures. Cette végétation est riche de sa diversité. Elle est située au cœur d'une zone forestière (Forêt Equatoriale) dont les arbres peuvent atteindre les 60 mètres de haut et 250 mètres de diamètre.

Le massif forestier de la commune est situé dans le domaine congo-guinéen. Sur la base de renseignements fournis par l'inventaire forestier, **Aubréville (1964)** le décrit comme une forêt semi-décidue à Ulmacées, Sterculiacées, Sapotacées et Méliacées.

Des arbres géants comme le Mukulungu (*Austranella congolensis*), le Manilkara (*Manilkara letouzei*) et les Entandrophragma seraient les témoins d'une ancienne forêt primaire; l'Essessang (*Ricinodendron heudelotii*), l'Ilomba (*Pycnanthus angolensis*) et l'Ayous (*Triplochiton scleroxylon*) d'une secondarisation plus ou moins ancienne.

1.1.5. Climat

La commune de Nola, comme toute la Préfecture jouit d'un climat Sud-Equatorial de type Guinéen. Il subit l'influence de la Mousson, avec des vents chauds et humide venant du Sud-ouest de la Centrafrique. Ce vent compose avec la végétation pour donner d'abondantes pluies sèches.

La zone de Nola bénéficie d'un climat équatorial sec caractérisé par quatre (04) saisons : deux saisons pluvieuses (une grande saison pluvieuse allant de mars à juin et une petite de septembre à octobre) ; et deux saisons sèches (une grande saison sèche allant de novembre à janvier et une petite de juillet en août). La moyenne annuelle de pluviométrie de la zone est de 1600 mm.

Tableau n°4 : Répartition des saisons dans la commune

Mois	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.
	Grande saison pluvieuse				Inter saison sèche		Petite saison pluvieuse		Grande saison sèche			

Source : Diagnostic participatif.

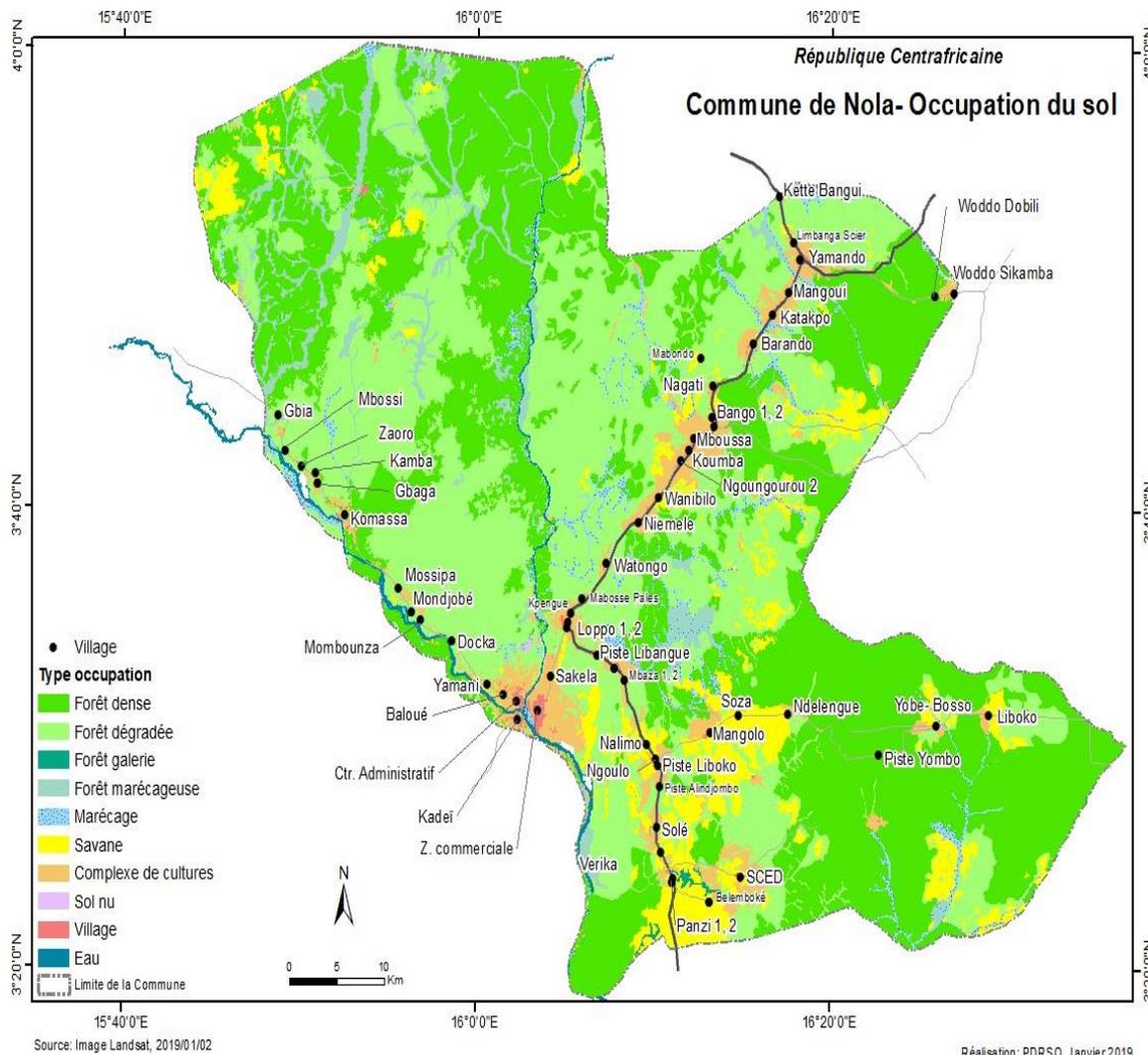


Figure n°3 : Carte de la végétation de la Commune de Nola

1.1.5. Démographie

La commune de Nola compte une population d'environ 95 035 habitants constituée de diverses ethnies.

- Les M'piémon venus de Bilolo et Bayanga ;
- Les Ngondi, au centre de Nola ;
- Les Bogongo et les Yanguéré venus de Berberati ;
- Les Gbaya et les Kaka qui viennent de Komassa ;
- Les Pygmées autochtones répandus sur toute l'espace communal.

On y compte quelques populations venues du Nord de la RCA ; les bossangoa, karé, souma et pana. En outre, il faut noter l'existence d'une population flottante musulmane impliquée dans les activités minières. La tranche d'âge de la portion active se situe entre 15 à 44 ans

(Hommes) et entre 15 à 39 ans (Femmes). (*Monographie commune, source Mairie : N°001/PSM/SPN/CN/SG-016*).

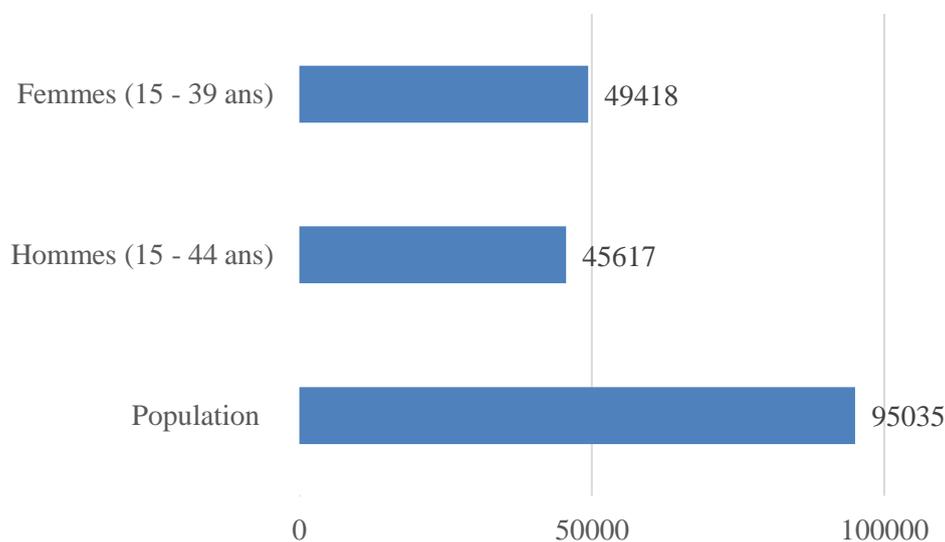


Figure n°4 : Données démographiques

(Source : Monographie, 2016, Mairie de Nola)

La population de la commune de Nola est majoritairement jeune. Ceci constitue un atout pour l’avenir de la commune et un facteur important pour le développement. Le Sango, langue nationale et est parlée sur toute l’étendue du territoire communal. Cette langue est source de cohésion sociale vécue jusqu’à lors, et constitue également un atout.

1.1.6. Confessions religieuses

De nombreuses confessions religieuses sont représentées dans la commune de Nola. Il s’agit des églises Catholique et Protestante, cette dernière comportant des démembrements tels que la Communauté des Eglises Baptistes, les Evangéliques des Frères, l’Association Nationale des Eglises Baptistes (ANEB) et la Coopération Evangélique. On note aussi les églises Apostoliques et la religion Islamique.

La communauté Catholique reste et demeure le partenaire traditionnel de la commune. Elle contribue par appui – conseil à l’animation rurale et/ou communautaire, la mise à disposition des kits de production agricole, de médicaments et consommables aux formations sanitaires et participe à l’éducation et à la protection des enfants ainsi activités liées au respect des droits de l’homme.

1.2. Revue et statut des secteurs sociaux

1.2.1. Secteur de la Santé

Au niveau de la santé, certaines zones de la Commune disposent des Formations Sanitaires (FOSA). La commune compte au total **18 FOSA** réparties dans **9 zones**. Le personnel est constitué à majorité d'aides-soignants ou/ou d'infirmiers secouristes. Dans ces FOSA, les premiers soins sont assurés.

Tableau n°5: Cartographie zonale des FOSA dans la Commune

Zones	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone4	Zone5	Zone6	Zone 7	Zone 8	Zone 9	Total
FOSA	2	3	4	2	2	1	2	1	1	18

Source : données de terrain

La commune de Nola dispose d'assez bonne qualité d'infrastructures sanitaires surtout à Nola-Centre où l'Hôpital préfectoral a été réfectionné et doté en matériels et équipements sanitaires.

1.2.2. Secteur de l'Education

La commune de Nola compte au total **35 Etablissements scolaires du Fondamental 1**, qui se répartissent en **23 établissements de cycle complet** et **12 établissements de cycle incomplet**. Elle dispose également d'un **Etablissement secondaire de la 6^{ème} en Terminale**.

Les tableaux ci-dessous restituent la carte scolaire de commune.

Tableau n°6: Carte scolaire de la commune

ETABLISSEMENTS		ENSEIGNANTS	
Cycle complet	Cycle incomplet	Maître qualifiés	Maîtres Parents
23	12	20	66

Source : secteur scolaire de Nola

Tableau n°7 : Ratios Elèves

Ratio Elèves/ maître	Ratio Elèves/salles	Elève/table banc
487/1	140/1	8/1

Source : secteur scolaire de Nola

Tableau n°8: Enseignants et Etablissements

Enseignants qualifiés	Maîtres Parents	Cycle complet	Cycle incomplet	Nombre de bâtiment
20	85	23	12	92

Source : secteur scolaire de Nola

Ce tableau nous donne 35 établissements scolaires du fondamental 1, pour 105 enseignants dont 20 qualifiés (Instituteurs) et **85 maitres parents ou maitres dans l'enseignement**.

Tableau n°9 : Effectif des élèves par sexe

Sexe	Effectif	Pourcentage %
Masculin	6 434	56,07
Féminin	5 041	43,93
Total	11 475	100

Source : secteur scolaire de Nola

La commune totalise **11 475 élèves** dont **5 041 filles**, soit **43,93%** et **6 434 garçons**, soit **56,07%**. La fréquentation des filles est assez bonne quant à la politique de la scolarisation des filles et du genre.

Tableau n°10: Répartition des enseignants

Secteur scolaire Nola	Instituteur	Instituteur Adjoint	Instituteur Adjoint contractuel	Agents communaux	Maîtres parents	Total
	4	11	05	04	81	105

Source : secteur scolaire de Nola

La localité de Nola ne dispose ni d'un centre de formation, ni d'un centre d'alphabétisation alors qu'un peu plus de **60%** de la population sont analphabètes, comme d'ailleurs pour la plupart des autres communes rurales de la République Centrafricaine.

1.2.3. Secteur Eau, Hygiène et assainissement

Dans le secteur de l'eau, la commune compte 31 points d'eau appelés forages qui sont répartis sur l'ensemble de la commune. Le service de l'Agence Nationale d'Eau et d'Assainissement (ANEA) travaillant dans la commune donne une cartographie des forages installés, incluant ceux qui sont en panne et la prévision de la couverture globale de la commune en eau potable. A côté des activités de l'ANEA, on note l'initiative récente d'une ONG dénommée **Marcelin**, avec l'implantation de deux nouveaux forages au niveau de Nola-centre, le 12 Juillet 2018.

Tableau n°11: Cartographie des forages

	Nombre forage	Forage en panne	Forage fonctionnel	Prévision forage	Prévision source
Centre Administratif	4	2	2	4	2
Axe Komassa-Nola	0	0	0	0	5
Ex camp sesame kadeï Nola	0	0	0	6	2
Nola-centre commercial	11	3	4	33	6
Axe Loppo-Yamando	9	6	3	15	5
Axe Nola-Bayanga	5	2	3	4	0
Axe Nola-ngoulo-liboko	2	2	0	2	
Total	31	15	12	64	20

Source : ANEA NOLA

Il importe de souligner l'inexistence des dépotoirs dans les lieux publics. Les ordures et les eaux des ménages sont parfois déversées le long de la route. Cela pose un problème grave d'insalubrité publique. A côté de cela il faut couper les herbes autour des maisons d'habitation en cette période de saison de pluie, ce qui est très peu pratiqué en général. On note également un faible taux de latrinitisation au niveau de la commune de Nola.

1.3. ACTIVITES ECONOMIQUES

1.3.1. Agriculture

Dans la commune de Nola, l'agriculture est très peu développée à cause des activités minières qui attirent et occupent la majorité de la main – d'œuvre disponible. Cependant, vu la présence de la société d'exploitation forestière Timberland dans une partie du terroir communal, l'agriculture est pratiquée sur la série agricole et d'occupation humaine (SAOH). Elle est destinée à permettre, à la population riveraine, de disposer d'un terroir pour la mise en oeuvre des activités agricoles, sur la durée de la rotation d'aménagement de la société.

Correspondant aux accords passés entre l'Etat Centrafricain et les sociétés forestières en lien avec l'exploitation des ressources forestières, la Série Agricole et d'Occupation Humaine (SAOH) induit un double objectif consistant à contenir les surfaces cultivées sur une zone fixée et permettant aux populations locales d'exercer leurs activités agricoles sur la durée de la rotation. Elle est constituée des surfaces déjà cultivées, ou en jachère, adjointes d'une surface forestière ou savanicole contiguë choisie, dans la mesure du possible, sur des sols fertiles possédant certaines potentialités agricoles. La superficie de l'ensemble est estimée, en tenant compte des besoins de la population en terres agricoles sur la durée de la rotation.

Tableau n°12 : Surface de la SAOH

Type	Surface utile (ha)	Surface non utile (ha)	Surface totale	
			ha	%
Série agricole et d'occupation humaine	7 884	7 821	15 704	6,9%

Source : PLAN D'AMENAGEMENT PEA 188 – Novembre 2018 AGDRF

Les principales cultures sont le manioc, le maïs, l'arachide, le gombo, la patate, les bananes, le café et le cacao. Si les cultures de rente (café et cacao) sont en régression à cause des prix qui ne cessent de baisser, les cultures vivrières elles ne cessent d'augmenter en superficie cultivée et en volume de production.

(i) Agriculture vivrière

Par ordre d'importance décroissant nous avons: le manioc, l'arachide, le maïs, le taro, les bananes et les courges. Les autres produits sont cultivés en moindre proportion, comme c'est le cas de l'igname et des légumes.

La superficie cultivée par famille et par an est comprise entre 0,5 ha et 1,5 ha. En moyenne, sur l'ensemble des ménages, chaque famille cultive 2 parcelles par an.

(ii) Agriculture d'exportation

Le café

La culture du café a été introduite en 1921 par l'administration coloniale. Elle occupait de grandes superficies avec un niveau de production élevé.

La production a atteint son niveau maximum en 1989 avec environ 22 000 tonnes produites. La fluctuation des cours mondiaux et le manque de soutien de l'Etat a fait baisser la production jusqu'à 2 600 tonnes entre 2004 et 2005. Avec la crise militaro-politique de 2013, la production du café est tombée à son plus bas niveau, et les superficies actuellement entretenues au niveau national, sont très réduites.

La production est en moyenne de 35 cuvettes (Ngawi)/an et les revenus moyens par village sont d'environ 100 000 F CFA. Le prix moyen de vente est d'environ 2 600 F CFA par cuvette (**enquêtes, Timberland**).

Le cacaoyer

La culture du cacaoyer est peu pratiquée dans la commune. Ces plantations familiales sont jeunes (d'environ 1 an) et bien entretenues. Elles sont localisées le long de l'axe Nola - Modigui. La superficie moyenne cultivée est de 1,25 ha.

1.3.2. Elevage

L'élevage de bovins est pratiqué dans la commune par les populations Peuhles, en provenance des contrées du pays touchées par la crise militaro-politique. Certains autochtones utilisent aussi les Peuhls comme bergers pour entretenir leurs cheptels. Cette activité d'élevage du gros bétail, reste très peu développée.

Le petit élevage est également pratiqué dans la commune par les autochtones à majorité et est constitué des caprins, porcins et volailles. Toutefois, les produits de l'élevage ne permettent pas de satisfaire les besoins de la population. D'où la contrainte d'approvisionnement à partir des communes voisines pour satisfaire les besoins en protéines animales.

1.3.3. Principales contraintes et difficultés de l'agriculture et de l'élevage identifiées

Contraintes institutionnelles: structures de recherche et d'encadrement technique des producteurs non opérationnelles; politiques agricoles privilégiant très peu le développement de la transformation et l'organisation de la commercialisation des produits vivriers ; absence d'investissements directs pour soutenir le secteur.

Contraintes liées aux infrastructures routières: dégradation des pistes rurales et des moyens de transport inadéquats et insuffisants.

Contraintes liées au financement des structures agricoles : manque de structures susceptibles de fournir des services financiers (épargne, crédit, transferts) pour faciliter la mobilisation de l'épargne locale, le financement des activités et la modernisation des structures agricoles (exploitations, groupements, coopératives, etc.).

Contraintes liées au système de formation: Le système de formation en milieu rural est quasiment absent ou non fonctionnel. Les opportunités demeurent donc minimales pour améliorer les notions techniques des producteurs hormis des formations ponctuelles (de quelques jours) organisées dans le cadre de certains projets de type humanitaire.

Contraintes liées au système d'exploitation :

- Exploitations majoritairement familiales de petites tailles, morcelées et disperses ;
- Mode de culture en très grande majorité itinérant (technique de l'abattis-brûlis);
- Faible utilisation des intrants.

Contraintes liées à la production : absence de centres / structures susceptibles d'offrir sur le marché local des intrants de qualité et au moindre coût (en termes de semences, engrais, animaux, produits vétérinaires etc.); faible structuration des organisations paysannes.

Contraintes liées à la conservation et à la transformation des produits: périssabilité du produit entre récolte et transformation, pertes post-récoltes importantes (manque d'infrastructures de conservation adaptées et efficaces).

Ces contraintes sont liées à la difficulté des producteurs de maîtriser les techniques et d'acquérir les équipements de conservation et de transformation appropriés.

Contraintes liées aux marchés: circuits de commercialisation non organisés, difficultés d'écoulement des productions (difficultés de transport, difficulté de mise en relations entre les différents acteurs impliqués dans les chaînes de valeur), manque de connaissance de la part

des producteurs des exigences des consommateurs, faible utilisation des techniques appropriées de transformation et de conservation, médiocre qualité sanitaire des produits (liée aux contraintes de conservation et de transformation), absence de partenariats entre producteurs et privés.

1.3.4. Chasse

La chasse est l'une des importantes activités qui assurent l'alimentation et procurent des revenus aux populations. La chasse est pratiquée dans le terroir communal.

La chasse est une activité réservée aux hommes, principalement au chef de ménage, et très répandue. Elle est pratiquée en toute saison par les autochtones et les chasseurs venant des villages et villes voisins de manière générale, mais de manière spécifique par les Pygmées, qui connaissent bien la forêt, bons chasseurs.

Les trois techniques de chasse les plus utilisées sont : le piégeage, l'affût (ou attente du gibier) et la traque (poursuite ou recherche du gibier). Le piégeage est réalisé à l'aide de câbles. Les chiens sont parfois utilisés.

Le Céphalophe bleu est l'espèce la plus chassée. L'Athérure et le Céphalophe à dos noir sont également chassés dans la commune. Le Céphalophe à dos jaune et Céphalophe à dos noir et le Potamochère sont des espèces rarement chassées. Plusieurs espèces animales ont disparu ou sont en voie de disparition, il s'agit des espèces suivantes : Bongo, Buffle, Céphalophes moyens (C. à dos jaune, C. à dos noir), Chimpanzé, Eléphant, Gorille, Panthère, Potamochère et Sitatunga.

1.3.5. Pêche

La pêche est la 2^e activité par ordre d'importance, après l'agriculture, dans la commune. Elle contribue de manière significative à l'apport en protéines dans le régime alimentaire des habitants et à l'économie des ménages qui la pratiquent. Elle est pratiquée par les chefs de familles sur les cours d'eaux de Mambéré et la Kadeï, riches en poisson. La pratique peut être individuelle ou collective suivant la période de l'année. La pêche collective se pratique souvent pendant la saison sèche. Les moyens les plus utilisés sont : la ligne, la nasse, le filet, l'épervier et le harpon. Une autre méthode est celle de l'assèchement des petits cours d'eaux comme le Bodiagué, le Libangué, le Ndélengué et le Ndandjia où on y pêche plusieurs espèces de poissons pendant la saison sèche. Parmi les espèces capturées on y trouve le Poisson – chat, les Silures, le Tilapia, et dans une moindre mesure le Capitaine.

Les produits de la pêche sont pour la plupart destinés à la commercialisation. Ils sont vendus soit à la population locale, soit aux voyageurs, soit encore dans les villes environnantes. Les revenus peuvent être importants suivant le type et la taille du poisson

La conservation des produits de la pêche s'avère délicate, ce qui oblige les commerçants à faire des allers-retours à moto vers les villages de pêcheurs pour acheter les produits frais avant d'aller les revendre. Ce phénomène est observé vers la zone de Komassa.

1.3.6. L'activité de cueillette

La cueillette est d'une très grande importance dans la commune. Elle est fonction de l'importance de la grande forêt dense caractéristique de l'écosystème de cette zone et est pratiquée par toute la population selon le cycle des produits de la cueillette. Elle permet de disposer des produits forestiers non ligneux (PFNL), notamment les chenilles, escargots, champignons, etc. et la récolte de nombreux produits tels que les plantes alimentaires et médicinales. Les PFNL ont une part importante dans les revenus de la population.

1.3.7. Faune

Pour l'essentiel, les relevés de faune ont concerné des traces d'animaux. Les espèces les plus observées dans la commune sont: le Céphalophe à ventre blanc et le Potamochère. Comme le montre le Tableau ci-après n'est pas riche en faune. La pression anthropique de chasse n'a pas été formellement quantifiée mais elle doit être importante.

Tableau n°13: Nombre d'observations pour chaque grand mammifère

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Total	%
Bongo	<i>Tragelaphus e. euryceros</i>	160	35%
Buffle de forêt	<i>Syncerus caffer nanus</i>	133	2,90%
Céphalophe à dos jaune	<i>Cephalophus silvicultor</i>	695	15,16%
Céphalophe à ventre blanc	<i>Cephalophus leucogaster</i>	1 814	39,58%
Céphalophe bai	<i>Cephalophus dorsalis castaneus</i>	184	4,01%
Céphalophe bleu	<i>Cephalophus monticola defriesi</i>	71	1,55%
Céphalophe de Peters	<i>Cephalophus c. callipygus</i>	239	5,21%
Chevrotain aquatique	<i>Hyemoschus aquaticus</i>	6	0,13%
Chimpanzé	<i>Pan t. troglodytes</i>	4	0,09%
Gorille	<i>Gorilla g. gorilla</i>	20	0,44%
Hylochère	<i>Hylochoerus meinertzhageni</i>	3	0,07%
Oryctérope	<i>Orycteropus afer</i>	9	0,20%
Pangolin géant	<i>Smutsia gigantea</i>	1	0,02%
Potamochère	<i>Potamochoerus porcus</i>	1 322	28,85%
Sitatunga	<i>Tragelaphus spekei gratus</i>	66	1,44%
	TOTAL	4 583	100%

Source ; DGDRN, Bangui (2018)

1.3.8. Commerce

Dans la commune de Nola, le commerce est pratiqué par les ressortissants étrangers et une minorité d'autochtones qui s'efforcent de devenir de véritables commerçants.

La population s'approvisionne majoritairement en produits manufacturés, notamment de la farine de blé, u sucre, du savon, du sel, de l'huile, du lait etc. à partir de Kenzo (Cameroun) et de Berberati.

En somme, l'économie dans la commune de Nola est basée, par ordre d'importance décroissant, sur l'exploitation de pierres précieuses, le commerce, l'agriculture, la chasse, la pêche et la cueillette. (*Source : Diagnostic des communes forestières de la Lobaye et Sangha - M'baéré, LERSA, Juillet 2016*)

En dehors du centre commercial au niveau de Nola – centre, les centre d'attraction pour les activités commerciales sont : la zone 4 (village Loppo), la zone 6 (village Yamado), la zone 5 (village Mboussa) et la zone 8 (village Ngoulo). Ces différents centres d'attraction sont liés à l'activité minière (Diamant et Or).

Les commerçants dans la commune de Nola s'approvisionnent dans les villes de Yokadouma, et Kénzo au Cameroun et de Bangui en République Centrafricaine.

1.3.9. Marchés et gares routières

La commune de Nola dispose de plusieurs marchés. On distingue les marchés des centres commerciaux, administratifs et industriels. Ceux – ci sont plus fréquentés tant par la population, que par les communes voisines de Salo et Bilolo. A côté des marchés du centre de la commune, on compte les marchés de Loppo, Mboussa, Yamando, Katakpo, Ngoungourou, Ngoulo, Mbanza et SCED. Ces différents marchés dans les zones ont leur importance due à l'activité d'extraction de diamant et or dans la localité. Plusieurs échanges commerciaux sont menés sur ces marchés. Cependant, la réhabilitation de certains et la construction de nouvelles s'avèrent nécessaire.

On dénombre plusieurs gares routières non-aménagées dans la commune, respectivement à Nola – centre pour les trafics Nola – Bangui, Nola – Bayanga puis Salo et Nola – Berbérati. Il y a également une gare à Yamando située au carrefour et considérée à défaut pour les mouvements dans les axes à l'intérieur de la commune.

En termes d'acteurs ou de catégorie des personnes, usagers des marchés et gares routières, on dénombre les commerçants installés, les trafiquants inter villages et inter communes, la population et dans une moindre mesure des visiteurs touristes.

1.3.10. Restaurant et hébergement

La commune de Nola ne dispose pas de restaurant au sens propre du terme, mais il existe des gargotes dans presque tous les villages. Ces gargotes présentent des menus composés de viandes de chasse, de poissons et de légumes.

On dénombre sept (7) lieux d'hébergement privés pour environ soixante-dix (70) chambres. Le prix des chambres varie entre 2.000 à 5.000 F. CFA et d'un établissement à un autre. Les logements sont construits avec des briques cuites ou non cuites dans certains cas.

1.3.11. Exploitation forestière

Brève historique de l'implantation des sociétés forestières à Nola

L'implantation des sociétés forestières dans la commune de Nola remonte aux années 70, époque qui a fait la gloire de la commune en termes d'emploi généré.

Durant cette décennie, les sociétés forestières ci – après ont été enregistrées : IFARCA, CARON-Bois d'origine roumaine. Dans les années 1980, il y a eu la société EF BAKA d'origine française et la société d'exploitation SESAME, qui a fermé ses portes en 2004.

A l'heure actuelle, deux sociétés d'exploitations forestières opèrent dans la commune : la société américaine Timberland et la société camerounaise Rougier Sangha Mbaéré (RSM).

La société SEFCA installée dans la commune de Mambéré dispose également d'une zone de coupe qui s'étend en partie jusque dans la commune de Nola. Cette dernière a déjà commencé ses coupes dans la localité de la commune concernée.

En termes d'Emploi, au cours de la période de la convention provisoire, le personnel de RSM était constitué de trois (3) cadres et d'une vingtaine d'ouvriers. A terme, après installation de la scierie, près de 75 ouvriers dont 6 cadres devraient être en activités.

Concernant TIMBERLAND dont les activités d'exploitation ont déjà démarré, les activités de contribution au développement en faveur des communautés se résument aux taxes forestières versées pour les exercices 2015, 2016 et 2017.

D'une manière générale, une dizaine d'essences ont été régulièrement exploitées par Timberland depuis le début de l'exploitation de l'ACP. Les essences présentant le plus grand volume sont : le Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), l'Iroko (*Milicia excelsa*), le Sipo (*Entandrophragma utile*), le Doussié pachyloba (*Afzelia pachyloba*), l'Ayous (*Triplochiton scleroxylon*) et le Padouk rouge (*Pterocarpus soyauxii*). Le Sapelli représente, à lui seul, la moitié de la production totale.

Tableau n°14: Investissements sociaux réalisés par Timberland depuis 2016

(Source : Timberland Industries, 2018)

Intitulé	Villages	Coût (FCFA)
Recrutement et prise en charge des salaires des enseignants de l'école publique de Nola (70 000 FCFA/Enseignant/mois)	Nola	3 990 000
Construction de trois écoles (en cours)	Mombounza, Komassa, Gbia	44 265 000
Fourniture, au Conseil communal des Jeunes de Nola, de matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, ...), d'un groupe électrogène de 6 KVA, de matériel bureautique, etc.	Nola	2 620 000
Fourniture d'un Emetteur FM Stéréo Puissance 500W pour la radio locale Kuli Ndunga de Nola	Nola	5 980 000

Tableau n°15: Montant des taxes forestières versées par Timberland en 2018

(Source : Timberland)

	Taxe d'abattage	Taxe de Reboisement	TOTAL
2018 (Janvier à Octobre)			
Nola	33 830 309	38 765 074	72 595 383

1.3.12. Exploitation minière

L'exploitation minière est comptée parmi les activités économiques de la commune. L'exploitation du diamant (de moindre qualité sur cette zone) attire plus faiblement que celle de l'or. Les lieux d'exploitation minière sont choisis avec l'aide du chef de chantier qui est généralement le propriétaire de l'aire exploitée.

Le type d'exploitation minière couramment pratiqué est l'exploitation artisanale soit par plongée dans la Kadéï, la Mambéré ou la Sangha, ou l'exploitation sur les bords et dans les lits des cours d'eau.

L'activité minière se fait en toute saison mais plus intensément en saison sèche en raison de la facilité des travaux d'excavation ou de barrage de l'eau. La plongée pour la remontée de gravier des cours d'eau Kadéï, Mambéré et Sangha est aussi plus facile quand le niveau de l'eau est bas.

Le secteur minier est de manière générale peu organisé dans la commune. Il est caractérisé par une prédominance de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant pratiqué par les jeunes dans un environnement informel. Cependant, on note la présence d'une société chinoise œuvrant actuellement dans le domaine de la recherche de gisements. Les exploitants miniers, à majorité jeunes sans emploi ou déscolarisés, développent cette activité pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

1.3.13. Etablissement de micro finance

Peu avant la grande crise politico-militaire qu'a connu le pays entre 2013 à 2014, la commune de Nola disposait d'un Etablissement de Micro Finance (EMF) de 3^e catégorie spécialisé dans l'envoi rapide d'argent dénommé « EXPRESS UNION S.A ». A l'heure actuelle, celui – ci ne fonctionne plus faute de liquidité et du climat sécuritaire général indispensable à l'opérationnalisation de ce type de service. Un nouvel établissement appelé « TRANSFERT MONEY » s'est installé récemment et est opérationnel avec l'aide du réseau téléphonique orange. Il assure le transfert de petits montants à hauteur maximale de 200 000 F CFA mais connaît de nombreuses perturbations en raison de la médiocre qualité du réseau téléphonique.

1.3.14. Sites sacrés et touristiques

Il existe des sites touristiques dans la Commune qui peuvent être valorisés après quelques aménagements à savoir la chute de Dimoli et le Mont Ngounga.

Le site sacré est localement appelé "Gbassi" (en patois Mpiémon). Il s'agit, en général, d'un lieu (arbre, source de cours d'eau, roches, etc.) choisi par les ancêtres où les populations y exercent leurs pratiques ancestrales pour implorer l'intervention des esprits de leurs aïeux.

Ces sites sacrés ne sont fréquentés que par les anciens, les initiés ou les personnes âgées jugées sages parmi les populations locales et autochtones. Sur le terroir communal, on note trois (3) sites sacrés : source du cours d'eau Moumaloula, source de la Tchémlogo et la chute de Kouya sur le marigot Pandja.

1.4. LES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

La commune de Nola, compte tenu de sa localisation de Chef – lieu de la Préfecture, abrite plusieurs services déconcentrés de l'Etat.

- **le secteur scolaire** qui coordonne les activités de l'éducation. Ce service est géré par un agent du Ministère de l'Education dépourvu de tout moyen de fonctionnement et logistique pour assurer une meilleure supervision des activités scolaires.
- **le secteur sanitaire** est domicilié à l'hôpital préfectoral qui abrite également les services de la Préfecture Sanitaire gérés par un Médecin.
- **le secteur des affaires sociales** : Cette structure gère les aspects sociaux de la commune et compte un seul agent officiel en poste. Ce service est logé dans l'enceinte du Centre de Dépistage Volontaire (CDV). Toutefois, on note le manque de matériels et équipements de travail, le déficit en personnel, la faiblesse des ressources matérielles et financières.

- **le secteur du tourisme, des arts et de la culture** est géré par un Chef de service préfectoral. Nonobstant le potentiel touristique de la communes tel que la colline des singes, les grottes, les chutes d'eau et le cimetière des explorateurs, ce secteur manque cruellement d'agents, de moyens et d'équipements adéquats pour son fonctionnement.
- **le service des douanes**, installé dans la commune de Nola, est constitué de sept (7) agents. Cette structure contrôle les marchandises dans la commune et celles venant d'autres régions. Toutefois, on note le manque de matériels et équipements de travail et le logement des agents.
- **le service des impôts** est présent à Nola mais manque de moyens de fonctionnement.
- **la gendarmerie et la police** assurent la sécurité et la libre circulation des biens et des personnes dans la commune de Nola à travers une brigade de gendarmerie et un commissariat de police. Ces services font face à ces contraintes liées à leurs fonctionnements à savoir du mobilier et des fournitures de bureau, du matériel et des équipements de travail, des moyens roulants et de communication et tous les bâtiments sont devenus vétustes.
- **le cantonnement forestier** est assuré par le service des eaux et forêts. Le personnel est constitué de 13 agents répartis comme suit : 4 agents relevant de la fonction publique de l'Etat, 3 écogardes, 2 Stagiaires, 3 auxiliaires et 1 secrétaire dactylographe. (Source : service du cantonnement forestier de Nola). Cette structure veille aux contrôles de la forêt et des espèces protégées. Toutefois, ce service éprouve des difficultés dans le processus de collecte des taxes, de contrôle, de protection des animaux et de lutte contre l'abattage clandestin des arbres. En outre, le nombre d'agents est insuffisant et les équipements inadéquats pour un bon fonctionnement.
- **le secteur de l'agriculture** est représenté par un agent du Ministère de l'agriculture et un Chef de secteur pour le compte de l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA). Il manque cruellement d'agents, de moyens et d'équipements adéquats pour son fonctionnement.
- **le service de l'élevage** : Il est représenté par un agent dudit ministère occupant un local en état de délabrement très avancé. Il manque cruellement d'agents, de moyens et d'équipements adéquats pour son fonctionnement.
- **le service des mines** est représenté par un responsable préfectoral, assisté de quelques agents. Il manque de moyens et d'équipements adéquats pour son fonctionnement.

- **l'Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement (ANEA)** : Elle est représentée par un agent officiel de l'ANEA. Il manque de moyens et d'équipements adéquats pour son fonctionnement.

1.5. LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL

1.4.1. Les organisations de la société civile et cadres de concertation

Les organisations ici sont celles de la société civile, constituées de l'organisation de la jeunesse, des femmes, des groupements agricoles, des comités de gestion des formations sanitaires et des points d'eau, du marché, du comité élargi de développement, des espaces de concertation dans les zones, etc.

Soulignons que bien avant le processus d'élaboration du plan de développement en cours, la commune ne disposait pas d'espaces de concertation tant dans les zones qu'au niveau de la commune. Ainsi, le Projet de Développement de la Région du Sud-Ouest (PDRSO) a appuyé la mise en place des espaces de concertation dans les zones devenues effectives.

Le comité de développement élargi est constitué de représentants du conseil communal, de représentants des services techniques déconcentrés de l'Etat couvrant les champs de compétence de la commune, du secteur privé et de personnes ressources issus de la société civile.

Sur le plan socio-économique, les groupements d'intérêts ruraux ont été anciennement créés pour des activités économiques dans des domaines divers. Elles sont peu performantes, du fait d'un manque d'encadrement entraînant ainsi la mauvaise gestion. Ces mêmes raisons sont à la base de manque d'initiatives réputées freinant ainsi le développement de la commune.

La commune de Nola compte un certain nombre d'Associations et/ou organisations à assises communautaires à vocation communautaire (organisation de la jeunesse, des femmes, etc.) et économique qui opèrent dans la localité, dans divers domaines de la Santé, humanitaire, Agricole, etc.

Ces organisations sont créées autour des centres d'intérêt tel que la lutte contre le VIH/SIDA, la lutte contre les violations des droits humains, la production agricole et pastorale ainsi que d'autres activités génératrices de revenus.

Au niveau des secteurs sociaux, il existe les Comités de gestion (COGES), les Formations Sanitaires (FOSA) et des points d'eau, et les Associations des Parents d'Elèves (APE) au niveau des écoles.

1.4.2. Les ONG et autres organismes nationaux et internationaux

Le tableau ci-après présente ces différentes structures dans leurs domaines d'interventions.

Tableau n°16: ONG et organismes nationaux et internationaux intervenant dans la commune

N°	Organisation	Domaines d'intervention
01	MINUSCA	Organisation du système des Nations Unies (ONU) pour le maintien de la paix et quelques interventions dans le domaine de la cohésion sociale
02	COOIAP	Coopérative Internationale Armature de Pêche : organisation internationale qui œuvre dans le domaine de la sécurité alimentaire
03	UNICEF	Organisation de l'ONU qui soutient le secteur sanitaire respectivement pour : prise en charge personnel, évacuation des patients et ravitaillement en nutrition
04	MVAD	Mutuelle nationale intervenant dans la sécurité alimentaire, avec l'appui de la FAO
05	GALUP	Organisation nationale qui aide les personnes vivant avec le VIH-SIDA,
06	ONG AHA	ONG nationale qui intervient dans le domaine de la sécurité alimentaire
07	ONG MERCELLIN	ONG nationale qui intervient dans le domaine des forages
08	Caritas diocésaine	Organisation internationale qui œuvre depuis plus de 50 ans dans la région, et est présente dans la Commune de Nola, dans les domaines : <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'appui aux organisations paysannes pour les activités génératrices de revenus ; ▪ du renforcement des capacités des agriculteurs et éleveurs en kits ; ▪ du renforcement de capacités des formations sanitaires.
09	CORDAID	Organisation internationale qui achète les performances, c'est-à-dire par le versement d'intéressement pour les meilleures prestations de services de santé
10	ONG I3D	ONG nationale qui œuvre en partenariat avec l'UNICEF dans le domaine du Wash (eau Hygiène et assainissement)
11	ONG NOURRIR	ONG nationale qui oeuvre pour la réhabilitation des édifices publics
12	Consortium des ONG Nourrir-ASPEC-DC &BSCo	Consortium d'ONG nationales dans l'appui à la municipalité pour la planification communale
13	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	Organisation internationale qui appuie les associations professionnelles rurales dans la fourniture des semences, des moyens de production, des équipements (Moulins, décortiqueuses de paddy)

1.5. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

En somme, on note en termes de parties prenantes au processus :

- Les représentants de la Préfecture et de la Sous-Préfecture ;
- Les membres du Conseil Communal ;
- Les Responsables de Services Déconcentrés de l'Etat ;
- Les Chefs de groupes, de villages et de quartiers ;
- Les organisations des femmes ;
- Les organisations de jeunes ;
- Les populations autochtones ;
- Les opérateurs économiques (Commerçants, agriculteurs, éleveurs, transporteurs,...) ;
- Les Organisations de la Société Civile (OSC) nationales et internationales ;
- Les confessions religieuses ;
- Les Sociétés Forestières (SF).

1.5.1. Les parties prenantes avec une importance forte et une influence faible

Il s'agit des Sociétés Forestières, des Services Déconcentrés de l'Etat et des Organisations de la Société Civile (OSC).

Les sociétés forestières TIMBERLAND et ROUGIER SANGHA MBAERE (RSM) contribuent notamment à appuyer la commune de Nola dans la réalisation de certaines actions à intérêts communautaires entre autres (i) l'entretien de la voie routière ; (ii) la réfection des ponts, etc. Elles entretiennent de très bons rapports avec le Conseil Communal et sont très intéressées au processus de planification communale à travers le versement de taxes forestières.

Les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat présents dans la commune marquent leur disponibilité quant à l'accompagnement du Conseil Communal dans le processus de l'élaboration et de mise en œuvre du PDL, ainsi que les OSC en fonction des leurs centres d'intérêt et sphères d'activités.

1.5.2. Les parties prenantes avec une importance forte et une influence forte

Cette catégorie des parties prenantes est constituée (i) de la Délégation Spéciale à travers le Conseil Municipal, les Chefs de groupe, de villages et de quartiers, (ii) des organisations à assises communautaires (groupements économiques bénéficiaires des projets), (iii) les Comités de Gestion des points d'eau et des FOSA.

La Délégation Spéciale près de la commune de Nola est structurée et opérationnelle. Le Conseil Communal est proactif pour les initiatives de développement communautaire et local et entretient de bons rapports avec les autres parties prenantes.

Les organisations à assises communautaires sont plus nombreuses au niveau de la commune. Elles sont organisées en réseau mais manquent de moyens matériels pour être opérationnelles et pouvoir participer efficacement dans le processus de développement de la commune.

Les FOSA et points d'eau sont gérés par les comités de gestion. Les écoles quant à elles sont gérées par les Associations des Parents d'Elèves. Il existe au niveau de la commune plusieurs COGES avec une performance qui laisse à désirer.

1.5.3. Les parties prenantes avec une importance faible et une influence faible

Il s'agit de certains ressortissants de la commune de Nola contactés à Bangui sur la question de planification locale. Tous ont manifesté leur adhésion au processus de planification locale à travers les conseils et orientation vis-à-vis de certaines personnes ressources dans la commune.

1.5.4. Les parties prenantes avec une importance faible et une influence forte

Ceux-ci ne sont pas très importants pour l'activité mais elles peuvent exercer une influence significative. Il a été cité le cas d'un ancien député et d'un candidat à la députation dans la commune de Nola entretenus sur le processus à Bangui.

A côté de ceux-ci, il faut ajouter les jeunes sans emploi, déscolarisés, les femmes, le groupe minorité Ba'Aka.

1.6. Contraintes au développement local et besoins des populations

D'une manière générale, le milieu est caractérisé par un manque d'infrastructures Socio-communautaires de base, et une carence en personnel qualifié, ce qui se traduit par une insuffisance des prestations des services publics aux populations. Les populations sont confrontées en une insuffisance de services de base telles que l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et l'appui dans le domaine agricole.

Les redevances forestières reversées à la commune devraient permettre l'installation de ces infrastructures pour le développement local. Jusque-là, même si des efforts sont en train d'être faits, on constate l'absence de planification à long terme pour l'utilisation de ces fonds qui demeure un défi majeur. Les ressources sont la plupart du temps destinées aux dépenses de fonctionnement au détriment des investissements en infrastructure, dont la population serait bénéficiaire. En outre, les populations ne sont pas informées des réalisations provenant des retombées directes des taxes versées à la commune.

Pour mener des projets et des actions de développement durable, les populations doivent être organisées et structurées afin d'assurer la bonne gestion, de mettre en commun leur capacité de travail, d'améliorer la communication des actions menées, de garantir la transparence et la solidarité.

1.7. DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DE LA COMMUNE

La commune de Nola dispose d'un Conseil Municipal, de services techniques municipaux et de services déconcentrés de l'Etat. Elle compte 153 villages et quartiers structurés en neuf (9) zones (Cf. travail de zonage avec PDRSO : Figure n°1).

Tableau n°17 : Répartition des zones et cadres de concertation

Communes Nola	zones	Villages/ Quartiers	Cadres concertation zonale	Cadres concertation villageois
Administratif	1	11	1	11
Commercial	2	59	1	59
Komassa	3	14	1	14
Loppo	4	11	1	11
Mboussa	5	13	1	13
Yamando	6	17	1	17
Sced	7	9	1	9
Ngoulo	8	10	1	10
Loboko	9	9	1	9
Total		153	9	153

Source : PDRSO/terrain

Il ressort de ce tableau qu'un total de 153 villages a été recensé dans la commune regroupé en 9 zones et 9 cadres de concertation. Les espaces de concertation ou zone constitués au bénéfice de la planification, sont en adéquation avec l'organisation administrative de la commune.

Dans la zone 3, quelques divergences ont été exprimées par un leader communautaire quant au lieu de regroupement des concertations, il n'en demeure pas moins que les différentes communications ont permis une compréhension de l'approche développée en concert avec les autorités municipales.

1.7.1. Le conseil municipal

Le conseil municipal de la commune de Nola est composé d'un Président de Délégation Spéciale et de 8 conseillers membres tous nommés par Décret n° 15.384 du 23 Septembre 2015.

1.7.2. Les services techniques municipaux

La commune de Nola dispose de plusieurs services techniques municipaux qui sont au service quotidien de la population. A savoir le secrétariat général de la commune, le service d'Etat civil, le service de la comptabilité, le service de la police municipale, le tribunal des affaires coutumières, le service de salubrité et de la voirie.

La figure ci-après présente les catégories et l'effectif du personnel de la commune de Nola

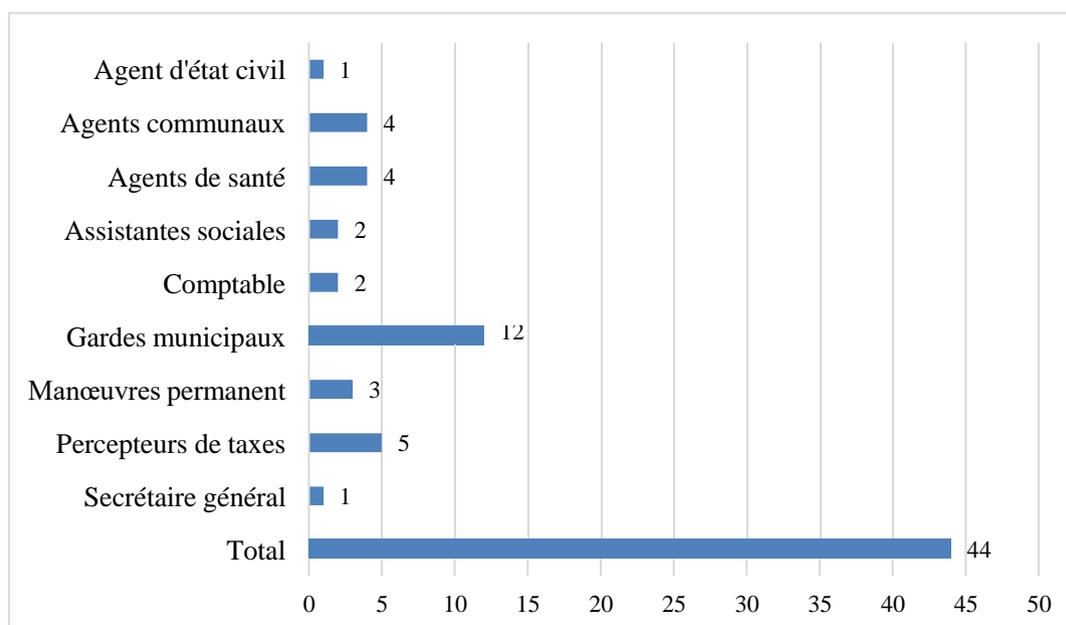


Figure n°5 : Catégorie et effectif du personnel de la commune de Nola

Les différents services sont opérationnels malgré le manque de moyens matériels, informatiques et financiers. A l'exception du comptable, du secrétaire et des policiers municipaux qui ont reçu des formations respectivement en comptabilité, en Etat-civil et en sécurité publique, le reste du personnel recruté n'a pas bénéficié d'une formation après le recrutement.

Le renforcement des capacités de ces derniers sera un atout pour le bon fonctionnement de la commune. Cependant, le paiement des salaires du personnel reste un problème majeur de gestion de ressources au sein de la commune.

Le conseil municipal, se réunit deux fois par an pour les sessions budgétaires. Par ailleurs, la commune de Nola n'a jamais élaboré de Plan de Développement Local (PDL).

Il sera donc particulièrement utile d'envisager un renforcement majeur des capacités du Maire et de ses Conseillers en matière de gouvernance locale et de mobilisation de ressources.

1.7.3. Caractéristiques institutionnelles

Chefferie

Par chefferie, on dénombre les Chefs de groupes et quartiers et les Chefs de villages. Les chefs sont assistés dans leurs missions par les conseils de villages.

Les chefs sont en charge de l'administration du village et du règlement des problèmes entre les habitants. Les problèmes dépassant leurs compétences sont traités par le commissariat de police.

En comparaison avec les espaces de concertation mise en place au bénéfice du processus de planification locale, les Chefs de groupes sont inclus dans les différentes zones.

En effet, la mise en place des zones n'a pas eu d'influence notamment sur l'organisation de la commune avec la chefferie. Ainsi, il se présente comme résumé dans le tableau n°6 ci – après.

Tableau n°18: Zones et effectif des Chefs de groupe.

Zone	Chef de groupe
Komassa	Village Gbia : 1
Zone Administrative	Centre administratif : 1
	Kadéi : 1
Zone Commerciale	4
Loppo	1
Mboussa	1
Yamando	1
Ngoulo	1
Liboko	1
Sced	1
Total	13

1.7.4. Gouvernance locale

La commune est gérée par un Conseil Municipal (CM) de huit (8) membres. Il est administré par un Président de Délégation Spéciale. Le Conseil Municipal se réunit en session ordinaire annuellement pour élaborer un budget pour la commune, définir les lignes d'action et régler les litiges. Il peut être convoqué en session extraordinaire. Les activités ou les tâches sont réparties entre les conseillers par zone d'activités pour un suivi de proximité.

1.7.5. Services rendus par la commune aux populations

A l'examen des deux (2) derniers budgets de la commune, tout porte à croire qu'aucune action n'est menée en faveur de la population en termes d'infrastructures réalisées, d'appui aux organisations des femmes, de la jeunesse ou pour l'amélioration des conditions de vie de la population. Cependant, les informations obtenues auprès des populations et le conseil municipal font état de certaines actions réalisées en faveur de la population. Il s'agit de :

- la construction du Lycée de Nola à hauteur de 12 000 000 F CFA en 2017 ;
- une nouvelle allocation à hauteur de 13 000 000 F CFA pour la poursuite de la construction du lycée en 2018 ;
- l'achat d'un groupe électrogène pour la radio locale ;
- la construction de quatre (4) marchés (Ngolo, centre administratif, Kadéï et centre commercial),
- l'appui en termes d'indemnités versées aux agents communaux dans le secteur de la santé et de l'éducation.

Les autres dépenses de la commune sont exclusivement destinées au fonctionnement (indemnités PDS, Conseillers, salaires du personnel).

1.7.6. Les finances de la commune

Les finances de la commune de Nola proviennent de deux sources : endogènes et exogènes.

1.7.6.1. Les ressources endogènes

Ces ressources sont constituées de recettes fiscales et non fiscales propres de la commune provenant de : produits fiscaux, produits d'Etat-civil et actes administratives, taxes sur les marchés, taxes sur les produits forestiers non ligneux, taxes sur l'abattage de bœufs, droit de stationnement de bœufs, amendes de la police municipale, taxe d'acquisition de terrain, taxe de stationnement, taxe sur les cabines téléphoniques, taxe sur implantations des magasins, boutiques, kiosques et tables, location des kiosques municipaux, taxe sur extraction du sable et gravier, taxe sur produits exportés à partir du domaine communal, taxe sur les pilones de téléphonie mobile, taxe d'occupation du domaine communal, taxe d'insalubrité publique, droit de mariage, panneaux publicitaires, location des chaises plastiques, taxe sur exploitation pirogues, hors-bords, taxe sur exploitation de taxi-moto, taxe d'exploitation électricité, taxe sur auberges, bars, buvettes, et boulangeries, taxe sur les dépôts, pharmacies et mini-pharmacies, taxe d'abattage de bois.

En somme, on peut retenir que les principales ressources qui rapportent des devises à la commune concernent les taxes d'abattage des sociétés forestières en exploitation ou en cours d'implantation, des sociétés de téléphonies mobiles, et les kiosques.

1.7.6.2. Les ressources exogènes

La commune de Nola dispose également de trois sources de financement externes qui sont : les transferts provenant de l'Etat (subvention et dotation); l'appui financier des partenaires techniques et financiers extérieurs ; les ristournes des licences, impôts libératoires et patentes.

Ces ressources sont constituées des fonds alloués par le gouvernement sous forme de ristournes et/ou subventions, des taxes versées par l'exploitation forestière. .

Cependant, il existe des possibilités pour améliorer le recouvrement des recettes à savoir:

- Former les agents percepteurs,
- Lutter contre les fraudes par tickets parallèles,
- Faire assister les agents percepteurs des gardes municipaux,
- Encourager la population à vendre sur la place du marché

De l'observation de ces atouts, une analyse des problèmes institutionnels est faite.

Tableau n°19: Analyse des problèmes institutionnels de la commune

Problèmes	Causes	Conséquences	Solution retenue
Faiblesse du produit des recettes propres recouvrées	Faible maîtrise du potentiel fiscal, Étroitesse de l'assiette et faible rentrée des impôts et taxes transférés	Absence de financement des projets sociaux, non prise en charge des groupes vulnérables	Renforcement des capacités du conseil municipal sur la bonne gouvernance (gestion ressources communales, planification). Approvisionnement en Equipements Matériels de bureau. Moyens logistiques
Faiblesse des budgets prévisionnels	Faible qualité des travaux techniques de préparation du budget, Insuffisance des concertations au niveau du processus de budgétisation locale	Budget peu cohérent	
Retard dans le démarrage de l'exécution du budget	Non-adoption dans les délais prescrits par la loi Retard dans l'approbation du budget de la Commune par l'autorité de tutelle		
Faible maîtrise de l'exécution du budget	Faiblesse dans la tenue des documents financiers et des pièces comptables Inexistence d'information financière (plan de trésorerie)	Faible traçabilité des dépenses, absence d'archives comptable	

CHAPITRE 2: ETAT DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

A partir de la monographie de la commune et de l'analyse des problèmes infrastructurels identifiés, et en prélude aux solutions à développer, une vue synoptique des potentialités et des contraintes qui y sont liées par secteur ouvrira la voie aux stratégies susceptibles de mener au développement local de la commune suivant la vision envisagée.

Tableau n°20: Potentialités et contraintes par secteur dans la commune.

SECTEUR	POTENTIALITES	CONTRAINTES
Education	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des infrastructures scolaires dans la commune ; - Présence des enseignants ; - Motivation des parents pour inscrire les enfants à l'école ; - Nombre important d'enfants d'âge scolaire ; - Assiduité scolaire des élèves. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel enseignant qualifié dans les écoles, le nombre d'enseignants reste très limité; - Manques de matériels didactiques et de bureau ; - Insuffisance de tables bancs ; - Insuffisance des bâtiments scolaires par rapport au nombre pléthorique d'élèves; - Difficultés de prise en charge des maîtres-parents ; - Manque de points d'eau et latrines dans certaines écoles ; - Manque de moyens de déplacement pour le suivi pédagogique ; - Manque de crédit de fonctionnement ; - Manque d'infrastructures de formation professionnelle et d'alphabetisation ainsi que du personnel d'encadrement qualifié.
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de quelques infrastructures sanitaires dans la commune ; - Présence d'un personnel soignant; - Fréquentation des formations sanitaires par la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre insignifiant de personnels soignants qualifiés ; - Absence d'équipements sanitaires et de moyens de transport (ambulance) ; - Carence de médicaments dans les centres ; - Problème de gestion des ressources des formations sanitaires ; - Qualité de soins dans les formations sanitaires - Difficultés de paiement du personnel d'appui
Eau & Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une Agence Nationale d'Eau et d'Assainissement (ANEA), traitant de la question d'eau potable dans la commune; - Existence de quelques forages réalisés par l'ANEA, sur financement de l'UNICEF; - Possibilité de réparation des forages en panne (soufflage); - Profondeur raisonnable de la nappe phréatique (source : ANEA Nola) ; - Réseau hydrographique dense et comportant plusieurs cours d'eau entre autres la Mambéré, la Kadéi et la Sangha,... - Existence de comité de gestion des points d'eau; - Forte demande en construction de latrines modernes publiques et privées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé des investissements dans le cadre de l'extension du réseau d'électricité et d'eau courante ; - Taux élevé de salinité dans l'eau de certains forages la rendant impropre à la consommation ; - Absence d'habitude d'utilisation des latrines améliorées ; - Faible ou moyens limités de l'ANEA, pour couverture de la commune en eau potable ; - Faible capacité des comités de gestion dans la gestion des ressources des points d'eau ; - Problème d'accessibilité de la population en eau potable; - Faible communication du pouvoir public sur la question d'hygiène et d'assainissement ; - Absence de budget communautaire sur la question.
	<ul style="list-style-type: none"> - Forte demande solvable en produits vivriers et maraichers ; - Facilité d'écoulement des produits agricoles (vivriers) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - faible développement des cultures de rente ; - Prédominance de la culture manuelle et inexistence de la culture attelée et motorisée ; - Outillage agricole insuffisant et rudimentaire;

SECTEUR	POTENTIALITES	CONTRAINTES
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement technique permanent des activités agricoles assuré par l'ACDA ; - Conditions climatiques, et qualité du sol favorables ; - Existence d'anciennes plantations des cultures de rentes (café et cacao) et d'infrastructures de production. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des superficies agricoles; - Absence de mécanisme d'appui financier (crédit) au secteur agricole; - Faiblesse de rendement agricole entraînant la faiblesse des revenus agricoles; - Dégénérescence des semences ; - Insuffisance de l'encadrement technique du secteur agricole; - Main d'œuvre agricole vieillissante; - Pratiques culturelles contre productives (non-respect des techniques culturales).
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Conditions naturelles (pâturages, eau) favorable à l'élevage de gros et petit bétail - Marché potentiel pour les produits du gros et petit bétail au niveau de la commune et ses localités limitrophes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'encadrement technique et de surveillance sanitaire ; - Faible développement du petit élevage et absence totale d'encadrement en ce qui concerne ce type d'élevage d'où le risque permanent des maladies et épidémies ; - Inexistence d'une organisation administrative et professionnelle ; - Non structuration des Eleveurs en mouvement pré-coopératif au travers des GIP (Groupements D'intérêts Pastoraux).
Foret	<ul style="list-style-type: none"> - Taxes d'abattage de la société SEFCA recouvrable ; - Implication et participation des sociétés forestières dans la réalisation des œuvres sociocommunitaires ; - Structuration et renforcement des capacités des communautés de la zone d'intervention de « ROUGIER » avec la collaboration de WWF 	<ul style="list-style-type: none"> - Problème d'accessibilité de la commune aux taxes d'abattage ; - Opacité dans la gestion des ressources forestières ; - Non maîtrise des cahiers de charges des sociétés forestières par les autorités communales.
Extra agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Revenu monétaire via la production et la commercialisation des PFNL multiples et diversifiées (coco, champignons, chenilles...) sur plusieurs mois de l'année 	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur n'est pas structuré et les prélèvements des espèces se font d'une manière anarchique et incontrôlée
Energie	<ul style="list-style-type: none"> - Importante demande en électricité ; - Opportunité pour la promotion des activités économiques, consommation d'énergie électrique; - Fort potentiel hydrographique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé des investissements pour l'installation d'une centrale thermique ; - Faible de pouvoir d'achat de la population locale.
Transport	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité d'entretien du réseau routier par l'approche de cantonnement ; - Intervention de plusieurs sociétés forestières. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'ouvrages d'art sur les rivières Mambéré et Kadéi ; - Important besoin d'entretien des routes et pistes en latérite du fait du niveau dense de la pluviométrie.
Touristique	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des sites touristes valorisables tels que : (i) La chute de Dimoli, (ii) Mont Ngounga,... 	<ul style="list-style-type: none"> - Sites touristiques non aménagés ; - Manque d'infrastructures appropriées
	<ul style="list-style-type: none"> - Opportunité de générer des revenus monétaires à partir des activités minières ; - Présence d'indices d'or et diamant dans la quasi-totalité des zones de la commune; 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés relatives à l'organisation du secteur minier ; - Evasion des taxes communales sur la vente des produits miniers ; - Manque d'encadrement technique des ouvriers et artisans miniers entraînant une faible rémunération des activités minières ;

SECTEUR	POTENTIALITES	CONTRAINTES
Minier	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de la Société de Développement de la Science et de la Technologie Minière (Recherche en cours dans la commune). 	<ul style="list-style-type: none"> - Problème d'autonomisation des artisans miniers vis-à-vis des Collecteurs ; - Manque de banque de matériels
Financier	<ul style="list-style-type: none"> - Volume important d'épargne provenant des activités économiques diversifiées ; - Existence d'opportunité de financement des activités économiques dans la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité institutionnelle pour la mobilisation et l'organisation de l'épargne locale ; - Manque de culture d'entreprise et d'information sur les avantages des services financiers. - Forte proportion à la thésaurisation ; - Inaccessibilité de la quasi-totalité de la population de la commune aux services financiers de proximité.
Jeunesse et l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion assez importante des enfants d'âge préscolaire ; - Existence des Monitrices formées et dotées des kits par l'UNICEF ; - Un peu plus de la moitié de la population de la commune est jeune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de structures d'accueil et d'encadrement ; - Problème de prise en charge du personnel (Monitrices) au niveau préscolaire ; - Insuffisance du personnel (travailleurs sociaux).
Communication	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre important d'opérateurs économiques dans les secteurs minier et celui du commerce. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès aux NTIC et à internet ; - Réseau de communication radio limité dans un rayon donné.

Afin de lever certaines de ces contraintes pour mieux exploiter les opportunités de la commune de Nola, quatre axes stratégiques ont été développés. Le préalable aux axes stratégiques, ce sont les solutions et stratégies développées au cours des activités du diagnostic participatif qui sont une émanation de la communauté locale de Nola ainsi que de toutes les parties prenantes.

RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

Les résultats du diagnostic participatif sont d'abord présentés par zone puis par secteur de façon globale. Ils évoquent les expressions de besoins, les solutions possibles et celles prioritaires, ainsi que les indicateurs des résultats. Le tableau ci-bas, préfigure déjà les orientations stratégiques de la Commune.

Tableau n°21: Résultats du Diagnostic Participatif

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
ZONE: CENTRE COMMERCIAL				
Education	<ul style="list-style-type: none"> . Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Prise en charge des Maitres Parents . Construction d'une bibliothèque au lycée Espaces pour le sport au F2 	<ul style="list-style-type: none"> .Construction de nouveaux bâtiments scolaire .Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants .Affectation du Personnel qualifié .Prise en charge correct des maitres parents .Formation des Maitres parent .Dotation en Tables Banc .Dotation en matériels didactiques 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés (F1 et F2) 3. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc 6. Renouvellement du bureau de l'APE 7. Renforcement des capacités des membres de l'APE 	<ul style="list-style-type: none"> 10 bâtiments de 3 et 4 salles de classes construits 10 logements construits 700 tables bancs fournis 18 Enseignants affectés pour primaire 22 professeurs de toutes les disciplines du secondaire 24 Maitres parents pris en charge 12000 manuels scolaires fournis Un lot de fournitures et matériels didactiques fournis Une bibliothèque construite 1 forage construit 1 latrine construite de 6 portes
Santé	<ul style="list-style-type: none"> Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux . Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité Faible performance du comité de gestion (COGES) Manque de moyen d'évacuation des malades graves 	<ul style="list-style-type: none"> . Construction des infrastructures supplémentaires Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié . Fourniture de moyen d'évacuation des malades (ambulance) . Renforcement des capacités du COGES . Ouverture d'un point d'eau 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Construction nouveaux bâtiments 5. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 6. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 7. Construction forage 	<ul style="list-style-type: none"> 20 membres du personnel soignant qualifié affectés 3 pavillons construits Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée Un forage construit Un véhicule d'évacuation des malades disponible
Eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau Manque des Artisans Réparateurs Faible performance du comité de gestion de point d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage) Renforcement des capacités de l'antenne de l'ANEA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de nouveau forages et réhabilitation des forages en panne, aménagement des sources naturelles 2.Renforcement des capacités des comités de gestion de points d'eau 3. Recrutement, former et équiper des Artisans Réparateurs 	<ul style="list-style-type: none"> 11 nouveaux forages construits : Mbaïré 1, 2, 3 et 4 11 forages en panne réhabilités : Mbaïré 1, 2, 3 et 4 5 Artisans Réparateurs disponibles 11 comités de gestion opérationnel

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
	Insalubrité des quartiers et lieux publics	Construction des latrines publiques Canalisation des ruelles Voiries urbaines Construction des latrines publiques Moyens de transport des ordures Urbanisation de la zone	1. Urbanisation de la ville 2. Construction des voiries 3. Construction des latrines publiques 4. Acquisition des moyens de transport et d'évacuation des ordures	Un plan d'urbanisation élaboré et appliqué 60 voiries créées 50 latrines publiques créées 2 moyens de transport acquis : véhicule et 20 pousse pousses
Agricole	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	. Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semence de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier . Relance des cultures de rente (café et cacao)	1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Renforcement des capacités des services techniques d'encadrement 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole	3 Techniciens affectés 3 moyens logistiques affectés : les motos 30 kg de matériels agricoles 4000 kg de semences améliorées et maraichers disponibles 30 groupements agricoles vivriers et maraichers créés 50 groupements agricoles (café et cacao) 2 véhicules d'évacuation des produits 1 entrepôt de stockage construit Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place 1 entrepôt de stockage construit
	Faible production animale	. Encadrement technique, formation et appui-conseil aux Eleveurs . Produits vétérinaires (pharmacie) . Accès des Eleveurs Peulhs à la zone d'élevage (carrefour BEYA), Sécurisation des voies de parcours . Unités appropriées pour la transformation et la conservation des produits d'élevage (abattoirs, centre frigorifique...) . Absence des campagnes de vaccination . Appui au renouvellement des cheptels	1. Appui à la relance de l'élevage de petit bétail 2. Facilité le retour des Peuhl à BEYA 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. Renforcement des capacités de service d'encadrement et de suivi 4. Renforcement des capacités des associations des Eleveurs 5. Cantonnement des forces armées pour facilitation de retour des peulhs à la zone d'élevage	1000 géniteurs fournis 3 pharmacies vétérinaires construites 6 membres de personnel et moyens matériels 3 ordinateurs et roulants 1 véhicule et 3 motos fournis pour l'encadrement des Eleveurs 10 associations créées 400 enclos créés 4 unités de transformation et de conservation créées
	Faible production piscicole	. Espèces reproductrices de bonne souche . Encadrement technique . Renforcement des capacités des Pisciculteurs . Appui financier (microcrédit)	1. Appui à la construction des étangs 2. Fourniture des alevins et des aliments 3. Formation des Pisciculteurs 4. Création des associations des Pisciculteurs	300 étangs construits 4000 Kilogramme des alevins fournis 5000 Kilogramme des aliments fournis 3 sessions de formation organisées 10 associations créées

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	.Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers .Acquisition des équipements modernes d'exploitation Préfinancement des Artisans miniers Méconnaissance des prix et valeur des diamants	1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2.Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels	2/an session de formation organisée 5 Coopératives créées 30 Artisans miniers appuyés
Commercial	Tracaceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros Renforcement des capacités des opérateurs économiques	. Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit . Formation en culture entrepreneuriale et financière .Réhabilitation des magasins de la gare routière	1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture du magasin de gros 4. Renforcement des capacités des opérateurs économiques 5. Des magasins réhabilités de la gare routière	2 barrières enlevées : Loppo, Sésame 20 magasins de gros construits et des magasins réhabilités sont opérationnels 25 bénéficiaires de crédit productif 2 sessions de formation organisées 3campagne de sensibilisation organisées
Foret	Méconnaissance des cahiers de charges et normes d'exploitation par les sociétés forestières	Transparence dans l'exploitation des bois par les sociétés forestières	1. Information/sensibilisation des populations riveraines sur les activités des sociétés forestières	12/an campagnes d'information et de sensibilisation organisées
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	Protection du foret Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de reserves	1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves	12 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 6/an sessions de formation organisées
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'analphabétisme féminin . Violence Basée sur le Genre	.Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes .Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle . Protection de la femme et vulgarisation de droit de la femme	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	60 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit 2 centres d'alphabétisation créé et opérationnel pour 4 groupements Mbairé

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> .Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes .Accès aux emplois salariés .Manque des infrastructures sportives et culturelles . Déshérence des jeunes Délivrances des actes de naissance . Encadrement de la petite enfance 	<ul style="list-style-type: none"> .Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction de maison des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes . Renforcement des capacités du SDE en charge de la jeunesse (personnel, équipements ...) . Création, équipement des jardins d'enfants . Création des centres secondaires d'Etat Civil 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création et équipement d'un centre de formation professionnelle, suivi d'affectation des Encadreurs qualifiés 2. Création des jardins d'enfants 3. Création des centres secondaires d'Etat Civil 4. Réinsertion des jeunes 5. Création des aires de jeux 6. Construction d'une maison des jeunes .7 Construction des terrains sportifs 	<ul style="list-style-type: none"> 2 centres de formation professionnelle créés 12 aires de jeux créés 300 jeunes formés en petits métiers 3000 emploi/auto emploi créés 4 jardins d'enfants construits pour les 4 groupements de Mbaïré 1 centre secondaire d'Etat Civil construit
Communication et Energie	<ul style="list-style-type: none"> .Extension de l'heure d'antenne de la radio locale .Absence d'électricité Manque de station de vente de produits pétroliers 	<ul style="list-style-type: none"> . Extension de la zone de couverture de la radio communautaire .Installation de l'électricité . Mise en place de l'internet . Renforcement des capacités de la radio communautaire .Réinstallation des quatre réseaux de communication 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Couverture de la zone par la radio locale 2.Internet et cyber café 3. Electrification de la ville de Nola 4. Réinstallation des réseaux de télécommunication 	<ul style="list-style-type: none"> 3 émissions radios : Kuli-ndunga, Ndékéluka et Guira FM Nombre de campagne de communication 4 réseaux de communication sont opérationnels : Télécél, Moov, Azur et Orange
Transports et voies d'accès	Enclavement interne et externe de la zone	<ul style="list-style-type: none"> . Construction de ponts sur les rivières MAMBERE et KADEI . Aménagement des réseaux routier 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de ponts sur les rivières MAMBERE et KADEI 2. Aménagement des réseaux routier 	<ul style="list-style-type: none"> un pont construit sur Membéré est opérationnel 160 kilomètres de route réhabilités et/ou construits
Finance	Accès aux services financiers (épargne et crédit)	<ul style="list-style-type: none"> . Ouverture des guichets de banques classiques . Installation des Etablissements de Micro-finance (EMF) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Installation des Etablissements de Micro-finance (EMF) 2. Ouverture des guichets de banques classiques 	<ul style="list-style-type: none"> 4 établissement de micro finance créés 4 guichets ouverts sont opérationnels
Infrastructures communautaires	<ul style="list-style-type: none"> Inexistence de Magasin de stockage d'aires de séchage et de gare routière Délabrement avancé du marché commun 	<ul style="list-style-type: none"> .Construction d'un nouveau marché commun Construction des Magasins de stockage .Construction des aires de séchage .Construction de gare routière 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Marché commun 2. Magasins de stockage 3.Gare routière 4. Aires de séchage 	<ul style="list-style-type: none"> 5 Magasins de stockage construits : 2 au marché central, 1 à la gare routière, 1 à Mbeka et 1 au Pk 3 5 aires de séchage construits 1gare routière construite et une réhabilitée Nombre de marché construit

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
ZONE: CENTRE ADMINISTRATIF				
Education	<ul style="list-style-type: none"> . Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Prise en charge des Maitres Parents . Construction d'une bibliothèque au lycée . Espaces pour le sport au lycée .Manque des points d'eau dans les écoles .inexistence d'une école secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> .Construction de nouveaux bâtiments scolaire .Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants .Affectation du Personnel qualifié .Prise en charge correct des maitres parents .Formation des Maitres parent .Dotation en Tables Banc .Dotation en matériels didactiques .Construction des forages dans les écoles du F1 et F2 .Construction d'un college 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés (F1 et F2) 3. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc 6. Renouvellement du bureau de l'APE 7. Renforcement des capacités des membres de l'APE 8. Construction des points d'eau dans les écoles 9. Construction de collège 	<ul style="list-style-type: none"> 2 bâtiments de 3 salles de classes construits : 1 au centre et 1 au groupement Kadeï 18 logements construits des enseignants 450 tables bancs fournis 9 Enseignants affectés 9 Maitres parents pris en charge 3500 manuels scolaires fournis 6 lots de fournitures et matériels didactiques fournis 3 bibliothèques construites 2 bâtiments de 4 salles de collège disponible 1 forage construit 1 latrine de six portes construite
Santé	<ul style="list-style-type: none"> Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux . Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité .Manque d'électricité dans le centre hospitalier . Faible performance du comité de gestion (COGES) Manque de moyen d'évacuation des malades graves 	<ul style="list-style-type: none"> . Construction des infrastructures supplémentaires Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié . Fourniture de moyen d'évacuation des malades (ambulance et hors-bord) . Electrification du centre de santé Kadeï . Renforcement des capacités du COGES . Ouverture d'un point d'eau 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Construction nouveaux bâtiments 5. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 6. Electrifier le centre de santé Kadeï 7. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 8. Construction forage 	<ul style="list-style-type: none"> 5 membres du personnel soignant qualifié affectés 3 pavillons construits 12 lots de médicaments sont disponibles dans la FOSA 4 lots d'équipements biomédicaux sont disponibles Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée Un forage construit Un véhicule et un hors-bord d'évacuation des malades sont disponibles
Eaux & Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau Manque des Artisans Réparateurs Faible performance du comité de gestion de point d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage) Renforcement des capacités de l'antenne de l'ANEA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de nouveau forages et réhabilitation des forages en panne, aménagement des sources naturelles 2.Renforcement des capacités des 	<ul style="list-style-type: none"> 15 nouveaux forages construits 3 forages en panne réhabilités 4 Artisans Réparateurs disponibles 15 comités de gestion opérationnelle

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
			comités de gestion de points d'eau 3. Recrutement, former et équiper des Artisans Réparateurs	
	Insalubrité des quartiers et lieux publics	Construction des latrines publiques Canalisation des ruelles Voiries urbaines Construction des latrines publiques Moyens de transport des ordures Urbanisation de la zone	1. Urbanisation de la ville 2. Construction des voiries 3. Construction des latrines publiques 4. Acquisition des moyens de transport et d'évacuation des ordures	Un plan d'urbanisation élaboré et appliqué 15 voiries créées 15 latrines publiques créées 30 moyens de transport acquis
Agricole	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	. Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semence de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier . Relance des cultures de rente (café et cacao)	1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Renforcement des capacités des services techniques d'encadrement 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole	7 Techniciens affectés 7 moyens logistiques affectés 1000 lots de matériels agricoles disponibles 3000 lots de semences améliorées disponibles 30 groupements agricoles créés Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place 50 groupements agricoles (café et cacao) Une mise en place des activités maraichère
	Faible production animale	1. Encadrement technique, formation et appui-conseil aux Eleveurs 2. Produits vétérinaires (pharmacie) 3. Affectation des cadres qualifiés 4. Dotation en espèces 5. Suivi des éleveurs	1. Appui à la relance de l'élevage de petit bétail 2. Facilité le retour des Peuhl à BEYA 3. Création d'une pharmacie vétérinaire 4. Renforcement des capacités de service d'encadrement et de suivi 5. Renforcement des capacités des associations des Eleveurs	500 géniteurs fournis 2 pharmacies vétérinaires construites 250 membres de personnel et 100 moyens matériels et 25 moyens roulants fournis pour l'encadrement des Eleveurs 10 associations créées 250 enclos créés 10 unités de transformation et de conservation créées
	Faible production piscicole	. Espèces reproductrices de bonne souche	1. Appui à la construction des étangs	125 étangs construits
		Encadrement technique . Renforcement des capacités des Pisciculteurs . Appui financier (microcrédit)	2. Fourniture des alevins et des aliments 3. Formation des Pisciculteurs 4. Création des associations des Pisciculteurs	11250 Kilogrammes des alevins fournis 500 Kilogramme des aliments fournis 2 sessions de formation organisées 5 associations créées

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	.Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers .Acquisition des équipements modernes d'exploitation Préfinancement des Artisans miniers Méconnaissance des prix et valeur des diamants	1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2.Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels	3 session de formation organisées 2 Coopérative créée 15 Artisans miniers appuyés
Commercial	Tracaceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros Renforcement des capacités des opérateurs économiques	. Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit . Formation en culture entrepreneuriale et financière	1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture du magasin de gros 4. Renforcement des capacités des opérateurs économiques	8 barrières enlevées 4 magasins de gros construits 50 bénéficiaires de crédit productif 3 sessions de formation organisées 12 campagne de sensibilisation organisées
Forêt	Méconnaissance des cahiers de charges et normes d'exploitation par les sociétés forestières	Transparence dans l'exploitation des bois par les sociétés forestières	1. Information/sensibilisation des populations riveraines sur les activités des sociétés forestières	4 campagnes d'information et de sensibilisation organisées
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	Protection du foret Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de reserves	1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves	6 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 2 sessions de formation organisées
Genre	. Manque d'appui financier aux activités Génératrices de Revenus des femmes Analphabétisme féminin . Violence Basée sur le Genre	.Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes .Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle . Protection de la femme et vulgarisation de droit de la femme	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	2 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit 2 centres d'alphabétisation créé et opérationnel
Jeunesse	.Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes .Accès aux emplois salariés .Manque des infrastructures sportives et culturelles . Déshérence des jeunes Délivrances des actes de naissance	.Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction d'une maison des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes . Renforcement des capacités du SDE en	1. Création et équipement d'un centre de formation professionnelle, suivi d'affectation des Encadreurs qualifiés 2. Création des jardins d'enfants 3. Création des centres secondaires d'Etat Civil 4. Réinsertion des jeunes	Un centre de formation professionnelle créé 12 aires de jeux créés 1500 jeunes formés en petits métiers 20 emploi/auto emploi créés 2 jardins d'enfants construits 1 poste secondaires d'Etat Civil construits

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
	. Encadrement de la petite enfance	charge de la jeunesse (personnel, équipements ...) . Création, équipement des jardins d'enfants . Création des centres secondaires d'Etat Civil	5. Création des aires de jeux 6. Construction d'une maison des jeunes	5 terrains sportifs construits 1 maison des jeunes construits 5 lots d'équipements et matériels 5 membres du personnel
Communication et Energie	.Extension de l'heure d'antenne de la radio locale .Absence d'électricité . Manque de station de vente de produits pétroliers	.Installation des réseaux de communication mobile . Extension de la zone de couverture de la radio communautaire .Installation de l'électricité . Mise en place de l'internet . Renforcement des capacités de la radio communautaire	1. Couverture de la zone par la radio locale 2.Internet et cyber café 3. Electrification de la ville de Nola	2 réseaux de communication mobile installés (Moov et Azur)
Transports et voies d'accès	Enclavement interne et externe de la zone	. Construction de ponts sur les rivières MAMBERE et KADEI . Aménagement des réseaux routier	1. Construction de ponts sur les rivières MAMBERE et KADEI 2. Aménagement des réseaux routier	Deux ponts construits 50 kilomètres de route réhabilités et/ou construits
Finance	Accès aux services financiers (épargne et crédit)	. Ouverture des guichets de banques classiques . Installation des Etablissements de Micro-finance (EMF)	1. Installation des Etablissements de Micro-finance (EMF) 2. Ouverture des guichets de banques classiques	2 EMF créés 4 guichets ouverts
Infrastructures communautaires	Inexistence de Magasin de stockage d'aires de séchage et de gare routière Délabrement avancé du marché commun	.Construction d'un nouveau marché commun Construction des Magasins de stockage .Construction des aires de séchage .Construction de gare routière	1. Marché commun 2. Magasins de stockage 3.Gare routière 4. Aires de séchage	100 Magasins de stockage construits 200 aires de séchage construits 1 gare routière construite 1 marché construit
ZONE : YAMANDO				
Education	. Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Manque d'eau potable à l'école . Prise en charge des Maitres Parents	.Construction de nouveaux bâtiments scolaire .Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants .Affectation du Personnel qualifié .Prise en charge correct des maitres parents .Formation des Maitres parent .Dotation en Tables Banc .Dotation en matériels didactiques	1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés 3. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc	8 bâtiments de 3 salles de classe : Yamando 2 ; Katakpo 2 ; Barondo 2 ; Wodo 2 24 logements construits des enseignant : Yamando 6 ; Katakpo 6 ; Barondo 6 ; Wodo 6 1400 tables bancs fournis 24 Enseignants affectés Yamando 6 ; Katakpo 6 ; Barondo 6 ; Wodo 6 16 Maitres parents pris en charge :

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
		<ul style="list-style-type: none"> .Construction d'un Forage à l'Ecole . Mise en place d'une cantine scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> 6. Renouvellement du bureau de l'APE 7. Renforcement des capacités des membres de l'APE 	<p>Yamando 4 ; Katakpo 4 ; Barondo 4 ; Wodo 4</p> <p>44000 manuels scolaires fournis 2000 par village</p> <p>Un lot de fournitures et matériels didactiques fournis</p> <p>Un forage construit</p> <p>. 8 cantines scolaires fonctionnelles</p> <p>1 collège à Yamando</p> <p>4 école maternelle : Yamando 1 ; Katakpo 1 ; Barondo 1 ; Wodo 1</p> <p>4 forages construits</p> <p>4 latrines construites</p>
Santé	<p>Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux</p> <p>. Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité</p> <p>Faible performance du comité de gestion (COGES)</p> <p>Manque de moyen d'évacuation des malades graves</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Construction de 2 bâtiments supplémentaires et une maternité . Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié (2IDE, 1sage femme, 1 laborantin) . Fourniture de moyen d'évacuation des malades (ambulance) . Renforcement des capacités du COGES . Ouverture d'un point d'eau . Electrification de la FOSA Prise en charge du personnel soignant 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Ouverture forage 5. Construction nouveaux bâtiments 6. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 7. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 8. Electrification de la FOSA 9. Construction forage 	<p>4 membres du personnel soignant qualifié affectés : 1 par Village</p> <p>12 pavillons construits : Yamando 6 ; Katakpo 6 ; Barondo 6 ; Wodo 6</p> <p>Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA</p> <p>Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles</p> <p>Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée</p> <p>Un forage construit à Yamando</p> <p>Un véhicule d'évacuation des malades disponible</p> <p>15 aides accoucheuses prise en charge : Yamando 6 ; Katakpo 3 ; Barondo 3 ; Wodo 3</p> <p>12 logements construits du personnel : Yamando 3 ; Katakpo 3 ; Barondo 3 ; Wodo 3</p> <p>3 motos des FOSA : Yamando 1 ; Katakpo 1 ; Barondo 1 ; Wodo 1</p>

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Eau et assainissement	Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau Manque des Artisans Réparateurs Faible performance du comité de gestion de point d'eau	Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de nouveau forages et réhabilitation des forages en panne, aménagement des sources naturelles 2. Renforcement des capacités du comité de gestion de points d'eau 3. Recrutement, former et équiper des Artisans Réparateurs 	<p>12 nouveaux forages construits : Yamando 4 ; Katakpo 4 ; Barondo 2 ; Wodo 2</p> <p>Deux forages réhabilités : Yamando 1 ; Katakpo 1</p> <p>4 Artisans Réparateurs disponibles : Yamando 2 ; Katakpo 1 ; Barondo 1 ; Wodo 1</p> <p>4 comités de gestion opérationnel : Yamando 1 ; Katakpo 1 ; Barondo 1 ; Wodo 1</p> <p>22 sources d'eau aménagées : Yamando 7 ; Katakpo 8 ; Barondo 6 ; Wodo 1</p>
Agriculture	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	<ul style="list-style-type: none"> . Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semences de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation des producteurs en groupements 2. Affectation d'un Technicien d'agriculture pour le suivi 3. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 4. Mise en place de crédit agricole 	<p>2 Techniciens d'appui aux agriculteurs de la zone</p> <p>10 kg des matériels agricoles disponibles</p> <p>1 magasin de stockage construit</p> <p>10 groupements agricoles créés</p> <p>Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place</p> <p>2 groupements agricoles créés</p>
	Faible production animale	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne qualité . Appui à l'amélioration de l'élevage et formation des Eleveurs . Auxiliaire vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire . Organisation des Eleveurs de petits bétails en association . Appui financier (microcrédit) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des enclos et dotation des Eleveurs en géniteurs de race améliorée 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. Dotation des trousseaux de médicament vétérinaire aux éleveurs 3. Affectation d'un auxiliaire vétérinaire 4. Création des associations des Eleveurs 	<p>200 enclos construits</p> <p>1000 géniteurs fournis</p> <p>Une pharmacie vétérinaire construite</p> <p>40 trousseaux de médicament vétérinaire disponibles</p> <p>4 Auxiliaires vétérinaires affectés dans la zone assurant le suivi et l'encadrement des Eleveurs</p> <p>60 associations créées</p>

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
	Faible production piscicole	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne souche . Encadrement technique . Renforcement des capacités des Pisciculteurs . Appui financier (microcrédit) Construction des étangs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui à la construction des étangs 2. Fourniture des alevins et des aliments 3. Formation des Pisciculteurs 4. Création des associations des Pisciculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> 500 étangs construits 3000 Kilogramme des alevins fournis 600 Kilogramme des aliments fournis 2 sessions de formation organisées 20 associations créées
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	<ul style="list-style-type: none"> . Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers . Acquisition des équipements modernes d'exploitation Préfinancement des Artisans miniers Méconnaissance des prix et valeur des diamants 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2. Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels 	<ul style="list-style-type: none"> 4 sessions de formation organisées 20 Coopératives minières créées 300 Artisans miniers appuyés
Commercial	Tracasserie routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros	<ul style="list-style-type: none"> . Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture des magasins de gros 	<ul style="list-style-type: none"> 5 barrières enlevées 5 magasins de grossistes construits 140 bénéficiaires de crédit productif
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Protection du foret Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de réserves 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves 	<ul style="list-style-type: none"> 10 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 4 sessions de formation organisées
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'analphabétisme féminin	<ul style="list-style-type: none"> . Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes . Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle . Construction des enclose 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation 3. Aides sociales pour le construction des enclos 	<ul style="list-style-type: none"> 100 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit 6 centre d'alphabétisation créé et opérationnel : Yamando 2 ; Katongo 2 ; Barondo 1 ; Wodo 1 Des lots par villages
Jeunesse	. Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes . Accès aux emplois salariés . Manque des infrastructures sportives et culturelles	<ul style="list-style-type: none"> . Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction des maisons des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes . Construire de foyer rural 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création et équipement d'un centre de formation professionnelle, suivi d'affectation des Encadreurs qualifiés 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construction des maisons des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> 2 centres de formation professionnelle créé : Yamando 2 ; Katongo 2 6 aires de jeux créés : Yamando 2 ; Katongo 2 ; Barondo 1 ; Wodo 1 1 foyer rural construit pour les jeunes 400 jeunes formés en petits métiers 400 emploi/auto-emploi créés

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
			5. Foyer rural construit pour les jeunes	2 maisons des jeunes construites : Yamando 2 ; Katongo 2
Communication et Energie	.Extension de l'heure d'antenne de la radio locale .Absence d'électricité	. Extension de la zone de couverture de la radio communautaire .Installation de l'électricité à Yamando	1. Couverture de la zone par la radio locale 2.Electrification de Yamando	Une antenne de télécommunication à Yamando
Infrastructures communautaires	inexistence de Magasin de stockage, d'aires de séchage et de gare routière Etat de délabrement avancé du marché commun	.Construction d'un nouveau marché commun Construction des Magasins de stockage .Construction des aires de séchage .Construction de gare routière	1. Marché commun 2. Magasins de stockage 3.Gare routière 4. Aires de séchage	.6 Magasins de stockage construits: Yamando 2; Katongo 2; Barondo 1; Wodo 1 .6 aires de séchage construits: Yamando 2; Katongo 2; Barondo 1; Wodo 1 4. gares routières construites : Yamando 2 ; Katongo 2 ; Barondo1 ; Wodo 1 6 marchés construits : Yamando 2 ; Katongo 2 ; Barondo 1 ; Wodo 1 Une mairie secondaire construite à Yamando Disponibilité des cahiers de charge des sociétés forestières aux chefs de groupe et village
ZONE: LOPPO				
Education	. Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Manque d'eau potable à l'école . Prise en charge des Maitres Parents	.Construction de nouveaux bâtiments scolaire .Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants .Affectation du Personnel qualifié .Prise en charge correct des maitres parents .Formation des Maitres parent .Dotation en Tables Banc .Dotation en matériels didactiques .Construction d'un Forage à l'Ecole . Mise en place d'une cantine scolaire	1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés 3. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc 6. Renouvellement du bureau de l'APE . Renforcement des capacités des membres de l'APE	1 bâtiments de 3 salles de classes construites 2 logements construits pour les enseignants 300 tables bancs fournis 3 Enseignants qualifiés affectés 5 Maitres parents pris en charge Un lot de fournitures et matériels didactiques fournis Un forage construit . 7 cantines scolaires fonctionnelles 1 forage construit 1 latrine de trois portes construite 5 cantines scolaires disponibles
Santé	Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié,	. Construction de 2 bâtiments supplémentaires et une maternité . Dotation de la FOSA en médicaments	1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades	membres du personnel soignant qualifié affectés (03) pavillons construits (03)

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
	<p>d'équipements et matériels biomédicaux</p> <ul style="list-style-type: none"> . Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité Faible performance du comité de gestion (COGES) Manque de moyen d'évacuation des malades graves 	<p>essentiels, équipements et matériels biomédicaux</p> <ul style="list-style-type: none"> . Affectation de personnel soignant qualifié (2 IDE, 1 sage femme, 1 laborantin) . Fourniture de moyen d'évacuation des malades (ambulance) . Renforcement des capacités du COGES . Ouverture d'un point d'eau . Electrification de la FOSA Prise en charge de personnel soignant Construction de bâtiment à Watongo Agrandir le centre de santé de Loppo 	<ol style="list-style-type: none"> 3. Fourniture de médicaments 4. Ouverture forage 5. Construction nouveaux bâtiments 6. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 7. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 8. Electrification de la FOSA 9. Construction forage 	<p>Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA</p> <p>Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles</p> <p>Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée</p> <p>Un forage construit</p> <p>Un véhicule d'évacuation des malades disponible</p>
Eau et assainissement	<p>Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau</p> <p>Manque des Artisans Réparateurs</p> <p>Faible performance du comité de gestion de point d'eau</p>	<p>Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de nouveau forages et réhabilitation des forages en panne, aménagement des sources naturelles 2. Renforcement des capacités du comité de gestion de points d'eau 3. Recrutement, former et équiper d'un Artisan Réparateur 	<p>Trois nouveaux forages construits</p> <p>Deux forages en panne réhabilités</p> <p>Un Artisan Réparateur disponible</p> <p>Un comité de gestion opérationnel</p>
Agriculture	<p>Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semence de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Affectation d'un Technicien d'agriculture pour le suivi 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole 	<p>Un Technicien appui les agriculteurs de la zone</p> <p>1 moto disponible</p> <p>500 kg de matériels agricoles disponibles</p> <p>500 kg de semences améliorées disponibles</p> <p>1 magasin de stockage construit</p> <p>2 groupements agricoles créés</p> <p>Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place</p>

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
	Faible production animale	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne qualité . Appui à l'amélioration de l'élevage et formation des Eleveurs . Technicien vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire . Organisation des Eleveurs de petits bétails en association . Appui financier (microcrédit) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des enclos et dotation des Eleveurs en géniteurs de race améliorée 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. Affectation d'un Technicien d'élevage 4. Création des associations des Eleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> 200 enclos construits 400 géniteurs fournis Une pharmacie vétérinaire construite Un Technicien affecté dans la zone assurant le suivi et l'encadrement des Eleveurs 5 associations créées
	Faible production piscicole	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne souche . Encadrement technique . Renforcement des capacités des Pisciculteurs . Appui financier (microcrédit) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui à la construction des étangs 2. Fourniture des alevins et des aliments 3. Formation des Pisciculteurs 4. Création des associations des Pisciculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> 200 étangs construits 3000 Kilogramme des alevins fournis 600 Kilogramme des aliments fournis 2 sessions de formation organisées 5 associations créées
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	<ul style="list-style-type: none"> . Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers . Acquisition des équipements modernes d'exploitation . Préfinancement des Artisans miniers . Méconnaissance des prix et valeur des diamants 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2. Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels 	<ul style="list-style-type: none"> 3 session de formation organisées 5 Coopérative créée 200 Artisans miniers appuyés
Commercial	Traceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros	<ul style="list-style-type: none"> . Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture des magasins de gros 	<ul style="list-style-type: none"> 4 barrières enlevées 2 magasins de gros construits 200 bénéficiaires de crédit productif
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Protection du foret Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de reserves 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves 	<ul style="list-style-type: none"> 2 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 2 sessions de formation organisées

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'alphabétisme féminin	. Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes . Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	100 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit Un centre d'alphabétisation créé et opérationnel
Jeunesse	. Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes . Accès aux emplois salariés . Manque des infrastructures sportives et culturelles	. Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction de foyer rural des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes	1. Création et équipement d'un centre de formation professionnelle, suivi d'affectation des Encadreurs qualifiés 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construction de foyer rural des jeunes	Un centre de formation professionnelle créé 3 aires de jeux créés 500 jeunes formés en petits métiers 500 emploi/auto emploi créés 1 foyer rural construit et doté d'équipement et matériel 3 installations sportives
Communication et Energie	. Extension de l'heure d'antenne de la radio locale . Absence d'électricité . Mauvais fonctionnement de réseau de communication mobile	. Extension de la zone de couverture de la radio communautaire .Installation de l'électricité à Loppo . Un bon fonctionnement de réseau de communication (Télécel)	1. Couverture de la zone par la radio locale 2. Electrification de Loppo 3. Amélioration d'antenne de réseau Télécel	1 antenne de réseau de relais Télécel
Infrastructures communautaires	inexistence de Magasin de stockage d'aires de séchage et de gare routière	. Construction des Magasins de stockage . Construction des aires de séchage . Construction de gare routière	1. Magasins de stockage 2. Gare routière 3. Aires de séchage	30 magasins de stockage construits 30 aires de séchage construits 1 gares routières construites
ZONE: NDELENGUE-SCED				
Education	. Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Manque d'eau potable à l'école . Prise en charge des Maitres Parents	. Construction de nouveaux bâtiments scolaire . Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants . Affectation du Personnel qualifié . Prise en charge correct des maitres parents . Formation des Maitres parent . Dotation en Tables Banc . Dotation en matériels didactiques . Construction d'un Forage à l'Ecole	1. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 2. Fourniture des mobiliers et tables banc 3. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 4. Fourniture des matériels didactiques 5. Affectation des Enseignants qualifiés 6. Renouvellement du bureau de l'APE 7. Renforcement des capacités des membres de l'APE	2 bâtiments de 3 salles de classes construits 3 logements construits 140 tables bancs fournis 4 Enseignants affectés 3 Maitres parents pris en charge 11400 manuels scolaires fournis Un lot de 216 fournitures et matériels didactiques fournis Un forage construit 1 latrine de trois portes construites 1 forage construit 5 cantines scolaires disponibles

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Santé	Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité Faible performance du comité de gestion (COGES) Manque de moyen d'évacuation des malades graves	<ul style="list-style-type: none"> . Construction d'une maternité et extension du bâtiment existant . Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié . Fourniture de moyen d'évacuation des malades . Renforcement des capacités du COGES . Ouverture d'un point d'eau . Electrification de la FOSA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Ouverture forage 5. Construction nouveau bâtiment 6. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 7. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 8. Electrification de la FOSA 	<ul style="list-style-type: none"> 2 membres du personnel soignant qualifié affectés 3 pavillons construits Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles Un nouveau bureau du COGES mis en place et 4 sessions de formation à leur profit organisée Un forage construit
Eau et assainissement	Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau Manque des Artisans Réparateurs Faible performance du comité de gestion de point d'eau	Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de nouveau forages et réhabilitation des forages en panne 2. Renforcement des capacités du comité de gestion de points d'eau 3. Recrutement et formation d'un Artisan Réparateur 	<ul style="list-style-type: none"> Trois nouveaux forages construits Deux forages en panne réhabilités Un Artisan Réparateur disponible Un comité de gestion opérationnel
Agricole	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	<ul style="list-style-type: none"> . Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semence de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Affectation d'un Technicien d'agriculture pour le suivi 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole 	<ul style="list-style-type: none"> 2 Techniciens d'agriculture 1 moto dotée 1500 kg de matériels agricoles disponibles 1500 kg de semences améliorées disponibles 1 magasin construit de stockage 20 groupements agricoles créés Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place
	Faible production animale	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne qualité . Appui à l'amélioration de l'élevage et formation des Eleveurs . Technicien vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire . Organisation des Eleveurs de petits bétails en association . dotation des trousse de médicament 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des enclos et dotation des Eleveurs en géniteurs de race améliorée 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. dotation des trousse de médicament vétérinaire 4. Affectation d'un Auxiliaire vétérinaire 	<ul style="list-style-type: none"> 40 enclos construits 60 géniteurs fournis Une pharmacie vétérinaire construite 30 trousse de médicament vétérinaire disponible 1 auxiliaire vétérinaire 1 Auxiliaire vétérinaire assurant le suivi et l'encadrement des Eleveurs 5 associations créées

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
		vétérinaire	5. Création des associations des Eleveurs	
	Faible production piscicole	. Espèces reproductrices de bonne souche . Encadrement technique . Renforcement des capacités des Pisciculteurs	1. Appui à la construction des étangs 2. Fourniture des alevins et des aliments 3. Formation des Pisciculteurs 4. Création des associations des Pisciculteurs	90 étangs construits 1800 Kilogramme des alevins fournis 300 Kilogramme des aliments fournis 2 sessions de formation organisées 5 associations créées
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	. Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers . Acquisition des équipements modernes d'exploitation Préfinancement des Artisans miniers Méconnaissance des prix et valeur des diamants	1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2. Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels	4 sessions de formation organisées 4 Coopératives créées 15 Artisans miniers appuyés
Commercial	Traceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros	. Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit	1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture des magasins de gros	2 barrières enlevées : Ngoulo et Mangolo 6 magasins de gros construits 60 bénéficiaires de crédit productif
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	Protection du forêt Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturales Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de réserves	1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves	6 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 6 sessions de formation organisées
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'alphabétisme féminin	. Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes . Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	40 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit : 20 femmes et 20 hommes 3 centres d'alphabétisation créés et opérationnels
Jeunesse	. Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes . Accès aux emplois salariés . Manque des infrastructures sportives et culturelles	. Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction d'un foyer rural construit pour les jeunes . Création des aires de jeux pour les	1. Création et équipement d'un centre de formation professionnelle, suivi d'affectation des Encadreurs qualifiés 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construction d'un foyer rural	Un centre de formation professionnelle créé 1 foyer rural construit pour les jeunes 4 aires de jeux créés 500 jeunes formés en petits métiers 500 emploi/auto emploi créés

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
		jeunes	construit	
Communication et Energie	.Manque de réseau de télécommunication .Absence d'électricité	.Installation de réseau de Télécommunication (téléphone mobile) . Extension de la zone de couverture de la radio communautaire de Nola jusqu'à SCED .Installation de l'électricité à SCED	1. Couverture de la zone par la radio locale 2. Réseau de téléphonie mobile 3. Electrification de SCED	Un réseau Télécel pour la communication
Infrastructures communautaires	inexistence de Marché commun, de Magasin de stockage d'aires de séchage et de gare routière	.Construction de Marché commun .Construction des Magasins de stockage .Construction des aires de séchage .Construction de gare routière	1. Marché commun 2. Magasins de stockage 3.Gare routière 4. Aires de séchage	3 Marchés construits 3 aires de séchage construits 1 gare routière construite
ZONE: LIBOKO				
Education	. Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Manque d'eau potable à l'école . Prise en charge des Maitres Parents	.Construction de nouveaux bâtiments scolaire .Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants .Affectation du Personnel qualifié .Prise en charge correct des maitres parents .Formation des Maitres parent .Dotation en Tables Banc .Dotation en matériels didactiques et des cantines scolaires .Construction d'un Forage à l'Ecole	1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés 3. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc 6. Renouvellement du bureau de l'APE 7. Renforcement des capacités des membres de l'APE 8. Dotation en cantine scolaire	Un bâtiment de 3 salles de classes construits 5 logements construits 150 tables bancs fournis 3 Enseignants affectés 3 Maitres parents pris en charge 200 manuels scolaires fournis Un lot de fournitures et matériels didactiques fournis Un forage construit 1 latrine de trois portes construites 5 cantines scolaires dotées
Santé	Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux . Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité Faible performance du comité de gestion (COGES) . Manque de moyen d'évacuation des malades graves	. Construction d'une maternité et extension du bâtiment existant . Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié . Fourniture de moyen d'évacuation des malades . Renforcement des capacités du COGES	1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Ouverture forage 5. Construction nouveau bâtiment 6. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 7. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 8. Electrification de la FOSA	3 membres du personnel soignant qualifié affectés 6 pavillons construits Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée Un forage construit

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
		<ul style="list-style-type: none"> . Ouverture d'un point d'eau . Electrification de la FOSA 		
Eau et assainissement	Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau Manque des Artisans Réparateurs Faible performance du comité de gestion de point d'eau	Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des forages et aménagement des sources 2. Renforcement des capacités du comité de gestion de points d'eau 3. Recrutement et formation d'un Artisan Réparateur 	<p>6 points d'eau et 6 sources d'eau construits (forages et sources aménagées)</p> <p>Un Artisan Réparateur disponible</p> <p>Un comité de gestion opérationnel</p>
Agricole	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	<ul style="list-style-type: none"> . Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semences de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Affectation d'un Technicien d'agriculture pour le suivi 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole 	<p>Un Technicien d'appui aux agriculteurs</p> <p>1 moto dotée</p> <p>500 kg de matériels agricoles disponibles</p> <p>1000 lots de semences améliorées disponibles</p> <p>2 groupements agricoles créés</p> <p>Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place</p> <p>1 magasin de stockage construit</p>
	Faible production animale	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne qualité . Appui à l'amélioration de l'élevage et formation des Eleveurs . Auxiliaire vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire . Organisation des Eleveurs de petits bétails en association 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des enclos et dotation des Eleveurs en géniteurs de race améliorée 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. Affectation d'un Auxiliaire vétérinaire 4. Création des associations des Eleveurs 	<p>250 enclos construits</p> <p>500 géniteurs fournis</p> <p>Une pharmacie vétérinaire construite</p> <p>Un Auxiliaire vétérinaire affecté dans la zone assurant le suivi et l'encadrement des Eleveurs</p> <p>34 associations créées</p>
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	<ul style="list-style-type: none"> . Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers . Acquisition des équipements modernes d'exploitation . Préfinancement des Artisans miniers . Méconnaissance des prix et valeur des diamants 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2. Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels 	<p>4 sessions de formation organisées</p> <p>6 Coopérative créée</p> <p>20 Artisans miniers appuyés</p>
Commercial	Traceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros	<ul style="list-style-type: none"> . Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture des magasins de gros 	<p>4 barrières enlevées</p> <p>2 magasins de gros construits</p> <p>50 bénéficiaires de crédit productif</p>

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	Protection du foret Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de reserves	1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves	2 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 2 sessions de formation organisées
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'analphabétisme féminin	.Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes .Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	40 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit Un centre d'alphabétisation créé et opérationnel
Jeunesse	.Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes .Accès aux emplois salariés .Manque des infrastructures sportives et culturelles	.Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction de foyer rural des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes	1. Création et équipement d'un centre de formation professionnelle, suivi d'affectation des Encadreurs qualifiés 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construction d'un foyer rural jeune	Un centre de formation professionnelle créé 3 aires de jeux créés 1000 jeunes formés en petits métiers 1000 emploi/auto emploi créés 1 foyer rural construit pour jeune
Communication et Energie	.Manque de réseau de télécommunication .Absence d'électricité	.Installation de réseau de Télécommunication (téléphone mobile) . Extension de la zone de couverture de la radio communautaire de Nola jusqu'à Liboko .Installation de l'électricité à Liboko	1. Couverture de la zone par la radio locale 2. Réseau de téléphonie mobile 3. Electrification de Liboko	Antenne de ratio locale est disponible Réseau de téléphonie mobile est disponible L'installation d'électricité est opérationnelle
Transport et réseau routier	.Dégradation avancée de la route	.Réhabilitation de la route pour faciliter la circulation et l'écoulement des produits agricoles	1. Réhabilitation de la route	75 kilomètres de route réhabilités
Infrastructures communautaires	inexistence de Marché commun, de Magasin de stockage d'aires de séchage et de gare routière	.Construction de Marché commun .Construction des Magasins de stockage .Construction des aires de séchage .Construction de gare routière	1. Marché commun 2. Magasins de stockage 3.Gare routière 4. Aires de séchage	1 Marchés construits 150 Magasins de stockage construits 300 aires de séchage construits 1 gare routière construite

ZONE: NGOULO

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Education	<ul style="list-style-type: none"> . Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Manque d'eau potable à l'école Prise en charge des Maitres Parents 	<ul style="list-style-type: none"> .Construction de nouveaux bâtiments scolaire primaire et maternel .Construction de logement pour le Directeur et les Enseignants .Affectation du Personnel qualifié .Prise en charge correct des maitres parents .Formation des Maitres parent .Dotation en Tables Banc .Dotation en matériels didactiques .Construction d'un Forage à l'Ecole 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés 3. Construction des infrastructures scolaires et logements du personnel 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc 6. Renouvellement du bureau de l'APE 7. Renforcement des capacités des membres de l'APE 	<ul style="list-style-type: none"> Un bâtiment de 3 salles de classes construites pour primaire Un bâtiment de l'école maternelle 4 logements construits 150 tables bancs fournis 6 Enseignants affectés : 2 maternelles et 4 primaire 5 Maitres parents pris en charge 950 manuels scolaires fournis Un lot de fournitures et matériels didactiques fournis 5 forages construit 5 latrines de trois portes construites 5 cantines scolaires disponibles
Santé	<ul style="list-style-type: none"> Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux . Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité Faible performance du comité de gestion (COGES) Manque de moyen d'évacuation des malades graves 	<ul style="list-style-type: none"> . Construction des pavillons d'hospitalisation Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié . Fourniture de moyen d'évacuation des malades . Renforcement des capacités du COGES . Ouverture d'un point d'eau . Clôture de la FOSA 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Ouverture forage 5. Construction nouveau bâtiment 6. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 7. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 8. Clôture de la FOSA 	<ul style="list-style-type: none"> 3 membres du personnel soignant qualifié affectés 2 pavillons construits Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée Une clôture construite Un forage construit
Eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Accès à l'eau potable: insuffisance des points d'eau Manque des Artisans Réparateurs Faible performance du comité de gestion de point d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des forages et aménagement des sources 2.Renforcement des capacités du comité de gestion de points d'eau 3. Recrutement et formation d'un Artisan Réparateur 	<ul style="list-style-type: none"> 5 points d'eau construits (forages et sources aménagées) Un Artisan Réparateur disponible Un comité de gestion opérationnel

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Agriculture	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	<ul style="list-style-type: none"> . Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Formation et suivi technique des Agriculteurs . Semences de bonne qualité . Création des groupements agricoles . Ecoulement des produits agricoles . Appui financier 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Affectation d'un Technicien d'agriculture pour le suivi 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole 	Un Technicien d'appui aux agriculteurs 1 moto disponible 500 lots de matériels disponibles 500 kg de semences améliorées disponibles 1 magasin de stockage construit 5 groupements agricoles créés Un mécanisme de financement des activités agricoles mis en place
	Faible production animale	<ul style="list-style-type: none"> . Espèces reproductrices de bonne qualité . Appui à l'amélioration de l'élevage et formation des Eleveurs . Auxiliaire vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire . Dotation des trousseaux de médicament vétérinaire . Organisation des Eleveurs de petits bétails en association 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des enclos et dotation des Eleveurs en géniteurs de race améliorée 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. Affectation d'un Auxiliaire vétérinaire 4. Création des associations des Eleveurs 5. Dotation des trousseaux de médicament vétérinaire 	10 enclos construits 100 géniteurs fournis Une pharmacie vétérinaire construite Un Auxiliaire d'élevage affecté dans la zone assurant le suivi et l'encadrement des Eleveurs 10 associations créées
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	<ul style="list-style-type: none"> . Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers . Acquisition des équipements modernes d'exploitation . Préfinancement des Artisans miniers . Méconnaissance des prix et valeur des diamants 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des Artisans et Ouvriers miniers sur la commercialisation des produits miniers 2. Création de coopérative minière 3. Dotation des Artisans miniers en moyens financiers et matériels 	4 sessions de formation organisées 5 Coopératives créées 50 Artisans miniers appuyés
Commercial	Traceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros	<ul style="list-style-type: none"> . Ouverture des magasins de gros . Suppressions des barrières illégales . Accès au crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suppression des barrières 2. Mise en place d'un système de crédit 3. Ouverture des magasins de gros 	2 barrières enlevées : Ngoulo et Mangolo 2 magasins de gros construits 150 bénéficiaires de crédit productif
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse Gestion participative des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Protection du forêt Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse Délimitation des zones banales et de réserves 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles 3. Délimitation des zones banales et de réserves 	4/an campagnes d'information et de sensibilisation organisées 2/an sessions de formation organisées

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'alphabétisme féminin	.Mise en place: Système de microcrédit pour financer les AGR des femmes .Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle.	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	150 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit Un centre d'alphabétisation créé et opérationnel
Jeunesse	.Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes .Accès aux emplois salariés .Absence de maison des jeunes et des aires de jeux	.Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction d'un foyer rural des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes	1. Création d'un centre de formation professionnelle 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construction d'un foyer rural des jeunes	Un centre de formation professionnelle créé 3 aires de jeux créés 500 jeunes formés en petits métiers 500 emploi/auto emploi créés 1 foyer rural construit pour les jeunes
Communication et Energie	.Manque de réseau de télécommunication .Absence d'électricité	.Installation de réseau de Télécommunication (téléphone mobile) . Extension de la zone de couverture de la radio communautaire de Nola jusqu'à Ngoulo .Installation de l'électricité à NGOULO	1. Extension de la radio locale 2. Couverture de la zone en ligne téléphonique 3. Electrification de Ngoulo	Les réseaux téléphoniques sont disponibles Emission de la radio locale est disponible L'installation de l'électricité est opérationnelle
Infrastructures communautaires	inexistence de Marché commun, de Magasin de stockage d'aires de séchage et de gare routière	.Construction de Marché commun .Construction des Magasins de stockage .Construction des aires de séchage .Construction de gare routière	1. Marché commun 2. Magasins de stockage 3.Gare routière 4. Aires de séchage	Un Marché construit .Un magasins de stockage construit .10 aires de séchage construits .une gare routière construite
ZONE: KOMASSA				
Education	. Accès à l'éducation de qualité: Insuffisance des infrastructures, des Enseignants qualifiés, des mobiliers et matériels didactiques. Faible performance de l'Association des Parents d'Elèves (APE) . Manque d'eau potable à l'école	. Affectation des Enseignants qualifiés . Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents . Construction d'un nouveau bâtiment . Fourniture des tables bancs et mobiliers . Dotation en fournitures scolaires et matériels didactiques . .Construction de forage à l'école Construction des latrines à l'école . Renouvellement du bureau de l'APE et renforcement des capacités de ses membres	1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2.Affectation des Enseignants qualifiés 3. Construction du nouveau bâtiment 4.Fourniture des matériels didactiques 5.Fourniture des mobiliers et tables banc 6. Renouvellement du bureau de l'APE . Renforcement des capacités des membres de l'APE	3 bâtiments de 3 salles de classes construits 180 tables bancs fournis Trois Enseignants affectés Six Maitres parents pris en charge Trois cent manuels scolaires fournis Un lot de fournitures et matériels didactiques fournis Un forage construit Deux latrines à 3 box chacune construites 5 cantines scolaires disponibles

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Santé	Accès aux soins de qualité: insuffisance d'infrastructures, de personnel soignant qualifié, d'équipements et matériels biomédicaux . Insuffisance des produits pharmaceutiques de qualité Faible performance du comité de gestion (COGES) Manque de moyen d'évacuation des malades graves	. Construction des nouveaux bâtiments (médecine et maternité) . Dotation de la FOSA en médicaments essentiels, équipements et matériels biomédicaux . Affectation de personnel soignant qualifié . Fourniture de moyen d'évacuation des malades . Electrification de la FOSA	1. Affectation du personnel qualifié 2. Dotation en moyen d'évacuation des malades 3. Fourniture de médicaments 4. Construction nouveau bâtiment 5. Dotation en équipements, et mobiliers et matériels biomédicaux 6. Renouvellement et renforcement des capacités du COGES 7. Electrification de la FOSA	Quatre membres du personnel affectés Deux nouveaux bâtiments construits Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles Un nouveau bureau du COGES mis en place et une session de formation à leur profit organisée Un système d'électrification solaire est installé
Eau et assainissement	Accès à l'eau potable	Aménager des points d'eau dans la zone (sources aménagées, forage)	1. Construction des forages et aménagement des sources	Six point d'eau construits
	Absence de douches publiques Absence de service d'appui-conseil	Construction des latrines publiques Affectation d'un Technicien en Hygiène et assainissement	2. Construction des latrines publiques 3. Appui-conseil d'un Technicien en Hygiène et assainissement	Six latrines publiques construites Un Technicien d'assainissement affecté dans la zone douze campagnes de sensibilisation organisées
Agriculture	Faible productivité agricole: manque d'encadrement, d'équipements agricoles, manque de crédit agricole	. Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Relance de la culture de rente: cacao . Semences de bonne qualité . Structuration des groupements agricoles	1. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité 2. Affectation d'un Technicien d'agriculture pour le suivi 3. Organisation des producteurs en groupements 4. Mise en place de crédit agricole	Un Technicien d'appui aux agriculteurs 1 moto disponible 1000 kg de matériels agricoles disponibles 1000 kg de semences améliorées disponibles 1 magasin de stockage construit Un système de financement des activités agricoles mis en place
	Faible production animale	. Espèces reproductrices de bonne qualité . Appui à l'amélioration de l'élevage et formation des Eleveurs . Technicien vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire Auxiliaire vétérinaire pour le suivi et les soins des animaux Dotation des trousse de médicament vétérinaire	1. Construction des enclos et dotation des Eleveurs en géniteurs de race améliorée 2. Création d'une pharmacie vétérinaire 3. Affectation d'un Auxiliaire vétérinaire 4. Auxiliaire vétérinaire : suivi et les soins des animaux	45 enclos construits 120 géniteurs fournis Une pharmacie vétérinaire construite Auxiliaire vétérinaire affecté dans la zone assurant le suivi et l'encadrement des Eleveurs
Minier	Prédominance de l'exploitation minière artisanale	. Appui à la structuration des Artisans et Ouvriers miniers	1. Formation des Artisans miniers 2. Organisation des Artisans Miniers	2 sessions de formation organisées 1 Coopérative créée

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
		. Acquisition des équipements modernes d'exploitation Préfinancement des Artisans miniers Méconnaissance des prix et valeur des diamants	en coopérative 3. Création d'un magasin de vente des équipements 4. Mise en place d'un système de crédit et d'épargne	5 magasins d'outillages créés 10 Artisans miniers ayant accès au préfinancement (crédit) dans la zone
Commercial	Manque de marché	. Création d'un marché: construction des infrastructures marchandes (Etalages, magasins, kiosques, dépôts de stockage...) . Construction de latrines	1. Arrêté municipal portant création du marché 2. Construction des infrastructures marchandes 3. Construction de latrines au marché	Un arrêté municipal signé 3 ouvrages marchands construits 15 latrines construites
Environnement	Déforestation Coupe anarchique des essences Feux de brousse	Protection du forêt Reboisement Formation sur les bonnes pratiques culturelles Organisation de la chasse	1. Information/sensibilisation des populations riveraines 2. Formation des communautés sur la gestion durable des ressources naturelles	6 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 6 sessions de formation organisées
Genre	. Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes d'alphabétisme féminin	. Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes . Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle	1. Autonomisation de la femme 2. Création d'un centre d'alphabétisation	50 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit Un centre d'alphabétisation créé et opérationnel
Transport	Enclavement de la zone	Construction de la route reliant Nola à Komassa Construction des ponts	1. Construction de la route et ponts	37 Km de route aménagés avec de la latérite 4 ponts construits
Jeunesse	. Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes . Accès aux emplois salariés . Absence de maison des jeunes et des aires de jeux	. Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Formation des jeunes en petits métiers . Construction d'un foyer rural des jeunes . Création des aires de jeux pour les jeunes	1. Création d'un centre de formation professionnelle 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construction d'un foyer rural des jeunes	Un centre de formation professionnelle créé 10 aires de jeux créés 300 jeunes formés en petits métiers 500 emploi/auto emploi créés 1 foyer rural des jeunes construit
ZONE : MBOUSSA				
Education	Accès à l'éducation de qualité	. Affectation des Enseignants qualifiés . Construction de nouveau bâtiment entre Bango I et Bango II . Réhabilitation de l'école mixte de Koumba . Fourniture des tables bancs et mobiliers . Construction d'un logement pour le	1. Renforcement des capacités et prise en charge des Maitres Parents 2. Affectation des Enseignants qualifiés 3. Construction du nouveau bâtiment 4. Fourniture des matériels didactiques	Un bâtiment de 3 salles de classes 2 bâtiments réhabilités de l'école Koumba 3 logements construits des enseignants 100 tables bancs fournis Six Enseignants affectés Trois Maitres parents pris en charge

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
		Directeur de l'école Renforcement des capacités et Prise en charge des Maitres parents .Construction de forage à l'école	5. Construction logements 6. Fourniture des mobiliers et tables banc	100 manuels scolaires fournis Un forage construit 1 latrine de trois portes construites 5 cantines scolaires disponibles
Santé	Accès aux soins de qualité	.Construction des bâtiments sanitaires à Mboussa Bâtiment vétuste . Manque de médicaments . Manque de personnel soignant qualifié . Manque de moyen d'évacuation des malades . Manque d'équipements biomédicaux .Manque de lumière dans la FOSA	1. Affectation du personnel qualifié 2. Fourniture de médicaments 3. Construction de nouveaux bâtiments (Ngoungourou et Niémélé) 4. Dotation en équipements, mobiliers et matériels biomédicaux 5. Construction d'une forge au sein de la FOSA 6. Electrification de la FOSA	2 bâtiments : un bâtiment de maternité et un pour la consultation Quatre membres du personnel affectés 5 personnels pris en charge 4 latrines construites à l'hôpital de Mboussa Un lot de médicaments sont disponibles dans la FOSA Un lot d'équipements biomédicaux sont disponibles Un système d'électrification solaire est installé Un forage construit
	Taux élevé de mortalité maternelle et infantile	.Manque de moyen d'évacuation des femmes à terme ce qui est à l'origine des accouchements à domicile . Absence de maternité . Manque d'argent pour supporter les frais médicaux	1. Acquisition d'un moyen d'évacuation des malades 2.Construction d'une maternité 3. Accorder des facilités d'accès aux soins pour les femmes	Une motocyclette à 3 roues est disponible Un bâtiment de maternité est construit et équipé 80% des femmes démunies pris en charge sanitaire dans les FOSA
Eau et assainissement	Accès à l'eau potable	Aménager des points d'eau dans la zone	1. Construction du forage 2.Construction des latrines publiques 3. Appui-conseil d'un Technicien en Hygiène et assainissement	Cinq point d'eau construits Dix latrines publiques construites : Koumba 2 ; Mboussa 2 ; Bango I 2 ; Bango II 2 et Domalé 2
	Insalubrité des quartiers et lieux publics Absence de service d'appui-conseil	Construction des latrines publiques Affectation d'un Technicien en Hygiène et assainissement Dotation des détergents pour l'hôpital de Mboussa Construction des latrines à la population		
Agricole	Faible productivité agricole	. Encadrement technique . Equipements et matériels agricoles . Relance de la culture de rente (café et cacao) . Semences de bonne qualité . Appui à la création des groupements et coopératives agricoles	1. Affectation d'un Technicien d'agriculture 2. Dotation en équipements agricoles et semences de bonne qualité	3 Techniciens d'appui aux agriculteurs de la zone 90 kg de matériels agricoles disponibles 90 lots de semences améliorées disponibles

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
	Régression des produits d'élevage des petits ruminants	<ul style="list-style-type: none"> . Suivi vétérinaire des animaux . Création d'une pharmacie vétérinaire . Construction des enclos et acquisition des équipements et matériels d'élevage . Acquisition des géniteurs de bonne race 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction des enclos, acquisition des équipements et des géniteurs 2. Construction d'une pharmacie vétérinaire 3. Affectation d'un Technicien d'élevage 	<p>Trente enclos construits Cent géniteurs acquis 9 Lots d'équipements disponible 3 Auxiliaires vétérinaires opérationnels dans la zone</p>
Minier	Exploitation artisanale Marginalisation des Artisans Miniers	<ul style="list-style-type: none"> . Vulgarisation et respect du droit des artisans miniers . Création des coopératives minières Acquisition des équipements modernes d'exploitation Accès au crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Campagne de sensibilisation 2. Organisation des Artisans Miniers en groupement et coopérative 3. Création d'un magasin de vente des équipements 4. Mise en place d'un système de crédit et d'épargne 	<p>20 campagnes d'information et de sensibilisation organisées Cinq groupements mis en place 5 Coopératives créées 5 magasins d'équipements de production créée : Mboussa ; Ngoungourou ; Niémélé ; Bango I et Bango II Un EMF opérationnel dans la zone</p>
Commercial	<ul style="list-style-type: none"> . Tracasseries routières et policières . Pas de libre circulation . Manque de capitaux . Absence de réseau téléphonique 	<ul style="list-style-type: none"> . Accès aux services financiers de proximité . Promotion de libre circulation des biens de personnes . Aménagement des axes routiers . Elargissement de réseau téléphonique 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enlever les barrières illégales 2. Aménager le réseau routier 3. Mise en place d'un système de financement 	<p>Un Etablissement de Micro finance créé 40 kilomètres de route aménagé 1 barrière supprimée : Loppo</p>
Forêt	Méconnaissance des cahiers de charges et normes d'exploitation par les sociétés forestières	Transparence dans l'exploitation des bois par les sociétés forestières	<ol style="list-style-type: none"> 1. Information/sensibilisation des populations riveraines sur les activités des sociétés forestières 	10 campagnes d'information et de sensibilisation organisées
Genre	<ul style="list-style-type: none"> . Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes . Augmentation du taux de VBG . Augmentation du taux d'alphabétisme féminin 	<ul style="list-style-type: none"> . Mise en place d'un système de microcrédit pour financer les AGR des femmes . Promotion de Droit de la femme . Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle . Prise des mesures de protection des femmes 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Autonomisation de la femme 2. Promotion de Droit et protection de la femme 3. Création d'un centre d'alphabétisation 	<p>120 AGR créées grâce à l'octroi d'un microcrédit : Mboussa 50 ; Ngoungourou 20 ; Niémélé 25 ; Bango I 10 et Bango II 15 20 campagnes de sensibilisation organisées Un centre d'alphabétisation créé et opérationnel</p>
Gouvernance et Droits de l'Homme	<ul style="list-style-type: none"> . Pas de libre circulation . Absence de carte d'identité Nationale . Non-respect des droits de l'homme 	<ul style="list-style-type: none"> . Suppression des barrières de contrôle . Facilité les conditions de délivrance des cartes d'identité nationale . Respect des textes en vigueur en matière des droits de l'Homme 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suppression des barrières illégales 2. Délivrance des cartes d'identité 3. Respect des droits de l'Homme 	<p>24 campagnes d'information et de sensibilisation organisées 1 barrière supprimée : Loppo Nombre de cartes d'identité délivrées :</p>

Secteurs	Problèmes identifiés	Besoins exprimés	Priorités	Indicateurs de résultats
Jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> .Manque d'emploi pour les Jeunes .Augmentation du taux d'analphabétisme .Délinquance juvénile .Absence de centre de formation en petits métiers 	<ul style="list-style-type: none"> . Promotion de la réinsertion socioéconomique des jeunes . Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnelle . Création d'un centre de formation des jeunes en petits métiers . Création des aires de jeux pour les jeunes .Construction de foyer rural des jeunes 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création d'un centre de formation professionnelle 2. Réinsertion des jeunes 3. Création des aires de jeux 4. Construire un foyer rural pour les jeunes 5. Création d'un centre d'alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> Un centre de formation professionnelle créé à Koumba 1 foyer rural construit Un centre d'alphabétisation créé Trois aires de jeux créés : Mboussa 1 ; Ngoungourou 1 ; Bango 1 120 jeunes formés en petits métiers 120 emploi/auto emploi créés

Tableau n°22: Synthèse du Diagnostic Participatif par secteur

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGEES
ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE				
Education	Difficile Accès à l'éducation de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de bâtiments scolaires et de personnel enseignant qualifié ; - Recrudescence du phénomène des Maitres-Parents mal formés, non recyclés et non pris en charge ; - Insuffisance de tables – bancs et de matériels didactiques ; - Absence d'un point d'eau potable ; - Danger par la traversée du grand fleuve par les élèves. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pléthore des élèves par salle de classe ; - Suivi peu efficace des élèves par les enseignants ; - Découragement et démission des MP ; - Baisse de niveau des élèves et difficulté d'assimilation des leçons ; - Augmentation du taux de maladie liée à l'eau ; - Irrégularité des élèves au cours ; - Non prise en charge des frais scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des salles de classes supplémentaires ; - Affecter d'enseignants supplémentaires qualifiés ; - Renforcer en équipements et matériels de formation ; - Renforcer les capacités des Maitres-Parents ; - Construire point d'accès à l'eau potable dans les écoles ; - Prendre dans une certaine mesure en charge les frais scolaires par la municipalité ou quasi-gratuité.
	Faible scolarisation et de déperdition scolaire des enfants vulnérables en particulier des filles	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des actes de naissance des enfants ; - Orientation des enfants dans les activités minières et champêtres - Eloignement des écoles des lieux d'habitation (parfois + de 5 Km) ; - Absence des cantines scolaires ; - Pauvreté et vulnérabilité de certains parents. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé d'analphabétisme ; - Développement du phénomène de travail des enfants. - Orientation des enfants dans les activités minières et champêtres ; - Taux élevé d'analphabétisme en milieu jeune ; - Augmentation du banditisme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la délivrance des actes de naissance aux enfants ; - Relever le taux d'achèvement du Fondamental 1. - Promouvoir l'école de proximité ; - Soutenir la scolarisation en faveur des enfants vulnérables et des filles par des mesures d'accompagnement ; - Lutter contre tout acte d'injustice
Santé	Faible prise en charge des populations dans les FOSA	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de matériels, mobiliers et équipements bio médicaux ; - Insuffisance de personnel qualifié ; - Faible capacité d'accueil ; - Insuffisance/manque de médicaments essentiels ; - Eloignement des Formations Sanitaires de certaines maisons d'habitation ; - Prix très élevés des produits pharmaceutiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficile accès des populations aux services de santé en particuliers les plus pauvres ; - Recours à des soins non appropriés offerts par les tradi-praticiens ; - Augmentation de taux de malnutrition; - Automédications. 	<ul style="list-style-type: none"> - Equiper les FOSA en matériels et équipements biomédicaux - Affecter un personnel qualifié - Approvisionner les FOSA en médicaments essentiels - Réhabilitation et/ou construction des FOSA

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
	Nombreux cas de mortalités maternelles, infantile et de mortalité due aux maladies transmissibles	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises prises en charge sanitaires ; - Manque de médicaments de qualité dans les FOSA, quasi inexistence des pharmacies ; - Impossibilité de transfert des malades à temps réel à l'Hôpital préfectoral de Nola (manque de moyens logistiques et difficultés de traversée de la rivière). 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du nombre de la population active pouvant participer activement aux actions de développement de la commune de Nola. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dotation du district sanitaire en moyens logistique pour le transfèrement des cas graves dans les FOSA de référence - Approvisionnement des FOSA en médicaments essentiels pour les premiers soins - Présence permanente d'un personnel qualifié - Sensibilisation et communication pour un changement de comportement face la prévalence du VIH/ SIDA - Subvention pour la prise en charge des enfants et personnes vulnérables
	Forte prévalence du paludisme et de la diarrhée	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse de la protection contre la contamination et le paludisme ; - Consommation de l'eau insalubre ; - Manque de médicaments ; - Pauvreté des parents en ressources financières pour la prise en charge. 	<ul style="list-style-type: none"> - Affaiblissement de la force de travail ; - Faible performance et mauvaise qualité du capital humain ; - Augmentation du nombre de malnutries dans la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Communication/sensibilisation sur le paludisme; - Promotion et actions de lutte contre insalubrité et de drainage des eaux usées; - Sensibilisation sur l'alimentation et contre la malnutrition dans les FOSA.
Eau, Hygiène et Assainissement	Précarité de l'approvisionnement en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de système d'Adduction d'Eau Potable (AEP) ; - Insuffisance des points d'accès à l'eau potable (forages, sources aménagées) ; - Eloignement des points d'eau de certaines maisons d'habitation ; - Longue file d'attente devant les points d'eau ; - Privatisation des pompes d'eau par les propriétaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les points d'eau existants ne permettent pas de satisfaire les besoins en eau de consommation ; - La majorité de la population fait recours à d'autres sources d'alimentation en eau (puits traditionnels, eau de pluie, cours d'eau, sources non aménagées) ; - Multiplication des maladies diarrhéiques et hydriques - .Incompréhension entre les terres siens et la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation d'un système d'adduction d'eau potable - Réhabilitation des anciens forages - Construction de nouveaux forages - Réhabilitation et/ou aménagement de sources - Mise en place de comités de gestion - Formation des membres de COGES

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
	Situation en matière d'hygiène et assainissement est critique	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence des ouvrages de drainage des eaux pluviales, de traitement des eaux usées et de collecte des ordures ; - Faible proportion de la population dispose des LTA ; - Les latrines utilisées ne répondent pas aux normes exigées en matière d'hygiène ; - Absence des agents d'hygiène et d'assainissement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Phénomène d'insalubrité très répandu dans la commune ; - Inondation fréquente en période pluvieuse affectant la plupart des quartiers ; - Multiplication des moustiques vecteurs de contamination au paludisme ; - Méconnaissances de la population en matière d'hygiène et d'assainissement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et assainissement ; - Recruter un technicien d'hygiène et d'assainissement ; - Initier et appliquer des pénalités en cas de non-respect des règles d'hygiène et d'assainissement.
Emploi et Formation professionnelle	Faible capacité d'accueil du secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique d'autonomisation et d'auto-emploi des groupes vulnérables ; - Inexistence d'une politique d'accès aux AGR, aux services financiers de proximité, de promotion et de gestion des micros entreprises et de développement professionnel; - Inexistence des centres de formation en petits métiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage élevé ; - Faible niveau de revenus des populations ; - Manque d'emplois décents au profit des populations les plus démunies et des groupes vulnérables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des centres de formation en petits métiers ; - Appui à la mise en place des caisses de résilience pour les activités génératrices de revenus - Formation des jeunes sur les thématiques d'entrepreneuriat et de petits métiers
PROFIL ECONOMIQUE				
Secteur agricole	Faible Productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Prédominance des cultures vivrières et faible développement des cultures de rente ; - Moyens de production vétustes et rudimentaires ; - Absence de crédit agricole ; - Dégénérescence des semences ; - Insuffisance d'encadrement technique ; - Faible capacité des infrastructures de stockage, conservation et de transformation ; - Circuits de commercialisation peu organisés et peu maîtrisés ; - Manque d'approvisionnement ; - Non-respect du calendrier agricole par les partenaires (FAO) dans le cadre de 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible rendement agricole et faible revenus ; - Pénibilité des activités agricoles ; - Désintéressement des jeunes ; - Techniques culturales peu maîtrisées ; - Faible structuration du secteur ; - Faible rendement dans la production ; - Désintéressement ou démotivation des planteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser du système de financement adapté pour le rééquipement en matériels agricoles, l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits ; - Mettre à disposition des semences de variétés améliorées ; - Relancer les cultures d'exportation (Café, cacao) ; - Promouvoir la production et la transformation des produits agricoles ; - Améliorer l'encadrement - Respecter le calendrier agricole pour la distribution des semences - Promouvoir les variétés précoces.

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
Secteur agricole		<ul style="list-style-type: none"> - distribution des semences ; - Cycle végétatif trop long (Café et cacao). 		
	Faible productivité animale	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'encadrement technique et d'appui-conseil aux éleveurs ; - Manque de produits vétérinaires ; - Difficulté d'accès des éleveurs sédentaires en refuge à l'étranger (carrefour Béya), insécurité et tracasseries policières sur les parcours ; - Inexistence des services (centres) appropriés pour la transformation et la conservation des produits d'élevage ; - Absence des campagnes de vaccination ; - Manque de géniteurs de variété améliorée 	<ul style="list-style-type: none"> - Emergence et réémergence des épidémies ; - Pertes importantes des cheptels et décapitalisation des éleveurs ; - Rareté et cherté de la viande bovine ; - Faible revenus des éleveurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le retour des éleveurs sédentaires ; - Lutter contre les épidémies ; - Appuyer les éleveurs à restructurer le secteur de l'élevage
	Faible productivité de la pêche et de l'aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de l'encadrement technique, de formation et d'appui-conseil ; - Moyens de production rudimentaires ; - Manque d'organisation des acteurs de la filière ; - Techniques rudimentaires de capture et de conservation des produits ; - Manque des alevins ; - Absence d'intrants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance/manque de connaissance sur l'état des ressources et techniques de production ; - Faible production et faible revenus. Pertes par rapport aux difficultés de conservation ; - Rareté des produits piscicoles ; - Faible rendement entraînant le fort taux de mortalité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des acteurs de la filière pêche ; - Relancer et développer l'aquaculture par l'appui au renforcement des capacités techniques, matériels, organisationnel et financiers des acteurs de la filière piscicole ; - Approvisionner en alevin ; - Allouer des crédits aux pisciculteurs.

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
Secteur du tourisme et de l'Artisanat	Faible performance du secteur touristique et artisanal	<ul style="list-style-type: none"> - Insécurité ; - Faiblesse des infrastructures touristiques ; - Faible valorisation du potentiel touristique et artisanal ; - Faible capacité des services en charge du secteur ; - Insuffisance des actions de promotion du secteur ; - Faible implication des communautés - Absence de valorisation des potentielles touristiques et artisanales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible contribution du secteur aux recettes de la municipalité ; - Faible niveau de production artisanale ; - Faible niveau de revenus monétaires des populations ; - Pression des communautés sur les ressources forestières et fauniques - Faible productivité des activités touristiques et artisanales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des actions et les produits touristiques et artisanaux et promouvoir l'accompagnement touristique de la commune ; - Renforcement des capacités techniques, matérielles et logistiques des services en charge du tourisme et de l'artisanat ; - Développer le tourisme pro-pauvre au profit des communautés locales ; - Augmenter et moderniser les infrastructures touristiques et artisanales ; - Renforcer les capacités des Artisans et autres opérateurs du secteur ; - Promouvoir les ressources et produits touristiques et artisanaux sur le plan national et international
Secteur minier	Gouvernance du secteur Prédominance de la production artisanale	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité technique et opérationnelle des services de contrôle et de la lutte contre la fraude minière ; - Utilisation de l'équipement minier artisanal ; - Faiblesse des Artisans Miniers due au manque de connaissances techniques, des moyens appropriés de production, capacité de la gestion financière ; - Faible structuration des acteurs du secteur ; - Insuffisance des bureaux d'achats. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible productivité des Artisans miniers ; - Faible contribution du secteur aux recettes de la municipalité ; - Faible niveau de production minière ; - Faible niveau de revenus monétaires des populations ; - Développement de la fraude minière ; - Faible niveau des revenus des producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les artisans miniers en groupements et coopérative - Renforcer les capacités organisations des coopératives - Mettre en places des caisses de résilience du secteur minier - Renforcer les capacités des services en charge du contrôle et de répression ; - Créer des bureaux d'achats dans la localité ; - Sensibiliser sur le respect des textes légaux par les acteurs miniers.

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
Secteur commercial	Traceries routières Faiblesse des capitaux Absence de magasins de gros Renforcement des capacités des opérateurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplicité des barrières illégales ; - Absence de guichets de Banques et d'Établissements de Micro Finance (EMF) ; - Manque de structure d'encadrement des Acteurs Economiques Locaux (AEL) ; - Méconnaissance des droits et devoirs des AEL 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible contribution du secteur aux recettes de la municipalité ; - Hausse des prix des produits de première nécessité ; - Accentuation du phénomène de thésaurisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation, pladoyer pour la levée des barrières illégales ; - Ouvrir des guichets de Banque et/ou d'Établissement de Micro Finance ; - Promotion des magasins de vente en gros ; - Renforcer les capacités des opérateurs économiques en culture entrepreneuriale, culture financière, comptabilité simplifiée et marketing action commerciale ; - Sensibiliser les Acteurs Economiques Locaux sur les législations en cours en matière de fiscalité.
Secteur Forestier (sylvicole)	Accès et gestion des ressources provenant de l'exploitation forestière Exploitation irrationnelle des ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance du contenu des Permis d'Exploitation et d'Aménagement des SF ; - Centralisation des taxes d'abattage au niveau de la Banque Centrale ; - Procédures complexes d'accès aux taxes d'abattage ; - Insuffisance de moyens de subsistance des communautés ; - Non-respect des cahiers de charge par les exploitants forestiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible investissement au profit des populations des zones d'exploitation forestière ; - Paupérisation des communautés riveraines ; - Accroissement du phénomène de braconnage ; - Destruction des potentialités forestières ; - Exploitation abusive de toute nature. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un cadre permanent de communication sur la gestion transparente des ressources forestières et fauniques de manière participative (bois, faune, PFNL,...) ; - Sensibilisation de la population sur les dispositions en vigueur en matière d'exploitation forestière - Renforcer les capacités des services de suivi et de contrôle ; - Formation des membres du conseil municipal et leaders d'opinions sur les textes de loi de gestion des ressources forestières.

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A L'ECONOMIE				
Transport et Réseau routier	Dégradation avancée du réseau routier Difficile Traversée des rivières Mambéré et Kadeï Manque de transporteurs des biens et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des ressources de la commune pour entreprendre des investissements de grandes envergures ; - Domaines de compétences limitées de la commune ; - Manque d'équipements (engins) pour la construction et l'entretien des routes ; - Départ massif des Transporteurs vers le Cameroun. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de mortalité maternelle et infantile élevé ; - Décès des malades dus au problème de traversée à des heures tardives ; - Augmentation des prix des produits de première nécessité ; - Coûts de transport des biens et des personnes élevés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des ponts sur les rivières Mambéré et Kadeï ; - Aménagement des ouvrages d'arts ou franchissement - Réhabilitation des pistes rurales - Dotation de la commune en engins de construction et d'entretien des pistes rurales;
Etablissement financier: banque, EMF	Faible culture d'épargne Manque de mécanisme de financement de l'économie locale	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence de guichets de Banques classiques et d'Etablissements de Micro Finance (EMF) 	<ul style="list-style-type: none"> - Accentuation du phénomène de thésaurisation ; - Faible performance des activités économiques ; - Dilapidation, vol, perte des ressources financières. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la mise en place des caisses de résiliences - Des établissements de microfinance de proximité
Communication et Energie	Electrification de la commune Faible performance du secteur de la communication	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des ressources de la commune pour entreprendre des investissements de grandes envergures ; - Domaines de compétences limitées de la commune ; - Insuffisance des moyens pour le travail et la prise en charge du personnel de la radio locale ; - Absence d'antennes – relais pour la radio ; - Absence de prise en charge du personnel de la radio. 	<ul style="list-style-type: none"> - Impossibilité d'implantation des unités de production; - Non accès aux Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) ; - Faible couverture de la commune par la radio locale ; - Inexistence des grandes entreprises et industries ; - Inaccessibilité de certaines zones à la radio locale pour les informations de proximité ; - Démotivation des membres du personnel de la radio 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités technique, matérielle, logistique et financière de la radio locale ; - Promouvoir les NTIC ; - Développement de système solaire pour Electrifier toutes les zones de la ville de Nola ; - Etendre la couverture régionale par la radio ; - Prendre en charge le personnel de la radio locale.
Ouvrages communautaires	Quasi-inexistence des infrastructures communautaires Vétusté des ouvrages existants	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de politique d'investissement en la matière. 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte des produits agricoles ; - Mauvaise qualité des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des ouvrages communautaires : marchés, Magasins de stockage, Aires de séchage, Gare routière,...

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
ASPECTS MULTICULTURELS ET THEMES TRANSVERSAUX				
Genre	<p>Autonomisation de la femme</p> <p>Analphabétisme des femmes</p> <p>Violence Basée sur le Genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'appui financier aux Activités Génératrices de Revenus des femmes ; - Persistance des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles ; - Existence des tabous et préjugés socio-culturels ; - Difficulté d'accès des filles et de leur maintien à l'école ; - Rapports sexuels et taux élevé de mariages précoces ; - Non-respect des valeurs traditionnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté et disparité socio-économique élevées ; - Faible représentation des femmes dans les instances communales ; - Faiblesse de pouvoir économique des femmes ; - Faible niveau d'instruction des filles ; - Manque de responsabilité des hommes et femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un système de micro crédit pour financer les AGR des femmes (promotion de l'entrepreneuriat féminin) ; - Créer un centre d'alphabétisation fonctionnelle ; - Sensibilisation et Vulgariser les textes et lois sur la protection de la femme et les formes de VBG.
Environnement	Destruction de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation anarchique des ressources naturelles ; - Insuffisance des ressources humaines qualifiées, de moyens logistiques et matériels dans le domaine de l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de la biodiversité ; - Dégradation progressive du cadre de vie, du sol ; - Changement climatique ; - Taux élevé de mortalité et de la famine - Disparition des certaines espèces animales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser au changement de comportement de la population en faveur d'une gestion durable de l'environnement ; - Renforcement des capacités d'actions précoces pour répondre efficacement aux conséquences des changements climatiques ; - Faire respecter les textes en vigueur dans l'exploitation forestière ; - Sensibiliser la population.
Paix, Sécurité et Cohésion Sociale	Fragilité de la cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Cohabitation précaire entre les communautés ; - Non-respect du droit de retour aux propriétés privées et publiques ; - Pas de libre circulation dans certaines contrées de la commune pour une catégorie de la population ; - Pas d'appui financier et technique des autorités locales vis-à-vis des organisations locales de la société civile pour la cohésion sociale ; - Absence de la séparation du pouvoir de la collectivité locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Certains ressortissants de la commune sont toujours hors de leur terroir ; - Réticence d'acceptation des retournés dans certaines localités de la commune ; - Insuffisance de la sensibilisation pour la cohésion sociale ; - Abus d'autorité dans la localité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale ; - Communication, sensibilisation sur le changement de comportement et du vivre en paix entre les communautés à travers la libre circulation des biens et des personnes - Communication pour le respect des autorités locales et les lois de la République

SECTEURS	PROBLÈMES	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ENVISAGÉES
Gouvernance et Droits de l'Homme	Violation des Droits humains	<ul style="list-style-type: none"> - Détenion arbitraire ; - Tracaceries policières ; - Non-respect des législations en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> - Frustration des populations ; - L'injustice ; - Torture. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et communication sur la promotion des droits de l'Homme ; - Formation sur les procédures et lois sur les droits de l'homme
Jeunesse et petite enfance	<p>Accès aux emplois salariés</p> <p>Manque d'infrastructures sportives et culturelles</p> <p>Délivrances d'actes de naissance</p> <p>Encadrement de la petite enfance</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de centre de formation professionnelle pour les Jeunes ; - Pauvreté des parents ; - Eloignement du centre d'état civil ; - Insuffisance des jardins d'enfants, des Monitrices et manuels ; - Manque d'application de l'article 11 du code de travail ; - Insuffisance des installations sportives. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage élevé des Jeunes ; - Déshérence des jeunes ; - Beaucoup d'enfants ne sont pas inscrits faute d'actes de naissance ; - Les jeunes se spécialisent de plus en plus dans les activités minières ; - Développement du phénomène de travail des enfants, ces derniers accompagnent leurs parents aux champs et dans les chantiers de diamant et or ; - Sources de pauvreté et des conflits ; - Faible niveau des activités sportives ; - Très peu des sportifs de talent. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de centre de formation des jeunes en petits métiers ; - Former les jeunes aux petits métiers ; - Construire une maison des jeunes ; - Créer des aires de jeux pour les jeunes ; - Renforcer les capacités du SDE en charge de la jeunesse (personnel, équipements,...) ; - Créer et équiper des jardins d'enfants ; - Créer des centres secondaires d'Etat Civil dans les zones; - Organiser des audiences foraines pour la délivrance des actes de naissance ; - Faire appliquer la législation sur le travail (article 11) en vue de valoriser la main d'œuvre locale ; - Faire respecter la convention collective du travail.

CHAPITRE 3 : VISION ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

3.1. Vision de développement du PDL

La Commune de Nola sera reconnue comme une Communauté active, ouverte et novatrice pour les dix prochaines années avec la volonté collective et manifeste de la communauté entière. “D’ici dix (10) ans, soit en 2029, la Commune de Nola sera une société où règne la cohésion sociale, où les activités génératrices de revenus sont promues et où des infrastructures communautaires et des services de base y sont développés et enfin, où une bonne gestion de l’environnement est assurée”.

Cette vision répond aux profonds besoins d’accès aux services de santé de base, à l’éducation, à l’eau potable, aux intrants et produits agro-pastoraux, au développement des AGR, au respect des règles éthiques et du genre, et à la bonne gouvernance exprimée par les populations.

3.2. Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques pour le développement local de la commune sont définies à partir de la synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces. Le présent Plan de Développement Local (PDL) se décline en quatre (4) Axes d’intervention prioritaires et visent à relever les défis majeurs que constituent la relance économique et la réduction sensible de la pauvreté. Ces axes sont définis dans le tableau ci – après avec leurs corollaires notamment les objectifs, actions et les indicateurs associés.

3.3. Analyse de la cohérence avec les orientations nationales et internationales

Les différents axes stratégiques s’alignent avec les piliers du Plan National de Relèvement et de la Consolidation de la Paix 2017-2021 (RCPCA), de la République Centrafricaine.

Les différents piliers sont:

- (i) **Pilier 1** : Restaurer la paix, la sécurité et la réconciliation,
- (ii) **Pilier 2** : Renouveler le contrat social entre l’Etat et la population,
- (iii) **Pilier 3** : Promouvoir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

Ces différents piliers prennent en compte les thématiques transversales relatives à l’environnement, au genre et aux droits humains.

L'élaboration du plan de développement local (PDL), vise à répondre à des préoccupations précises de développement local tenant compte des potentialités des différentes zones de la commune et aussi à réduire sensiblement la pauvreté. En ce sens, le PDL permet:

- à la commune de Nola de disposer des cadres uniques de référence en matière de politique de développement local;
- de doter la commune d'un cadre cohérent de politique social et économique en vue d'un développement durable ;
- d'assurer la cohérence avec tous les programmes et projets en cours ou à venir dans le contexte de la réduction de la pauvreté et donc, dans le cadre des grands axes stratégiques du RCPCA;
- de créer un cadre de mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) auxquels la RCA a souscrit ;
- de doter, enfin, la commune d'un instrument de plaidoyer et de négociation avec les partenaires au Développement pour la mobilisation des ressources.

3.4. PRIORITES DU PLAN

Les consultations populaires et participatives ont abouti au choix des différentes options stratégiques pour la résolution consensuelle des problèmes prioritaires pour le développement de la commune allant de 2019 à 2028.

Les priorités du Plan de développement de la Commune, va s'appesentir sur les secteurs d'activités relevant du domaine de sa compétence. Les actions faisant l'objet de priorisation, sont ceux qui ce veut réalistes, réalisables et à impact rapide. Elle sera fonction d'une part de la capacité de la Commune au co-financement et d'autre part par le positionnement des partenaires sur un certains nombre de projet. De ce fait, le tableau ci-après, s'adosse sur la programmation décennale issu du diagnostic participatif ou toute l'expression des besoins de la population a été repretotiés. Il se présente dans les grandes options stratégiques prioritaires des populations, déclinées en (i) secteur d'activités prévues, (ii) période d'exécution, (iii) budget estimatif, (iv) source de financement et les responsables.

Les différents devis estimatifs correspondants aux projets ou actions vont être présentés dans un autre document, afin d'être pris en compte de manière progressive dans le budget de la commune, pour sa mise en œuvre.

Tableau n°23: Axes stratégiques

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE			
AXE 1 : RENFORCEMENT DE L'ACCES DES POPULATIONS AUX SERVICES SOCIAUX ESSENTIELS (DE BASE)			
SECTEUR DE L'EDUCATION²			
OBJECTIF : AMELIORER L'OFFRE D'EDUCATION ET DE FORMATION			
1 Améliorer les compétences techniques du personnel enseignant et renforcer leur effectif	Avoir un nombre suffisant de personnel enseignant qualifié	<ul style="list-style-type: none"> - Recycler et régulariser le statut des Maitres-Parents, - Recruter et former les Maitres parents - Affecter les enseignants dans les écoles 	50 Maîtres-Parents recyclés et pris en charge ; 76 enseignants recrutés, formés sont affectés dans les écoles de la commune de Nola
2 Améliorer la capacité d'accueil des établissements scolaires et garantir une scolarisation universelle	<ul style="list-style-type: none"> - les bâtiments sont réhabilités et des nouvelles salles de classe construites au F1 et F2 ; - les infrastructures sportives, sanitaires (latrines) et des forages sont construits dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et sensibiliser les potentiels contributeurs pour la participation communautaire ; - Mettre en place d'une stratégie de mobilisation des ressources ; - Réhabiliter les infrastructures ; - Construire des nouvelles salles de classes, des latrines et forages ; - Equiper des écoles en mobiliers, manuels scolaires et didactiques ; - Soutenir la scolarisation en faveur des enfants vulnérables par des mesures d'accompagnement : cantines scolaires, couverture sanitaire, bourse ; -Créer un fonds spécial pour la scolarisation des filles 	29 bâtiments scolaires réhabilités/construits 10 latrines construites dans les écoles 8 forages construits dans les écoles 3570 mobiliers fournis 75950 manuels scolaires et didactiques fournis 30 cantines scolaires créées.
3 Promouvoir le droit à l'éducation et à l'instruction pour chaque enfant avec un accent sur la scolarisation des filles	<ul style="list-style-type: none"> - Les droits de chaque enfant à l'éducation et à l'instruction sont compris et respectés par les tous ; - Les enfants jouissent de leurs droits à l'éducation et à l'instruction 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur le droit à l'éducation pour tous et sur la scolarisation des jeunes filles ; - Informer les populations sur le caractère obligatoire de l'éducation au niveau fondamental et les conséquences pénales inhérentes au refus des parents de scolariser leurs enfants ; - Former les APE à la gestion des établissements scolaires et à la vigilance par rapport à la fréquentation scolaire des enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> - 72 campagnes d'information et de sensibilisation organisées ; - 41 APE formées ; - Taux de scolarisation.

² Assurer une couverture éducative globale et un enseignement de qualité à tous les enfants des deux sexes quel que soit leur lieu de résidence et améliorer la qualité de l'enseignement, accroître la capacité d'accueil du système éducatif dans son ensemble.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
4 Promouvoir l'alphabétisation des adultes	Le taux d'analphabétisme des adultes est réduit	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des centres d'alphabétisation fonctionnelle - Recruter et former les Moniteurs et Monitrices - Doter les centres en matériels didactiques spécifiques ; - Développer une stratégie d'alphabétisation fonctionnelle et intensive ; - Former aux thématiques sur l'agriculture, la santé, l'hygiène et l'assainissement, la protection de l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - 12 centres créés et équipés - 28 Moniteurs et Monitrices recrutés et formés ; - 1000 adultes alphabétisés
SECTEUR DE LA SANTE³			
OBJECTIF : RENFORCER L'OFFRE DE SERVICES DE SANTE			
1 Améliorer les compétences techniques du personnel soignant et renforcer leur effectif	Un effectif suffisant de personnel soignant qualifié est opérationnel	Recycler le personnel soignant existant et en recruter, former et affecter d'autres	<ul style="list-style-type: none"> - 28 personnels soignants recyclés, formés et prise en charge ; - 18 personnels soignants qualifiés formés, recrutés et affectés dans les FOSA de la commune de Nola.
2 Améliorer la capacité d'accueil des FOSA et leur opérationnalité	Les FOSA sont dotées d'infrastructures et d'équipements adéquats ; Les capacités d'accueil des FOSA sont accrues	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les infrastructures existantes - Construire des structures de santé selon les normes requises - Equiper et doter les FOSA en matériels techniques biomédicaux, médicaments essentiels et consommables ; - Renforcer en moyens logistiques 	<ul style="list-style-type: none"> - 6 FOSA réhabilitées; - 18 FOSA construites; - 24 lots d'équipements biomédicaux, consommables et médicaments fournis ; - Ambulance pour l'Hôpital secondaire de Nola, et 10 motocyclettes pour les autres FOSA.
3 Réduire la mortalité liée aux maladies transmissibles et non Transmissibles	Un paquet minimum d'activités de soins selon les normes est offert dans les formations sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des mutuelles de santé - Promouvoir les pratiques familiales essentielles et l'intégration du contrôle de la malnutrition - Sensibilisation / prévention transmission du VIH/SIDA et PTPE, médicaments essentiels et consommables - Renforcer la prise en charge de PVVIH I - Prévenir la transmission du VIH/SIDA et renforcer en moyens médicaux, médicaments essentiels et consommables - Renforcer la prise en charge des PVVIH. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de réduction du paludisme - Nombre des PVVIH prises en charge - 62 campagnes de sensibilisation organisées; - Taux de réduction de la mortalité maternelle et infantile et du taux de morbidité générale.

³Composante essentielle de la lutte contre la pauvreté qui contribue à la qualité du capital humain. Lorsque les populations jouissent d'une bonne santé, elles sont valides et participent activement et de manière optimale aux actions du développement de la commune.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
SECTEUR DE L'EAU, DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT			
OBJECTIF : GARANTIR L'EAU POTABLE A TOUS, PROMOUVOIR L'HYGIENE ET L'ASSAINISSEMENT			
1 Améliorer l'accès de la population à l'eau potable	Les villages sont dotés de points d'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les forages existants - Construire des nouveaux forages - Constituer et former les comités de gestion des points d'eau - Recruter et former des Artisans Réparateurs des forages 	27 forages réparés 84 nouveaux points d'accès à l'eau potable implantés (Sources naturelles aménagées, forages, puits modernes) 14 comités constitués et formés, 28 Artisans réparateurs recrutés, formés sont opérationnels.
2 Améliorer l'assainissement du milieu	Des infrastructures d'assainissement de base sont disponibles et fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer des capacités des acteurs de l'assainissement - Promouvoir l'hygiène et l'assainissement au niveau communautaire (Assainissement Total Piloté par la Communauté) - Réhabiliter/construire des ouvrages des latrines publiques - Construction des points de décharges publiques des déchets ménagers 	24 sessions de formation et de sensibilisation 27 ouvrages réhabilités. 96 ouvrages construits
SECTEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
OBJECTIF : AMELIORER LA CAPACITE D'EMPLOI ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE			
Améliorer la contribution de la population au développement de la commune.	Des emplois dans divers domaines sont créés et le revenu des populations est amélioré.	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des espaces d'information et de communication sur l'emploi et les carrières ; - Créer un centre d'apprentissage de métiers et d'insertion professionnelle ; - Offrir des crédits d'insertion professionnelle ; - Favoriser les AGR ; - Assurer le suivi des formations et insertions 	Le taux de fréquentation des espaces d'information et de communication ; Nombre de crédits offerts ; Nombres de jeunes formés et insérés.
PROFIL ECONOMIQUE			
AXE 2 : RELANCE DE L'ECONOMIE LOCALE			
SECTEUR DE L'AGRICULTURE			
OBJECTIF : DIVERSIFIER ET INTENSIFIER L'AGRICULTURE FAMILIALE, RELANCER LES CULTURES DE RENTE			
1 Améliorer les performances techniques des agriculteurs	Les agriculteurs de la commune sont dotés d'aptitudes techniques	<ul style="list-style-type: none"> - Former en techniques culturales. - Organiser les agriculteurs en groupements et coopérative 	<ul style="list-style-type: none"> - 24 sessions de formation organisées - 84 groupements agricoles créés. - 6 coopératives créées
2 Créer des valeurs ajoutées agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Le circuit de commercialisation mieux organisé et maîtrisé 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un système de collecte et de stockage des produits agricoles - Rechercher des débouchés par type de produit pour des ventes organisées. 	-

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
		- Organiser l'appui logistique pour l'écoulement des produits	
SECTEUR DE L'ELEVAGE			
OBJECTIF : DEVELOPPER LE PETIT ELEVAGE			
1 Améliorer les performances techniques des éleveurs pratiquant le petit élevage	Les éleveurs de la commune sont dotés d'aptitudes techniques	- Former des éleveurs sur les techniques et pratiques du petit élevage ; - Organiser les éleveurs en groupements pastoraux	- 890 éleveurs formés - 130 groupements pastoraux créés. - 28 Techniciens mobilisés au niveau de la commune pour l'encadrement technique des éleveurs de petit bétail.
2 Créer et organiser le circuit de commercialisation des produits d'élevage	Circuit de distribution des produits du petit élevage organisé	- Créer des points de vente - Organiser les éleveurs en unité de production. - Rechercher des débouchés pour les produits du petit élevage	- 40 points de vente des produits du petit élevage dans les marchés et auprès de certains opérateurs. - Nombre de têtes vendues.
SECTEUR DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT			
OBJECTIF : PROMOUVOIR L'ECOTOURISME ET L'ARTISANAT			
1 Développer et rendre compétitifs les produits touristiques et artisanaux	Le nombre des Touristes ainsi que les revenus issus de cette activité sont élevés	- Renforcer les capacités techniques du service en charge du tourisme - Renforcer les capacités des Artisans et autres opérateurs du secteur - Mettre en place des infrastructures touristiques et artisanales - Valoriser les sites touristiques et les produits artisanaux ; - Promouvoir les ressources et produits touristiques et artisanaux de la commune sur le plan national et international	- 8 sites touristiques valorisés - 15 infrastructures touristiques et artisanales créées et/ou renforcées ; - 50 opérateurs du secteur appuyés - Nombre de produits artisanaux vendus.
2 Développer le tourisme pro – pauvres au profit des communautés locales	Le niveau de revenus des communautés issus du tourisme est élevé.	- Aménager et valoriser les sites touristiques au niveau des communautés locales - Organiser des foires – expositions des produits fabriqués par les communautés locales ; - Créer une plateforme de vente en ligne (Internet).	- Nombre de sites valorisés. - Nombre de foires – expositions organisées ; - Quantité de produits du terroir vendue.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
SECTEUR DES MINES			
OBJECTIF : RENFORCER ET CONTRÔLER LES RESSOURCES MINIERES			
1 Promouvoir les corps de métier liés aux activités minières (ex forge pour la production des petits outillages)	Les jeunes de la commune de Nola sont formés dans divers le domaine minier. Les revenus du secteur sont injectés dans l'économie locale.	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser et former les artisans – miniers; - Doter et équiper les artisans – miniers des moyens matériels de travail ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de jeunes artisans – miniers formés, disposant des moyens matériels de travail, opérationnels et suivis régulièrement ; - Rendement et revenus des artisans – miniers injectés dans l'économie locale
SECTEUR DU COMMERCE			
OBJECTIF : DÉVELOPPER LE SECTEUR COMMERCIAL			
1 Renforcer les capacités opérationnelles du secteur informel notamment les « Ouali gara » et formel	Les activités commerciales des secteurs formel et informel sont redynamisées	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser et former les commerçants et les commerçantes sur : i) la culture financière, ii) la culture entrepreneuriale et iii) l'organisation et la gestion d'une Activité Génératrice de Revenus (AGR); - Faciliter l'accès des commerçants et commerçantes au service de crédit 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des commerçants et commerçantes organisés et formés ; - Nombre des commerçants et commerçantes ayant bénéficié de crédit.
SECTEUR DE LA FORET			
OBJECTIF			
AUGMENTER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AUX RECETTES DE LA COMMUNE, AUX REVENUS DES COMMUNAUTÉS ET À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ			
1 Mettre en œuvre une gestion transparente et rationnelle des ressources financières provenant du secteur forestier	Les recettes provenant du secteur forestier sont élevés et une partie est destinée au financement des actions de développement de la commune (PDL)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités de la municipalité dans le recouvrement des taxes d'abattage - Affecter au moins 70% des taxes d'abattage aux actions de développement. - Construire des infrastructures socioéconomiques au profit des communautés 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sessions de formation organisées - Taux d'amélioration de recouvrement des taxes d'abattage - Nombre d'infrastructures touristiques et artisanales renforcées et créées. - Nombre d'infrastructures construites grâce à la contribution des taxes d'abattage
2 Promouvoir la diversification de la production forestière au au profit des communautés riveraines	L'exploitation forestière menée par les organisations locales d'auto-promotion contribue efficacement aux revenus des communautés concernées	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'approche des forêts communautaires - Valoriser des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) par la mise en place d'un dispositif de collecte, conservation, stockage et de transformation. - Mettre en place le circuit de commercialisation des PFNL 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de forêts communautaires créé - Quantité de PFNL collectée, stockée et valorisée - Nombre d'unités de transformation mis en place - Nombre de circuit de commercialisation mis en place et opérationnel.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A L'ECONOMIE			
AXE 3 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A L'ECONOMIE (BASE)			
SECTEUR DU TRANSPORT ; DES VOIES D'ACCES ET DU RESEAU ROUTIER			
OBJECTIF : REFECTIONNER LES VOIES D'ACCES ET LE RESEAU ROUTIER			
1 Réfectionner les voies d'accès	Les voies d'accès sont en bon état	- Réfectionner les routes et pistes rurales; - Construire et réfectionner les ouvrages d'arts dans la commune	- Nombre de Km de pistes rurales réhabilitées; - Nombre d'ouvrages d'arts construits/réfectionnés
2 Promouvoir la stratégie communautaire d'entretien routier	Routes et pistes rurales régulièrement entretenues	- Organiser les communautés riveraines en comités de cantonnage, - Former et équiper les comités de cantonnage	- Nombre de comités de cantonnage créés et opérationnels - Nombre de sessions de formation organisées; - Nombre de lots d'équipement de cantonnage fournis aux comités
SECTEUR DES BANQUES ET ETABLISSEMENT DE MICROFINANCE (SERVICES)			
OBJECTIF : FACILITER L'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES			
1 Mettre en place un mécanisme d'appui financier au niveau de la commune	Service de crédit de proximité assuré au profit des populations	Evaluer les besoins de financement et les capacités des populations et mettre en place une stratégie appropriée facilitant l'accès aux crédits ; Orienter les programmes d'institution de micro crédit vers la commune	- 8 EMF ouverts et 4 opérationnels - 480 crédits octroyés; - 1300 comptes ouverts
2 Promouvoir l'esprit d'entreprise et la culture financière commune	Mentalité et comportement favorables à l'émergence d'un bien – être économique	Former les opérateurs sur l'importance de l'entreprenariat économique en milieu rural ; Sensibiliser sur le rôle stratégique de l'épargne et du crédit	- 24 sessions de formation et de sensibilisation organisées - 700 crédits octroyés; - 1400 comptes ouverts
SECTEUR COMMUNICATION ET ENERGIE			
OBJECTIFS :			
RENFORCER LE SYSTEME DE COMMUNICATION ET REALISER UNE ETUDE SUR L'ELECTRIFICATION DE LA COMMUNE			
1 Rendre performante la radio locale	La radio locale est dotée d'une grande capacité fonctionnelle	Renforcer les capacités technique, matérielle, logistique et financière de la radio locale. Elargir la zone d'écoute (couverture) et la tranche d'antenne de la radio locale	- Nombre de moyens matériels et logistiques acquis - Taux d'augmentation du budget d'investissement et de fonctionnement de la radio locale? - Taux de couverture et tranche d'antenne.
2 Promouvoir les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication	La commune dispose d'un réseau Internet	- Installer le réseau Internet et autre.	- Un réseau internet est disponible et opérationnel
3 Engager le processus	Une étude de faisabilité technico-économique réalisée	- Préparer les termes de référence de l'étude et recruter les Consultants	- Nombre d'étude réalisé - Nombre de KWh disponible.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
d'électrification	et la ville de Nola est électrifiée	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser l'étude et diffuser les résultats. - Electrifier la ville de Nola par des sources d'énergie renouvelable ou autres 	
SECTEUR DES INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES DE BASE			
OBJECTIF : CONSTRUIRE ET DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES DE BASES			
1 Construire des aires de séchage des produits agricoles et PFNL	Des aires de séchage sont disponibles dans les principaux villages	Construire les aires de séchage	Nombre d'aires de séchage construits.
2 Construire des magasins de stockage	Des magasins de stockage sont disponibles dans les principaux villages	Construire les magasins de stockage	Nombre de magasins de séchage construits
ASPECTS MULTICULTURELS ET THEMES TRANSVERSAUX			
AXE 4 : RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES POUR L'AUTO-PROMOTION ET LA BONNE GOUVERNANCE			
SITUATION DU GENRE			
OBJECTIF : AUTONOMISATION DE LA FEMME			
1 Appuyer les Activités Génératrices de Revenus (AGR) développées par les femmes	De nombreuses activités économiques sont développées et conduites par les femmes de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Définir et mettre en place un mécanisme financier spécifique au soutien des AGR développées par les femmes. - Organiser et former les groupements des femmes en gestion des AGR et aux techniques de tontines 	<ul style="list-style-type: none"> - Volume de crédits alloués aux femmes pour le soutien de leurs AGR - 60 groupements des femmes créés. - 720 femmes formées.
2 Promouvoir le statut social de la femme	Le statut de la femme est connu et compris par celle-ci en particulier et la population en général	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser sur le code de la famille - Sensibiliser et former sur la santé de la reproduction (espacement des naissances, maternité à moindre risque,...). - Développer la stratégie d'alphabétisation fonctionnelle intensive au profit des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - 24 campagnes de sensibilisation organisées - 1300 femmes formées sur la santé de reproduction - 2000 femmes alphabétisées. - 10 femmes désignées dans les instances de décisions communales
SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT			
OBJECTIF : PROMOTION LA GESTION DURABLE ET RATIONNELLE DES RESSOURCES NATURELLES			
1 Mettre en place une stratégie communautaire de protection de l'environnement	Les populations maîtrisent mieux les enjeux liés à la protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les communautés et les autorités locales sur la nécessité d'une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles - Organiser et former les membres des comités villageois d'écodéveloppement pour la protection de l'environnement - Promouvoir l'agroforesterie. 	<ul style="list-style-type: none"> - 4 comités d'écodéveloppement mis en place et opérationnels - 24 campagnes de sensibilisation organisées

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
SECTEUR PAIX, SECURITE ET COHESION SOCIALE (ORGANISATIONS DE BASE ET STRUCTURATION DU MILIEU)			
OBJECTIF : RENFORCER LES CAPACITES DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE			
1 Organisation du milieu paysan en vue d'assurer une mobilisation communautaire efficace	Les communautés paysannes sont mobilisées autour des activités visant leur bien-être social, économique et culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur la nécessité de structurer le milieu paysan à travers les groupements et autres entités associatives - Constituer des groupements autour des centres d'intérêts existants ou opportunités de développement à valoriser 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre de communautés villageoises structurées et opérationnelles
2 Renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles des groupements et entités associatives	Les organisations communautaires de base détiennent des connaissances et savoir-faire techniques	<ul style="list-style-type: none"> - Former les membres des groupements/associations constitués sur les notions de gestion des organisations communautaires - Former les membres des groupements/associations constitués sur les thèmes techniques correspondants aux orientations de leurs activités et aux objectifs qui leurs sont assignés 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupements/associations paysans constitués et formés sur les notions de gestion et les thématiques techniques
3 Instaurer dans les communautés villageoises des fonctions de leaders paysans du développement	Les communautés paysannes ont en leur sein des leaders paysans formés	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les leaders paysans - Former les leaders paysans 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de leaders paysans identifiés, formés et actifs
SECTEUR DE LA GOUVERNANCE LOCALE			
OBJECTIF : PROMOUVOIR LA GOUVERNANCE LOCALE			
1 Renforcer les capacités institutionnelles des Services Déconcentrés de l'Etat (SDE)	Les SDE de la commune sont dotés des moyens nécessaires afin d'être	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'effectif du personnel des SDE de la commune. - Doter les SDE des moyens financiers, matériels et logistiques pour assurer leur bon fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de fonctionnaires affectés ayant pris service. - Accroissement du budget affecté par SDE
2 Renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles du Conseil municipal	Les capacités des entités municipales sont renforcées en matière de gouvernance locale	<ul style="list-style-type: none"> - Former les membres des entités municipales sur la gestion des collectivités territoriales - Doter le Conseil Municipal des équipements, des moyens matériels et logistiques appropriés; - Payer régulièrement les salaires du personnel municipal et les indemnités des membres du conseil communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sessions de formation organisées ; - Lots d'équipements et moyens logistiques acquis.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	INDICATEURS
SECTEUR JEUNESSE ET PETITE ENFANCE			
OBECTIF : PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE LA PETITE ENFANCE			
1 Assurer la promotion culturelle des jeunes de la commune	Les jeunes bénéficient d'un encadrement sportif, culturel et éducatif approprié	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser et encadrer les jeunes autour des activités culturelles et civiques ; - Ouvrir des espaces de culture, de jeu et de sport de proximité (maisons des jeunes et de culture, terrain de sports,...) 	32 infrastructures culturelles et sportives mises en place et fonctionnelles
2 Promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes	Les jeunes de la commune sont actifs dans des métiers	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des centres d'apprentissage des métiers spécialisés - Assurer la formation en petits métiers des jeunes, - Mettre en place un mécanisme d'accompagnement à l'installation des jeunes bénéficiaires des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - 18 centres d'apprentissage créés, - 820 jeunes formés et installés chaque année.

Tableau n°24: Cadre logique du plan de développement

Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
SECTEUR EDUCATION			
Objectif général : Améliorer l'Accès à l'éducation de qualité à l'horizon 2029			
Objectif spécifique 1 : Améliorer les compétences techniques du personnel enseignant et renforcer leur effectif			
Résultats 1 : Avoir un nombre suffisant de personnel enseignant qualifié			
Faire le Recyclage des anciens maitres-parents	Au moins 70 % des Maîtres-Parents recyclés	Répertoire du personnel enseignant Rapport du secteur scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique - Disponibilité des partenaires
Régulariser le statut des anciens Maitres-Parents	50 Maîtres-Parents régularisés et pris en charge	Etat de prise en charge des Maitres-parents	
Faire la prise en charge partielle des frais scolaires par la municipalité des filles et enfants vulnérables	Au moins 30% filles et/ou enfants vulnérables scolarisés pris en charge	Registre de prise en charge Rapport d'activités scolaire	
Plaidoyer pour l'affectation des Enseignants qualifiés en F1 et F2	Au moins un plaidoyer par trimestre auprès de l'administration centrale à Bangui	Rapport de plaidoyer Répertoire du personnel enseignant Rapport du secteur scolaire	
Objectif spécifique 2 : Améliorer la capacité d'accueil des établissements scolaires en vue d'une meilleure scolarisation			
Résultats 2: les bâtiments réhabilités et des nouvelles salles de classe en F1 et F2 construites; les Etablissements scolaires dotés des infrastructures sportives, de forages et d'hygiène			
Réhabiliter les bâtiments scolaires	Au moins 4 bâtiments scolaires réhabilités	PV de réception, images	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique Disponibilité des partenaires
Construire de nouveaux bâtiments scolaires	Au moins 9 bâtiments scolaires construits dans chaque zone		
Construire des latrines	100% des nouveaux batiments dotés en latrines et forages		
Construire de forages	3570 Tables bancs au F ₁		
Doter les écoles en Tables bancs au F ₁			
Sensibiliser les parents en faveur de la scolarisation des filles et des enfants vulnérables	Au moins 90% des parents d'élèves sont sensibilisés	Rapports de sensibilisation Images de sensibilisation	

Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
SECTEUR SANTE			
Objectif général : Contribuer à l'amélioration de la couverture sanitaire de qualité			
Objectif spécifique 1 : Améliorer les compétences techniques du personnel soignant et renforcer leur effectif			
RESULTATS : (i) Un effectif suffisant de personnel soignant qualifié est disposé dans la commune, (ii) les FOSA dotées des infrastructures et équipements adéquats, (iii) Accroissement des capacités d'accueil des FOSA, (iv) une solidarité de santé créée, (v) la population adopte un comportement responsable face à la prévention du VIH et aux soins de santé primaire			
Réhabiliter des FOSA	9 FOSA rehaibilitees dans chaque zone	PV de réceptions, images des réhabilitations et constructions	Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique - Disponibilité des partenaires
Construire de nouveaux FOSA	Au moins 9 FOSA construites dans chaque zone		
Doter les FOSA en matériels, équipements biomédicaux et médicaments essentiels pour les premiers soins d'urgence	Au moins 70% des FOSA dotes en lots de médicaments et équipements d'urgence	PV réception des matériels et équipements	
Doter le district sanitaire en moyen logistique (Ambulance) pour le transfèrement des cas graves dans les FOSA de référence	Un véhicule ambulance acquis au profit du District sanitaire	PV réception	
Sensibiliser et communiquer pour un changement de comportement face à la prévalence du VIH/ SIDA	18 campagnes de sensibilisation dans les zones Thématiques sur le VIH/SIDA	Rapports de communication	
Accorder une subvention pour la prise en charge des enfants et personnes vulnérables	D'ici 2029 Au moins 100 enfants régulièrement pris en charge	Liste des enfants Rapports des FOSA	
Communiquer , sensibiliser sur les soins de santé primaire et le paludisme	40% de la population sensibilisée dans les zones sur les Thématiques de Paludisme	Rapports de communication	
Promouvoir des actions de lutte contre insalubrité et de drainage des eaux uses	18 campagnes de sensibilisation dans les zones Surface drainée	Rapports d'activités	
Sensibiliser sur l'alimentation et contre la malnutrition dans les FOSA	18 campagnes de sensibilisation dans les zones Thématiques sur la malnutrition	Rapports de sensibilisation	
Former les membres de COGES des FOSA	09 COGES formés	Rapport de formation, liste de présence	
Installer des panneaux solaires dans les FOSA	09 FOSA électrifiées avec le système solaire	PV de réception, Images	

Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
SECTEUR EAU & ASSAINISSEMENT & HYGIENE			
Objectif général : Améliorer l'Accès à l'éducation de qualité			
Objectif spécifique 1 : Améliorer les compétences techniques du personnel enseignant et renforcer leur effectif			
Résultats 1 : Avoir un nombre suffisant de personnel enseignant qualifié			
Réhabiliter les anciens forages publics	8 anciens forages publics réhabilités		Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique - Disponibilité des partenaires
Mis en place des comités de gestion des points d'eau, puis formation des membres des COGES	100% des COGES des forages publics mis en place et les membres formés	PV constitutif de mis en place, Rapport formation	
Sensibiliser aux bonnes pratiques d'hygiène et assainissement	16 campagnes réalisées	Rapport de sensibilisation	
Construire de nouveaux forages	9 forages construits dans toutes les zones	PV de réception des infrastructures, images	
Construire des latrines publiques	9 latrines publiques construites dans les zones		
Aménager des sources d'eau	7 sources aménagées		
Former les Artisans réparateurs	9 artisans réparateurs formés	Rapport de formation, liste de présence	
SECTEUR AGRO-PASTORAL			
Objectif général : Diversification, intensification et mécanisation de l'Agriculture de type familial			
Objectif spécifique: Améliorer les performances techniques des Agriculteurs, la production Agricole et créer de la valeur ajoutée			
Résultats: Les Agriculteurs sont dotes d'aptitudes techniques, améliorant le niveau de productivité, transforment et commercialisent leurs produits Agricoles			
Structurer les Agriculteurs en organisations et/ou groupements des producteurs selon les filières	12 organisations des producteurs Agricoles mises en place	PV des assemblées générales constitutives	Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique - Disponibilité des partenaires - Sécurité
Former les producteurs en techniques de production agro-pastorale	Au moins 80% des producteurs formés	Rapports de formation Liste de présence des participants	
Faciliter l'accès des producteurs Agro-pastorale au service de crédit	60% des organisations Agro-pastorales ont accès au crédit	Registre de la municipalité et du commerce Rapports des organisations	
Sensibiliser, plaider pour un encadrement technique rapproché des organisations agro-pastorales par les STD	Au moins un encadrement technique par mois	Rapports des organisations	

Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
SECTEUR COMMERCIAL			
Objectif général : Contribuer à développer le secteur commercial par la diversification et la valorisation des activités commerciales			
Objectif spécifique: Renforcer les capacités opérationnelles du secteur informel notamment les « Ouali gala » et formel et Promouvoir les corps de métiers liés aux activités agricoles et minières			
Résultats: Les activités commerciales des secteurs formel et informel redynamisées et les acteurs formés dans divers domaines			
Organiser les commerçants en groupements ou associations commerciales	12 organisations des commerçants mises en place	PV des assemblées générales constitutives	Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique - Disponibilité des partenaires - Sécurité
Former les commerçants et les commerçantes sur : i) la culture financière, ii) la culture entrepreneuriale et iii) l'organisation et la gestion d'une Activité Génératrice de Revenus (AGR), (iv) marketing action commerciale	30% des commerçants organisés et formés	Rapports de formation Liste de présence des participants	
Faciliter l'accès des commerçants et commerçantes au service de crédit et ouverture des guichets de Banque et/ou Etablissement de Micro Finance	1 guichet de banque de proximité ouvert à Nola Une douzaine d'organisations ont accès au crédit	Registre de la municipalité et du commerce Rapports des organisations	
Sensibiliser, plaider pour la levée des barrières illégales	Au moins 70% des barrières illégales levées	Rapports	
Promouvoir l'installation de trois magasins de vente des articles en gros	3 magasins de gros ouverts	Registre du commerce	
SECTEUR FORET & ENVIRONNEMENT			
Objectif général : Promouvoir la gestion durable et rationnelle des ressources naturelles et augmenter la contribution du secteur forêt aux recettes de la commune, aux revenus des communautés et à la réduction de la pauvreté			
Objectif spécifique: Mettre en place une stratégie communautaire de protection de l'environnement, de gestion transparente et rationnelle des ressources financières provenant du secteur forestier			
Résultats: Les populations maîtrisent mieux les enjeux liés à la protection de l'environnement et l'exploitation forestière			
Sensibiliser les communautés et les autorités locales sur la nécessité d'une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles	60% de la population sensibilisée sur la gestion des ressources	Rapport Liste de présences	- Disponibilité des ressources commune - Volonté du Conseil municipal - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique - Disponibilité des partenaires
Sensibiliser la population sur les dispositions en vigueur en matière d'exploitation forestière	9 campagnes de sensibilisation dans toutes les zones	Rapport Liste de présences	
Organiser et former les membres des comités villageois d'écodéveloppement pour la protection de l'environnement	4 comités d'écodéveloppement mis en place et opérationnels	Rapports de formation PV constitutives des comités villageois	
Promouvoir l'agroforesterie	24 campagnes de sensibilisation organisées dans les zones	Rapport Liste de présences	

Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Former les membres du conseil municipal et leaders d'opinions sur les textes de loi de gestion des ressources forestières	3 formations organisées	Rapports de formation	
Former les services de suivi et de contrôle	1 formation organisée	Rapport de formation	
Sensibiliser, Informer au changement de comportement de la population en faveur d'une gestion durable de l'environnement	70% des zones de la commune sensibilisées	Rapport Liste de présences	
Former les organisations pour des actions précoces pour répondre efficacement aux conséquences des changements climatiques	100% des Comités formés	Rapport de formation Liste de présences	
SECTEUR GENRE			
Objectif général : Promouvoir l'équité entre les sexes			
Objectif spécifique: Améliorer les conditions d'accès services et ressources sans aucune discrimination			
Résultats : l'Autonomisation de la femme, l'alphabétisme des femmes et la protection contre les formes de violence Basée sur le Genre de la population est assurée			
Créer une caisse mutuelle de résilience pour financer les AGR des femmes (Entrepreneuriat féminin)	Une caisse de résilience mise en place	Registre municipal	- Disponibilité des ressources commune - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique
Créer un centre d'alphabétisation fonctionnelle	Un centre crée et fonctionnel	PV réception Rapport, Image	
Sensibiliser et Vulgariser les textes et lois sur la protection de la femme et former sur la VBG	6 sensibilisations 6 vulgarisations des textes	Rapports de sensibilisation et vulgarisation	
SECTEUR JEUNESSE			
Objectif général : Promouvoir des actions pour le développement de la jeunesse			
Objectif spécifique: Assurer la promotion culturelle des jeunes de la commune			
Résultats : Les jeunes bénéficient d'un encadrement sportif, culturel et éducatif approprié et sont actifs dans des métiers			
Organiser et encadrer les jeunes autour des activités culturelles et civiques	9 organisations des jeunes mises en place dans les zones	Rapport ou PV AG constitutives	- Disponibilité des ressources commune - Stabilité du Conseil municipal - Stabilité politique
Organiser les audiences foraines pour la délivrance des actes de naissance	18 audiences foraines pour actes de naissances Nombre d'acte de naissance	Rapport d'audience foraine Rapport municipalité	
Créer deux centres secondaires d'Etat Civil	2 centres secondaires ouverts opérationnels	PV d'ouverture	
Former les jeunes aux petits métiers	Trois formations organisées	Rapports de formation	
Sensibiliser/Communiquer sur la législation sur le travail (article 11) en vue de valoriser la main d'œuvre locale	Au moins 40% de la population sensibilisée	Rapports	
Construire une maison des jeunes	1 maison de jeune construite	PV de réception	

Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
SECTEUR TRANSPORTS ET VOIES D'ACCES			
Objectif général : Assurer la libre circulation des biens et des personnes à travers la réfection des voies d'accès			
Objectif spécifique: Réfectionner les voies d'accès			
Résultats: Les voies d'accès sont réhabilitées et/ou construits			
Construire un pont reliant le centre administratif au centre commercial	Un pont construit	PV réception, Image	Stabilité politique
Aménager les pistes rurales et ouvrages de franchissement	Au moins 30% de pistes rurales et ouvrages	PV de réception, Images	
SECTEUR INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES			
Objectif général : Construire et développer les infrastructures communautaires de bases			
Objectif spécifique: Construire et développer les infrastructures communautaires de bases			
Résultats: Des aires de séchages disponibles dans les principaux villages			
Construire des Gares routières	2 gares routières construites	PV de réception, images	Stabilité politique
Construire un marché	Un marché construit	PV réception	
Résultat: La gestion du Patrimoine			
Sensibiliser la communauté sur la protection des biens publics	Au moins 60% de la communauté sensibilisée sur la protection des biens publics	Rapport d'activité de la Mairie	Stabilité politique
Sensibilisation des autorités locales et administratives sur la bonne gouvernance et protection des biens publics	Une formation des autorités Locales sur la bonne gouvernance réalisée	Rapport de formation Rapport d'activités annuel de la Mairie et STD	
GOVERNANCE LOCALE			
Objectif général : Promouvoir la gouvernance locale			
Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles du Conseil municipal			
Résultats 1 : Les capacités des entités municipales sont renforcées en matière de gouvernance locale			
Renforcer la capacité des membres du conseil municipal sur la bonne gouvernance et sur la gestion des collectivités territoriales	Une formation réalisée sur la gestion communale Au moins 90% membres du conseil municipal formés	Rapport de formation Qualité de service rendu	Stabilité politique de la delegation special Disponibilité des ressources Volonté politique du Conseil municipal
Doter le Conseil Municipal des équipements, des moyens matériels et logistiques appropriés	Un lot d'équipement et matériels de bureau 2 motos	PV de reception des matériels	
Appuyer le Conseil municipal l'opérationnalisation des services l'état civil pour delivrance des actes de naissances	70% des services d'état civil opérationnels	Rapport d'activités du service	

Tableau n°25: Plan décennal 2019 – 2029 : Actions relevant des compétences communales

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution													
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE																					
1-SECTEUR EDUCATIF																					
Pladoyer pour l'affectation des Enseignants qualifiés (76) en F1 et 34 en F2	Commune	1	2 000 000	2 000 000	200 000	Mairie + Ministère de l'éducation	CM, CDC, Partenaires	x	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X		
Assurer la Prise en charge de 83 Maîtres parents du F1	Commune	83	3 000 000	249 000 000	24 900 000	Mairie + Partenaires		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Réhabiliter quatre (4) bâtiments scolaires	Koumba/Belaboké 2 /Loppo-duret/Liboko	4	7 000 000	28 000 000	2 800 000	Budget municipal Partenaires		x	x	x											
Construire des nouveaux bâtiments scolaires du F ₁	EPM1, Loppo, Barondo, Yamando, Mbanza, Ngoulo, Mangolo, Metezou, Ndelengue-pont Komassa	9	21 000 000	189 000 000	18 900 000	Budget municipal +PDRSO Partenaires								x	x	x	x	x	x		
Doter les écoles avec 3570 Tables bancs au F ₁	Commune	3570	23 000	82 110 000	8 211 000	Sociétés forestières + Mairie								x	x	x	x	x	x		
Doter les écoles en Manuels scolaires F ₁	Commune	72650	1 500	108 975 000	10 897 500	Unicef + Mairie + PDRSO+ Ministère		x	x					x	x	x	x				
Doter les écoles en Lots de fournitures scolaires F ₁	Mombounza, Koumassa, Gbia, Mambere Garçon-Fille, Beleboké, EPM2-Kadeï, Assanga-Panzi, Ali Ndjombo, Yombolikobo, Wodo	14	75 000	1 050 000	105 000			x	x						x	x	x	x			
Construire des points d'eau potable dans les écoles (9 Forages)	Loppo-centre, Nyemele, Koumba, Barondo, Katakpo, Yamando, Mbanza, Ngoulo-mixte, Sangha, Panzi-kadeï	9	11 000 000	99 000 000	9 900 000	Unicef + Mairie + PDRSO+ Ministère									x	x	x	x	x		

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution												
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Construire quatre latrines dans les établissements scolaires réhabilités du F ₁	Mixte-sangha, Koumba, Wodo,	4	3 000 000	12 000 000	1 200 000									x	x	x	x	x		
Construire deux bâtiments du Lycée	Centre-commercial	2	21 000 000	42 000 000	4 200 000	Mairie+ Société forestière				x										
Construire une Bibliothèque	Centre-Administratif	1	30 000 000	30 000 000	3 000 000											x	x	x		
Sous - total 1				801 135 000	80 113 500															
2-SECTEUR SANITAIRE																				
Faire le plaidoyer pour l'affectation de 48 Personnels soignants qualifiés	9 zones	1	2 000 000	2 000 000	200 000	Budget municipal Partenaires	CM, CDC, Partenaires	x	x	x										
Construire des nouveaux Bâtiments de FOSA	Mbombounza , Bango1,2/ Mboussa/ Komassa	9	8 000 000	72 000 000	7 200 000	Mairie + PDRSO+ Sociétés forestières									x	x	x	x	x	
Promouvoir des actions de lutte contre l'insalubrité et de drainage des eaux uses	9 zones	12	2 000 000	24 000 000	2 400 000						x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Sensibiliser sur l'alimentation et contre la malnutrition dans les FOSA.	9 zones	6	1 000 000	9 000 000	900 000						x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Réhabiliter 9 FOSA	Sesam	12	5 000 000	45 000 000	4 500 000				x											
Faire la Clôture de l'hôpital district	Nola-centre	1	25 000 000	25 000 000	2 500 000															x
Sensibiliser et communiquer pour un changement de comportement face la prévalence du VIH/ SIDA	9 zones	12	1 000 000	12 000 000	1 200 000	Mairie + Sociétés forestières		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Accorder une subvention pour la prise en charge des enfants et personnes vulnérables	9 zones	9	250 000	2 250 000	225 000						x								x	
Communiquer /sensibiliser sur les soins de santé primaire et le paludisme	9 zones	6	1 000 000	6 000 000	600 000			x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Doter les FOSA en matériels, équipements	9 zones	9	5 000 000	45 000 000	4 500 000	Budget municipal Partenaires		x												
Communiquer /sensibiliser sur les soins de santé primaire et le paludisme	9 zones	12	3 000 000	36 000 000	3 600 000			x												
Doter les FOSA en équipements biomédicaux et médicaments essentiels pour les premiers soins	9 zones	9	1 500 000	13 500 000	1 350 000			x												

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution													
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
d'urgence																					
Former les membres de 09 COGES des FOSA	9 zones	9	3 000 000	27 000 000	2 700 000			x	x												
Construire de nouveaux Forages	9 zones	9	11 000 000	99 000 000	9 900 000				x												
Installer des panneaux solaires dans les 9 FOSA	9 zones	9	7 000 000	63 000 000	6 300 000													x	x		
Doter le District sanitaire en 1 Ambulance	Nola-centre	1	55 000 000	55 000 000	5 500 000			x	x	x											
Redynamiser l'organe de soins de santé primaire	Nola-centre	1	250 000	250 000	25 000																
Sous - total 2				536 000 000	53 600 000																
3-EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT																					
Réhabiliter les 8 anciens forages publics	Sesam/Mangala-source/Tanga/Yamando	8	3 000 000	24 000 000	2 400 000	Mairie + PDRSO+ Sociétés forestières+ Unicef+ Ministère		x													
Appuyer la mise en place de 08 comités de gestion des points d'eau, puis formation des membres des COGES		8	3 000 000	24 000 000	2 400 000			x													
Sensibiliser aux bonnes pratiques d'hygiène et assainissement	Zones	12	250 000	3 000 000	300 000			x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Construire 9 nouveaux forages	Komassa/Gbia/Mambounza	9	11 000 000	99 000 000	9 900 000				x												
Réhabiliter et/ou aménager les sources	Komassa/Ngoulo/	12	2 000 000	24 000 000	2 400 000			x													
Construire 9 latrines publiques	Sesam/Commercial/Yamondo/Loppo/Ngoulo	9	3 000 000	27 000 000	2 700 000					x											
Aménager 7 sources d'eau	Komassa/Ngoulo/	7	2 500 000	17 500 000	1 750 000							x	x								
Former 9 Artisans réparateurs	9 zones	9	100 000	900 000	90 000				x												
Sous - Total 3				219 400 000	21 940 000																
ECONOMIE																					
4- AGRO-PASTORAL																					
Structurer les Agriculteurs en organisations et/ou groupements des producteurs selon les filières	Zones	12	1 500 000	18 000 000	1 800 000	Mairie + PDRSO+ Sociétés forestières+		x													
Former les producteurs en techniques de production agro-pastorale	Zones	12	3 000 000	36 000 000	3 600 000			x													

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution											
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Faciliter l'accès des producteurs Agro-pastorale à l'acquisition de leurs statuts juridique	Zones	12	750 000	9 000 000	900 000	Unicef+ Ministère			x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Plaidoyer pour faciliter l'accès des producteurs Agro-pastorale au service de crédit	Zones	12	250 000	3 000 000	300 000						x	x	x	x	x	x	x	x	x
Sensibiliser, plaidoyer pour un encadrement technique rapproché des organisations agro-pastorales par les STD	Zones	1	100 000	100 000	10 000			x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Organiser et Appuyer les agriculteurs et éleveurs dans le circuit de commercialisation	Zones	1	800 000	800 000	80 000	FAO+Ministère +Mairie		x		x									
Organiser les producteurs des filières Maïs, Arachides et bananes et redynamiser les coopératives	Ngoulo, Sced, Mboussa, Loppo, Komassa, Yamando,	1	18 000 000	18 000 000	1 800 000			x		x									
Sous - Total 4				84 900 000	8 490 000														
5- COMMERCE																			
Sensibiliser, plaidoyer pour la levée des barrières illégales	Yamando/Nana-Mbounza/Ngoulo	3	1 000 000	3 000 000	300 000			x											
Ouvrir des guichets de Banque et/ou Etablissement de Micro Finance	Centre-commercial	1	25 000 000	25 000 000	2 500 000	Mairie + PDRSO+ Sociétés forestières+ Unicef+ Ministère						x							
Promouvoir trois magasins de vente des articles en gros	Centre-commercial=2 Loppo=1	3	25 000 000	75 000 000	7 500 000					x									
Former les opérateurs économiques en culture entrepreneuriale, financière, comptabilité simplifiée et marketing action commerciale	Zone	9	3 000 000	27 000 000	2 700 000			x											
Sensibiliser les acteurs économiques locaux sur les législations en matière de fiscalité	Zone	3	1 000 000	3 000 000	300 000			x											
Sous - Total 5				133 000 000	13 300 000														

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution													
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE BASE ET DE SOUTIEN A L'ECONOMIE LOCALE																					
6-TRANSPORTS ET VOIES D'ACCES																					
Construire deux ponts sur la rivière sangha et Kadéï	Centre administratif, commercial et Industriel	2	5 000 000 000	PM	PM	Ministère + Partenaires															
Construire des ouvrages de franchissement	Axe Komassa	4	27 000 000	108 000 000	10 800 000																
Sous - total 6				108 000 000	10 800 000																
7-INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES																					
Construire deux (2) Gares routières à Nola-centre et Yamando	Nola-centre et Yamando	2	7 000 000	14 000 000	1 400 000	Mairie + Expertise France+ société forestière	Idem					x	x								
Construire des marchés	Centre-commercial	3	31 000 000	93 000 000	7 500 000		Idem	x									x	x			
Construire un abattoir	Centre-commercial	1	20 000 000	20 000 000				x													
Sous - total 7				127 000 000	12 700 000																
RENFORCEMENT DE CAPACITES LOCALES POUR L'AUTOPROMOTION ET LA BONNE GOUVERNANCE																					
8-GENRE																					
Créer une caisse mutuelle de résilience pour financer les AGR des femmes (Entreprenariat féminin)	Centre-commercial	1	5 000 000	5 000 000	500 000	Budget municipal Partenaires	CM, CDC, Partenaires						x								
Créer un centre d'alphabétisation fonctionnelle	Centre-administratif	1	18 000 000	18 000 000	1 800 000											x					
Vulgariser les textes et lois sur la protection de la femme et les formes de VBG	Centre-	9	1 000 000	9 000 000	900 000			x													
Former les leaders féminins sur les formes de VBG	Centre-administratif	9	500 000	4 500 000	450 000			x													
Appuyer à la mise en place des AGR	Zones	250	50 000	12 500 000	1 250 000					x	x										
Former les membres de délégation sur la gouvernance locale	Zones	1	25 000 000	25 000 000	2 500 000			x													
Sous - total 8				74 000 000	7 400 000																
9-JEUNESSE																					
Organiser des audiences foraines pour la délivrance des actes de naissance	Les zones	9	250 000	2 250 000	225 000	Budget municipal Partenaires	CM, CDC, Partenaires	x													
Former les jeunes aux petits métiers	Les zones	3	3 000 000	9 000 000	900 000				x												

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution													
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
Sensibiliser/Communiquer sur le civisme et la cohésion sociale	Les zones	9	250 000	2 250 000	225 000			x													
Construire une maison des jeunes	Centre-Administratif	1	30 000 000	30 000 000	3 000 000										x						
Construire un centre de formation professionnelle	Centre-commercial	1	35 000 000	35 000 000	3 500 000												x	x		x	
Construire un terrain de sport	Centre-Administratif	1	3 000 000	3 000 000	300 000																
Sous - total 9				81 500 000	8 150 000																
10-TOURISME																					
Plaidoyer pour Renforcer les capacités techniques du service en charge du tourisme	Zones	10	250 000	2 500 000	250 000			x													
Renforcer les capacités des Artisans et autres opérateurs du secteur	Zones	3	3 000 000	9 000 000	900 000				x												
Mettre en place des infrastructures touristiques et artisanales	Zones	1	35 000 000	35 000 000	3 500 000			x													
Valoriser les sites touristiques et les produits artisanaux	Zones	3	3 000 000	9 000 000	900 000														x		
Aménager et valoriser les sites touristiques au niveau des communautés locales	Zones	3	2 000 000	6 000 000	600 000														x	x	x
Organiser des foires – expositions des produits fabriqués par les communautés locales	Zones	3	7 000 000	21 000 000	2 100 000															x	
Sous - total 10				82 500 000	8 250 000																
11-Environnement																					
Sensibiliser la population sur les dispositions en vigueur en matière d'exploitation forestière	Les zones	9	250 000	2 250 000	225 000			x													
Former les membres du conseil municipal et leaders d'opinions sur les textes de loi de gestion des ressources forestières.	Nola-centre	2	3 000 000	6 000 000	600 000			x													
Sensibiliser, Informer, au changement de comportement de la population en	Les villages riverains de la sangha et Kadeï	9	3 000 000	27 000 000	2 700 000			x													

Activités prévues	Lieu	Qté	Cout Unitaire	Coûts total (FCFA)	Part de la commune (10%)	Source de financement	Responsables	Période d'exécution												
								1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
faveur d'une gestion durable de l'environnement																				
Former les organisations pour des actions précoces pour répondre efficacement aux conséquences des changements climatiques		9	3 000 000	27 000 000	2 700 000			x												
12-Gouvernance																				
Sensibiliser la population sur les dispositions en vigueur en matière d'exploitation forestière	Les zones	9	250 000	2 250 000	225 000			x												
Former les membres du conseil municipal et leaders d'opinions sur les textes de loi de gestion des ressources forestières.	Nola-centre	2	3 000 000	6 000 000	600 000			x												
Sensibiliser, Informer, au changement de comportement de la population en faveur d'une gestion durable de l'environnement	Les villages riverains de la sangha et Kadeï	9	3 000 000	27 000 000	2 700 000			x												
Former les organisations pour des actions précoces pour répondre efficacement aux conséquences des changements climatiques		9	3 000 000	27 000 000	2 700 000			x												
			Sous - total 11	62 250 000	6 225 000															
			Total Général	2 809 685 000	280 968 000															

3.5. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PDL

3.5.1. Cadre de mise en œuvre

3.5.1.1. Restitution du Plan de Développement Local (PDL)

Pour une meilleure appropriation, l'adoption du document par l'ensemble de la population et sa large diffusion auprès des Autorités locales, des leaders d'opinions et les membres du CDC s'imposent. Les membres du CDC formés envisagent d'organiser une grande réunion populaire d'une journée avec l'implication de tous les services déconcentrés de l'état.

3.5.1.2. Les concertations régulières

Elles sont nécessaires pour amorcer un rapprochement entre la population et le Conseil communal. A cet effet les responsables des Associations vont être sollicités pour jouer un rôle de premier plan dans ce rapprochement. Ces concertations doivent être organisées par les leaders communautaires et les membres du CDC.

3.5.2. Mécanismes de mobilisation des ressources

3.5.2.1. Les acteurs

La mise en œuvre du document de référence en matière de politique de développement de la commune doit faire l'objet d'une préoccupation collective et permanente de la Municipalité (CM), des autorités locales, de la communauté (COGES, CDC, OAC...), du secteur privé, des Députés, de la Diaspora, des autres bonnes volontés, des services techniques déconcentrés, des ONG et des autres partenaires bi et multilatéraux au développement.

3.5.2.2. Les rôles et responsabilités des acteurs

Tous les acteurs précités interviennent en général de manière complémentaire, mais à des degrés divers dans le processus d'élaboration, de mobilisation des ressources, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques de développement de cette commune. Ils doivent s'assurer que les programmes et projets retenus et mis en chantier touchent efficacement les bénéficiaires, et se préoccuper de l'amélioration de leurs conditions de vie, et de leur impact réel sur le bien-être des populations cibles.

3.5.2.3. La Municipalité

La Municipalité est le maître d'ouvrage quant à ce qui concerne la mobilisation des ressources, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions stratégiques contenus dans le PDL. Le conseil municipal délègue au CDC le soin de piloter la mise en œuvre des actions du PDL. Ainsi il s'agit de :

- Prendre, par son Président de Délégation Spéciale, un acte administratif mettant en place un dispositif institutionnel de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du PDL,
- Inscrire, désormais, la rubrique PDL/ réduction de la pauvreté dans le budget de la commune,
- Mettre au niveau des zones, une équipe de mobilisation sociale et de vulgarisation du PDL,
- Faire le plaidoyer auprès des ressortissants de la diaspora, des Députés, commerçants et opérateurs économiques, des ONG/ OAC, de la société civile, des techniciens et partenaires bi et multilatéraux au développement,
- Mobiliser la main-d'œuvre et attribuer le terrain en cas de construction,
- Suivre et évaluer la réalisation des activités du PDL,
- Rendre compte de la mise œuvre activités du PDL à la communauté.

3.5.2.4. La communauté

La communauté, organisée en associations, groupements villageois, se charge de :

- Sensibiliser et informer les populations sur le PDL
- Mettre en place, superviser et suivre les activités des COGES au niveau de chaque zone
- Impliquer efficacement dans les actions communautaires, permettant l'atteinte des objectifs du PDL (exemple : extraction des matériaux locaux...)
- Mobiliser la main-d'œuvre locale

3.5.2.5. Les Services techniques

Les services techniques déconcentrés de l'Etat impliqués dans le processus du développement de la commune ont pour principales missions de :

- Accompagner la Structuration et renforcer les capacités de la communauté
- Apporter un appui conseil dans le cadre de respect du plan établi et des engagements pris
- Participer à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des activités du PDL
- Appuyer à la recherche des sources de financement
- Rendre compte de leurs activités au comité communal de pilotage du PDL et aux bailleurs.

3.5.2.6. Les partenaires

Les partenaires bi et multilatéraux et les ONG sont chargés de :

- Négocier le financement des projets du PDL
- Apporter un appui technique, matériel, financier et en logistique
- Suivre et proposer une réorientation des activités en cours
- Evaluer l'impact des projets issus du PDL sur les populations bénéficiaires.

3.5.2.7. La Diaspora, les représentants des secteurs privés et les autres partenaires

ils apportent leur soutien aux actions de développement financièrement et/ou techniquement à travers leur contribution à la mise à disposition d'équipements et matériels, et construction et réhabilitation d'infrastructures.

1. Le développement de relations avec différents partenaires

La réalisation du Plan de Développement Local (PDL) passe par la recherche et le maintien d'un partenariat avec les acteurs de développement. Les apports de ces derniers peuvent être en ressources financières et en expertises techniques qui sont nécessaires au bon fonctionnement des organisations communautaires.

3.6. DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION

Pour faciliter le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des projets, une organisation appropriée est nécessaire. Le Conseil municipal à travers le CDC aura pour mission de veiller à la bonne gestion des projets

Il est important de suivre et d'évaluer les activités menées afin de rendre compte régulièrement à la population et aux différents partenaires de l'évolution des différents projets qui seront exécutés. Les opérations de suivi et évaluation des projets se feront de façon participative (population, CDC, chefferie, Conseil municipal, Comité de veille et autres partenaires impliqués). Le document du PDL sera évalué après 3 ans de mise en œuvre.

Le suivi et l'évaluation de ce PDL est d'abord du ressort du Conseil municipal et CDC de la commune de Nola, qui en début de chaque exercice budgétaire fera le bilan de la programmation annuelle. Ensuite les services techniques (régionaux, préfectoraux et sous – préfectoraux), les ONG partenaires et les bailleurs de fonds sont chargés d'appuyer le comité de développement dans ce processus conformément à leurs attributions.

CONCLUSION

L'élaboration du plan de développement de la commune de Nola s'est révélée un processus de travail laborieux mais extrêmement riche et novateur en termes de participation des populations locales. Ainsi la localité vient de se doter de son outil de développement pour une durée de dix (10) ans, c'est-à-dire de 2019 à 2029. La mise en œuvre de ce document demande une bonne cohésion sociale et l'appui de tous les acteurs de développement.

Le PDL doit être vulgarisé et mis en œuvre par le Conseil municipal. Les actions programmées dans le PDL doivent être suivies et évaluées périodiquement en vue de s'assurer de l'efficacité de tous les acteurs de sa mise en œuvre.

Cependant, la réussite de ce PDL dépend des capacités du conseil municipal à identifier et négocier les partenaires potentiels et à respecter les engagements pris. L'un des risques est de constater le non-respect des engagements pris en termes de mobilisation de finances locales, sans compter le nécessaire soutien financier de la part de l'Etat à prendre en considération.

La mobilisation des ressources pour la mise en œuvre doit être assurée efficacement pour la réalisation des actions programmées pour les 10 ans à venir.

Au demeurant, l'espace communal de Nola constitue un réceptacle approprié pour la mise en œuvre du processus de décentralisation et des politiques de développement local. Les perspectives de financement sont prometteuses de la part des partenaires au développement, e des sociétés forestières.

Il est désormais primordial pour assurer une pérennité des actions (i) d'élaborer au début de chaque année, le plan annuel d'actions et le mettre à la disposition de tous les acteurs de la localité; (ii) d'organiser chaque année une journée de concertation des différents acteurs pour présenter le plan d'actions annuel de la localité et les résultats de l'année précédente.

La prise de conscience des populations de la Commune de Nola par rapport aux défis majeurs, aux contraintes, aux dangers et la mise en application des recommandations constituent enfin un gage de succès pour un développement durable.

ANNEXES

CHRONOLOGIE DES MAIRES ET PDS DE LA COMMUNE DE NOLA

1959-1964 : Justin DJAMBOU (Maire)

1964-1973 : Dieudonné BODOUMI (PDS)

1973-1979 : Jean Pierre BALLAY (PDS)

1979-1983 : Antoine MALEKA (PDS)

1983-1985 : Jean Pierre BALLAY (PDS)

1985-1986 : Alion BAPETEL (PDS)

1986-1987 : Joseph BALOT (PDS)

1987-1988 : Alion BAPETEL (PDS)

1988-1988 : Boniface M'BALI (PDS)

1988-1993 : Alion BAPETEL (Maire)

1993-1998 : A. LOUBY Momoy (PDS)

1998-2004 : Alion BAPETEL (PDS)

1998-2006 : Alion BAPETEL (PDS)

2006 : Paul GOTOUA (PDS)

2006- 2019 : Pierre EPOUA (PDS)

BIBLIOGRAPHIE

- APDS : « Plan de d'Aménagement de Gestion des Aires Protégées de Dzanga Sangha 2016 – 2020 », du 1^{er} aout 2016 ;
- Université de Bangui (Juillet 2016), « Diagnostic des communes forestières de la Lobaye et de la Sangha-Mbaéré en République Centrafricaine », Rapport LERSA, 169 ;
- Secteur scolaire de Nola, « Rapport d'activité annuelle 2016 -2017 et 2017 - 2018 » ;
- Jean Pierre Michel (Mars 2018), « Identifier les acteurs clés – aspects sociaux », Module de formation Centre Jean XXIII ;
- Jean Pierre Michel (Mars 2018), « Méthode animation-enquête-entretiens et cartographie sociale », Module de formation Centre Jean XXIII ;
- Jean Pierre Michel (Mars 2018), « Éléments techniques et normes des processus de diagnostic et planification locale », Module de formation Centre Jean XXIII ;
- Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (RDC), « Guide méthodologique de planification du développement local », 80 Pages ;
- Ordonnance n°88.005 du 05 / 02 / 1988 portant création des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives ;
- Ordonnance n°88.006 du 12/02/1988 modifiant et complétant l'ordonnance n°88.005 du 05/02/1988 ;
- Projet ARCOSCAL-PDD MSC-Sibut (Août 2016), « Guide de réalisation d'un diagnostic participatif en milieu rural », 27 Pages ;
- PDRSO (Septembre 2017), « Carte de zonage et d'infrastructure de la commune de Nola » ;
- PDRSO, Composante Développement Local, Novembre 2017 « Rapport global de mission d'identification des zones et groupe d'acteurs par collectivité dans la Sangha-Mbaéré et la Lobaye », 48 Pages ;
- PDRSO (Juin 2017), « Compte rendu des ateliers préfectoraux de lancement des activités PDRSO de planification du développement local dans la Sangha-Mbaéré et la Lobaye », Rapport d'activité, 49 Pages ;
- PDRSO (Mars 2018), «Présentation des zones et cadres de concertation », Module de formation Centre Jean XXIII ;
- PDRSO (Juillet Août 2017), « Rapport de mission dans la Sangha Mbaéré et la Lobaye », Rapport mission analyse financière, 27 Pages.

Récapitulatif sur la participation des différents acteurs au processus d'élaboration du PDL

1. PHASE DU PRE-DIAGNOSTIC

1.1. Réunion de prise de contact, de sensibilisation et d'information sur le processus de l'élaboration du PDL (Conseil communal, autorités locales, communautés).

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	32	23	55
2	Centre commercial	65	34	99
3	Komassa	25	10	35
4	Loppo	31	17	48
5	Mboussa	29	13	42
6	Yamando	34	18	52
7	Ngoulo	27	11	38
8	Sced	29	09	38
9	Liboko	20	19	39
Total	09	292	150	446

1.2. Réalisation du Pré-Diagnostic

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	57	32	89
2	Centre commercial	81	56	137
3	Komassa	39	23	62
4	Loppo	40	17	67
5	Mboussa	38	13	51
6	Yamando	50	22	72
7	Ngoulo	30	15	45
8	Sced	30	10	40
9	Liboko	35	11	46
Total	09	400	119	599

2. PHASE DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

2.1. Restitution du rapport de PDP

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	29	17	46
2	Centre commercial	42	18	60
3	Komassa	17	12	29
4	Loppo	33	13	46
5	Mboussa	27	09	36
6	Yamando	42	13	55
7	Ngoulo	25	10	35
8	Sced	29	09	38
9	Liboko	27	12	39
Niveau du conseil communal		17	08	25

Total	288	121	409
-------	-----	-----	-----

2.2. Organisation du focus group/ entretiens individuels

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	56	36	92
2	Centre commercial	97	55	152
3	Komassa	42	29	71
4	Loppo	52	29	81
5	Mboussa	49	13	52
6	Yamando	53	23	76
7	Ngoulo	39	10	49
8	Sced	29	11	31
9	Liboko	24	15	39
Total	09	441	221	662

2.3. Concertations zonales

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	36	15	51
2	Centre commercial	37	23	60
3	Komassa	30	11	41
4	Loppo	19	08	27
5	Mboussa	23	09	32
6	Yamando	24	12	36
7	Ngoulo	15	09	24
8	Sced	13	07	20
9	Liboko	16	07	23
Total	09	213	101	314

2.4. Groupes thématiques

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	08	08	16
2	Centre commercial	10	08	18
3	Komassa	01	00	01
4	Loppo	01	00	01
5	Mboussa	01	00	01
6	yamando	01	00	01
7	Ngoulo	01	00	01
8	Sced	01	00	01
9	Liboko	01	00	01
Total	09	25	16	41

3. **VALIDATION TECHNIQUE**

3.1. Travaux préparatoires à la validation technique du PDL

Entités	participants		Total
	Hommes	Femmes	
Membres du conseil Communal	04	01	05
Services techniques déconcentrés de l'Etat	08	00	08
Comité Elargi du Développement Local	15	06	21
Total	27	07	34

3.2. Réalisation de la validation technique

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	09	05	14
2	Centre commercial	12	09	21
3	Komassa	01	00	01
4	Loppo	01	00	01
5	Mboussa	01	00	01
6	Yamando	01	00	01
7	Ngoulo	01	00	01
8	Sced	01	00	01
9	Liboko	01	00	01
Total	09	28	14	42

1.1. Restitution des résultats de la validation technique du PDL

Zones	Villages/quartiers	Nombres des participants		Total
		Hommes	Femmes	
1	Centre administratif	10	09	19
2	Centre commercial	15	08	23
3	Komassa	01	00	01
4	Loppo	01	01	02
5	Mboussa	01	00	01
6	Yamando	01	00	01
7	Ngoulo	01	00	01
8	Sced	01	00	01
9	Liboko	01	00	01
Total	09	32	18	50

2. **RECAPITULATIF**

Activités	Nombres des participants		Total
	Hommes	Femmes	
Pré-diagnostic	692	269	961
Diagnostic participatif	967	459	1 426
Validation technique	87	39	126
Total	1 746	767	2 513

NOMBRE TOTAL DES PARTICIPANTS

Commune	Hommes	Femmes	Total
NOLA	1 746	767	2 513

ANNEXE

Profil des participants au processus d'élaboration du PDL

Parties prenantes	Phase de Pré-Diagnostic Participatif				Phase de Diagnostic Participatif							Total	Taux
	Focus group	Réunion concertation	Entretiens individuels	Réunion Conseil Communal	Restitution rapport PDP	Focus group	Réunion concertation	Entretiens individuels	Groupes thématiques	Réunion validation du DP	Réunion Conseil Communal		
Conseillers communaux	2	1	2	3	1	2	2	3	0	6	2	24	1%
Autorités locales	55	60	5	2	59	71	48	4	4	35	2	345	26%
Jeunes	15	80	2	3	20	96	31	1	7	5	4	264	22%
Femmes	45	100	5	3	31	127	4	20	5	5	4	394	23%
Minorités / Personnes vulnérables	3	1	2	2	15	12	1	15	5	3	2	61	2%
Opérateurs économiques	20	2	6	2	2	50	3	10	2	3	12	112	10%
OSC	20	3	5	2	15	23	20	8	5	2	2	105	3%
Société Forestière	1	1	1	1	1	1	1	2	2	1	1	14	0%
APDS	8	8	3	3	3	3	3	3	2	3	2	41	0%
Responsables des SDE	20	25	6	4	6	2	14	24	1	9	4	115	7%
Autres participants	10	1	4	3	8	2	1	9	15	5	4	62	5%
Total					141	389	128	99	48	77	41	1 537	

003

PREFECTURE DE LA SANGHA-M'BAERE

SOUS PREFECTURE DE NOLA

COMMUNE DE NOLA

SECRETARIAT GENERAL

N°003 /C-N/SG-18

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité Dignité Travail

ARRETE

PORTANT ELABORATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

Vu la Constitution (titre IX art 94) du 30 Mars 2016 ;
Vu la loi Constitutionnelle n°10.005 du 11 Mai 2010, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi constitutionnelle du 27 Décembre 2014 ;
Vu la loi n°96/013 du 13 Janvier 1996 portant création des régions en République Centrafricaine;
Vu l'Ordonnance n°88.005 du 05 Février 1988 portant création des Collectivités Territoriales et des Circonscriptions Administratives ;
Vu l'Ordonnance n°88.006 du 12 Février 1988 modifiant et complétant l'Ordonnance n°88.005 du 05 Février 1988 portant organisation des Collectivités Territoriales et des Circonscriptions Administratives ;
Vu le Décret n°05/119 du 06 Juin 2005 portant Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Intérieur et fixant les attributions du Ministre ;
Vu le Décret n°15.364 du 23 Septembre 2015, portant nomination des Présidents des Délégations Spéciales auprès des communes et de leurs membres ;
Vu les Lois et Ordonnances Relatives à l'Organisation des Collectivités Territoriales et des Circonscriptions Administratives du 20 Août 2011 ;
Vu la Note Circulaire du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation demandant à toutes les communes d'élaborer leur Plan de Développement Local ;
Le Conseil Communal réunie en session extraordinaire,

ARRETE

Article 1er : Le Conseil municipal de Nola réunie en session extraordinaire décide d'élaborer son Plan de Développement Local (PDL) afin de disposer d'un cadre de référence des actions d'orientation stratégique et d'un outil de plaidoyer pour le développement de la Commune.

Article 2 : Les ressources financières, matérielles et humaines seront mobilisées pour la mise en œuvre de l'élaboration de ce Plan de Développement Local (PDL).

Article 3 : La durée d'élaboration de ce Plan de Développement Local sera au maximum six (6) mois calendaires à compter de la date du lancement officiel du processus.

Article 4: Les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat, les Opérateurs Economiques, les Organisations de la Société Civile, la jeunesse, les sociétés forestières, les minorités, sont sollicités pour leur implication et participation au processus de planification.

Article 5 : Le présent arrêté communal qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Nola le 22 JUIN 2018.

Le Vice-Président



Martin DOUSSENE

Ampliations :

- MATDDL.....
- MEFCP.....
- Préfet de la Sangha-mbaéré.....
- Sous-préfet de Nola.....
- Consortium ONG Nourrir/ASPEC-DC/BS&Co....
- Chrono/Archives.....

004
PREFECTURE DE LA SANGHA-M'BAERE

SOUS PREFECTURE DE NOLA

COMMUNE DE NOLA

SECRETARIAT GENERAL

N° 004 /C-N/SG -18

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité Dignité Travail

ARRETE

PORTANT CREATION ET COMPOSITION DU COMITE DE DEVELOPPEMENT ELARGI

Le Vice-Président de la Délégation Spéciale auprès de la Commune de Nola,

Vu la Constitution (titre IX art 94) du 30 Mars 2016 ;

Vu la loi Constitutionnelle n°10.005 du 11 Mai 2010, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi constitutionnelle du 27 Décembre 2014 ;

Vu Les Ordonnance n°88.005 et 88.006 des 5 et 12 Février 1988, portant création et organisation des Collectivités Territoriales et des Circonscriptions Administratives et leurs modifications Subséquents ;

Vu Le Décret n° 16.221 du 02 Avril 2016, portant Nomination du Premier Ministre Chef du Gouvernement ;

Vu Le Décret n°10.268 du 17 Septembre 2010, portant Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et fixant les attributions du Ministre ;

Vu le Décret n°15.364 du 23 Septembre 2015, portant nomination des Présidents des Délégations Spéciales auprès des communes et de leurs membres ;

Vu L'Arrêté N°003 du 22 Juin 2018, portant délibération du Conseil Municipal pour l'élaboration du Plan de Développement local de la Commune. Le Conseil Communal réunie en session extraordinaire,

ARRETE

Article 1er: Il est créé dans la Commune de Nola, un Comité de Développement Elargi, dans le cadre de l'élaboration du Plan de Développement Local.

Article 2 : Le Comité de Développement Elargi est composé de:

Membres permanents

- 02 Représentants du Conseil Communal
- 02 Représentants des Services Déconcentrés de l'Etat (Plan et Affaires Sociales)
- 01 Représentant des OSC/Confessions religieuses
- 01 Représentante des femmes
- 01 Représentant des jeunes
- 01 Représentant des Minorités/Personnes vulnérables
- 03 Représentants des zones (1 Centre, 1 Axe Yamando, 1 Axe Ngoulo)

Membres non permanents

- Les Représentants des zones (Centre Administratif, Centre Commercial, Komassa, Loppo, Mboussa, Yamando, Ngoulo, SCED, Liboko) à raison de deux représentants par zone.
- Représentant de Radio Local : 1
- Représentants des SDE (Education, Santé, Hydraulique, Foret, Mines, Agriculture, Elevage, Tourisme, Jeunesse et Sports, Finance, Forces de Sécurité/Défense), un représentant par entité
- Représentant des Sociétés Forestières et Minières : 1
- Représentant des Opérateurs Economiques : 1

Article 3 : Le Comité de Développement Elargi dans le cadre de l'exécution de ses tâches sera amené à être redynamisé et faire appel à toute personne ressource dont la contribution est jugée utile.

Article 4 : Les tâches et fonctions des membres du Comité de Développement Elargi sont bénévoles.

Article 5 : Le présent arrêté communal qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Nola le, 30 OCT 2018



Le Vice-Président

Martin DOUSSENE

Ampliations :

- MATDDL.....
- MEFCP.....
- Préfet de la Sangha-M'baéré.....
- Sous-préfet de Nola.....
- Projet PDRSO.....
- Consortium Nourrir/ASPEC-DC/BS&Co
- Chrono/archives.....

Préfecture de la Sangha-Mbaéré

Sous-préfecture de Nola

Commune de Nola

Secrétariat Général

N° 003/PSM/SPN/CN/SG-019

République Centrafricaine

Unité-Dignité-Travail

Arrêté communal N° 003/C-N/SG-019

Portant adoption du plan de développement de la commune de Nola

Vu la constitution (titre IX art 94) du 30 Mars 2016 ;

Vu la loi constitutionnelle n°10.005 du 11 Mai 2010, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi constitutionnelle du 27 Décembre 2014 ;

Vu la loi n°96/013 du 13 Février 1996 portant création des régions en République Centrafricaine ;

Vu l'Ordonnance n°88.005 du 05 Février 1988 portant création des collectivités Territoriales et des Circonscriptions administratives ;

Vu l'Ordonnance n°88.06 du 12 Février 1988 modifiant et complétant l'Ordonnance n°88.005 du 05 Février 1988 portant organisation des collectivités Territoriales et Circonscription Administratives ;

Vu le Décret n°05/119 du 06 Juin 2005 portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Intérieur et fixant les attributions du Ministre ;

Vu le Décret n°15.364 du 23 Septembre 2015, portant nomination des Présidents des Délégations Spéciales auprès des Communes et de leurs membres ;

Vu les Lois et Ordonnances relatives à l'organisations des collectivités territoriales et Circonscriptions Administratives du 20 Août 2011 ;

Vu la note circulaire du Ministre de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement local demandant à toutes les communes d'élaborer leur plan de Développement Local ;

Vu l'atelier d'Approbation du Plan de Développement Local par les Autorités Administratives Préfectorales de la Sangha-Mbaéré en la date du 17 Mai 2019

Le Conseil Municipal de Nola réunie en session Extraordinaire

ARRETE

Article 1^{er} : La municipalité de Nola réunie en session extraordinaire ce jour le 21 Mai 2019, a adopté à l'unanimité le Plan de Développement Local (PDL)

Article 2 : La durée de la mise en œuvre de ce Plan de Développement Local est de dix (10) ans maximum (2019-2029) à compter de la date d'adoption

Article 3 : les ressources financières, matérielles et humaines seront recherchées, mobilisées pour la mise en œuvre de ce Plan de Développement Local

Article 4 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, publié communiqué partout où besoin sera.

21 MAI 2019

Fait à Nola le

Le Président de la Délégation Spéciale P.i



Martin DOUSSENE

Ampliations :

- Préfet de la Sangha-M'baéré
- Sous-préfet de Nola
- Projet PDRSO
- Consortium des ONG Nourrir/ASPEC-DC/BS&Co
- Archives

Préfecture de la Sangha-Mbaéré

Sous-préfecture de Nola

Commune de Nola

Secrétariat Général

N° 011/PSM/SPN/CN/SG-019

République Centrafricaine

Unité-Dignité-Travail

PROCES VERBAL D'ADOPTION DU PLAN DE DEVELOPPEMNT LOCAL DE LA COMMUNE DE NOLA

L'an deux mille dix-neuf et le vingt et un Mai à 8h30min, s'est tenue dans la salle de délibération de la Mairie de Nola, l'Assemblée générale constitutive extraordinaire réunissant tous les membres du Conseil Municipal, les opérateurs économiques et les services déconcentrés de l'Etat présents dans la commune. Deux points sont inscrits à l'ordre du jour :

- La restitution de l'atelier d'approbation du PDL par les autorités préfectorales de la Sangha-M'baéré ;
- L'adoption du Plan de Développement Locale de la commune de Nola

Cette réunion a été présidée par le Président de la Délégation spéciale auprès de la commune de Nola, Monsieur Martin DOUSSENE

Déroulement de la réunion

1. Cérémonie d'ouverture

Le Président de la délégation spéciale a pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux membres participants. Il a ouvert la réunion tout en remerciant son conseil et toute l'assemblée d'avoir bien accepté son invitation et d'être venus. Il a procédé à une auto-présentation des participants et à la restitution de l'atelier d'approbation du Plan de Développement Local par les Autorités Préfectorales tenue le 17 Mars 2019, dans la salle de délibération de la commune.

2. Restitution de l'atelier d'approbation du PDL

Après les mots du PDS, que le Secrétaire Générale a restitué l'atelier d'approbation aux membres du conseil municipal et toute l'assistance. Dans sa restitution, le SG a mis un accent particulier sur les différentes étapes d'élaboration du PDL depuis le début du processus pour prendre fin à cette étape d'adoption. Ce qui reste pour la commune c'est de rechercher et mobiliser les financements nécessaires afin de mettre en œuvre les actions programmées.

3. Adoption du Plan de Développement Local

Reprenant la parole, le PDS a d'abord félicité les experts terrain et cadres de l'ONG du courage et de la qualité de travail abattu dans la commune et ensuite a soumis le PDL approuvé par les autorités préfectorales au collège des membres de la délégation spéciale. C'est ainsi qu'à l'unanimité, toute l'assistance présente a adopté le PDL 2019-2029 avec acclamation.

L'ordre du jour étant épuisé le PDS a levé la séance à 13h

Fait à Nola, le 21 Mai 2019

Pour la séance le SG de la Mairie

Le Président de la Délégation spéciale P.i



Joseph SANGBA



Martin DOUSSENE

**FICHE D'ADOPTION ET D'APPROBATION
DU PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL DE LA COMMUNE**

Le présent **Plan de Développement Local de la Commune de Nola** a été adopté par les membres de la Délégation Spéciale de la Commune, représentée par le Premier vice-Président de la Délégation Spéciale auprès de la Commune de Nola.

17 MAI 2019

Nola, le

**Le Président de la Délégation
Spéciale de la Commune de Nola**



Martin DOUSSENE

Le **Plan de Développement Local de la Commune de Nola** a été approuvé par les Responsables des Services Déconcentrés de l'Etat ci – après listés.

Nola, le.....**17 MAI 2019**.....

**Le Sous-Préfet
de Nola**

CHOUR GBANDIN Genevieve

**Le Préfet
de la Sangha M'baéré**

Lazare Morales NGAYA